

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine



Aussonne

Plan Local d'Urbanisme

- 1^e Modification simplifiée approuvée par DCC du 19/12/2013
- 2^e Révision approuvée par DCC du 11/10/2012

PARC DES EXPOSITIONS **Mise en Compatibilité du PLU**

1 - Rapport de Présentation

Notice explicative



Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

I. PREAMBULE	2
I.1. INTRODUCTION.....	2
I.2. PRESENTATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE - COMMUNE D'AUSSONNE.....	2
II. GENERALITES SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME	3
II.1. LA MISE EN COMPATIBILITE.....	3
II.1.1. Définition	3
II.1.2. Champ d'application	3
II.1.3. Objet.....	3
II.2. DEFINITIONS	3
II.2.1. Emplacement Réservé.....	3
II.2.2. Article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme	4
II.2.3. L'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme.....	4
II.3. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	4
II.4. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE	5
II.5. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE.....	5
II.5.1. Article L. 123-14 du Code de l'Urbanisme	5
II.5.2. Article L. 123-14-2 du Code de l'Urbanisme	6
II.5.3. Article R. 123-23-1 du Code de l'Urbanisme.....	6
II.5.4. Autres dispositions	7
II.6. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN COMPATIBILITE.....	7
II.6.1. Le décret du 23 août 2012 codifié à l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme.....	7
II.6.2. Article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme.....	7
II.7. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME.....	7
II.7.1. Le Schéma de Cohérence Territoriale de la Grande Agglomération Toulousaine.....	7
II.7.2. Le Plan de Déplacements Urbains de la Grande Agglomération Toulousaine	10
III. PRESENTATION DU PROJET SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE.....	11
III.1. LOCALISATION DU PROJET	11
III.2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET	12
III.2.1. L'émergence du projet	12
III.2.2. L'organisation générale du futur Parc des Expositions	13
III.2.3. L'intégration des enjeux de développement durable.....	15
III.2.4. L'accessibilité au Parc des Expositions.....	15
III.3. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	16
III.3.1. Le milieu physique.....	16
III.3.2. Le milieu naturel	18
III.3.3. Le milieu humain.....	19

IV. INCIDENCES DU PROJET SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE - COMMUNE D'AUSSONNE	22
IV.1. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR.....	22
IV.1.1. Le Plan de Zonage et les zones concernées	22
IV.1.2. Le Règlement d'urbanisme.....	23
IV.1.3. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	23
IV.1.4. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).....	23
IV.1.5. Les servitudes d'utilité publique.....	23
IV.1.6. Les autres contraintes réglementaires	24
IV.2. LES MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE PLU POUR SA MISE EN COMPATIBILITE	25
IV.2.1. Les principes retenus pour la mise en compatibilité.....	25
IV.2.2. Les évolutions du plan de zonage	25
IV.2.3. Les évolutions du règlement	27
IV.2.4. Les évolutions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables induites par le projet	30
IV.2.5. La création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation	30
IV.2.6. Les évolutions de la liste des emplacements réservés.....	31
IV.2.7. Les évolutions du tableau des superficies des zones	31
IV.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	32
IV.3.1. Cadre réglementaire	32
IV.3.2. Articulation avec les documents de planification supracommunaux.....	32
IV.3.3. Etat initial de l'environnement.....	34
IV.3.4. Les incidences de la MECDU sur l'environnement et les mesures associées	34
IV.3.5. Les effets cumulés avec d'autres projets connus.....	39
IV.3.6. Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement.....	40
IV.3.7. Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement, afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées	40
IV.3.8. Résumé non technique	40
IV.3.9. Description de la méthodologie.....	41

I. PREAMBULE

I.1. INTRODUCTION

Le présent dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE, en Haute-Garonne, porte sur la prise en compte du projet de Parc des Expositions Toulouse Métropole, dans le secteur Nord-Ouest de l'agglomération toulousaine.

Initié par Toulouse Métropole et conduit en maîtrise d'ouvrage déléguée par la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Europolia, le futur Parc des Expositions est un projet capital pour l'agglomération, le Département de Haute-Garonne et la Région Midi-Pyrénées.

Le projet fait l'objet d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), mais les dispositions du PLU approuvé de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE ne permettent pas, en l'état, sa réalisation et doivent donc être revues pour être mises en compatibilité avec le projet.

Le PLU approuvé de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE s'applique à la totalité du territoire communal d'AUSSONNE.

La commune d'AUSSONNE fait partie du périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Grande Agglomération Toulousaine, approuvé le 15 juin 2012, mis en compatibilité le 25 octobre 2013 et modifié le 12 décembre 2013.

Dans le cadre du projet de Parc des Expositions Toulouse Métropole, ce document a également fait l'objet d'une analyse qui a montré sa compatibilité avec le projet.

I.2. PRESENTATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE - COMMUNE D'AUSSONNE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE a été approuvé par délibération du conseil communautaire de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012 (révision générale n°2). Une modification simplifiée a été approuvée par délibération du conseil communautaire de Toulouse Métropole le 19 décembre 2013.

Rappelons que, depuis le 24 décembre 2008, la Communauté Urbaine Toulouse Métropole possède la compétence de l'élaboration des documents d'urbanisme. Le PLU de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE, comme les documents des 36 autres communes qui composent le territoire communautaire, est donc géré par l'agglomération.

Toulouse Métropole doit se doter d'un PLU intercommunal qui devrait être prescrit dans le courant de l'année 2014.

En attendant, Toulouse Métropole gère les PLU en étroite collaboration avec les communes, dans le cadre d'une recherche de cohérence globale en matière d'aménagement et dans le respect des politiques communautaires et des principes d'un développement urbain durable.

II. GENERALITES SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

II.1. LA MISE EN COMPATIBILITE

II.1.1. Définition

Conformément aux articles L. 123-14 et L. 123-14-2 du Code de l'Urbanisme, lorsque les dispositions du Plan d'Occupation des Sols (POS) ou du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé d'une commune ou d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) concerné ne permettent pas la réalisation d'une opération faisant l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique, elles doivent être revues pour être mises en compatibilité avec celle-ci.

II.1.2. Champ d'application

La mise en compatibilité est une procédure d'adaptation des documents réglementaires et de planification à l'opération faisant l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

L'obligation d'inscrire la faisabilité réglementaire d'une opération faisant l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique dans leur document d'urbanisme s'impose à toutes les communes ou EPCI concernés dès lors qu'ils sont dotés d'un tel document.

Au vu des textes, compte tenu de la nature du projet, et quel que soit le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique, **la procédure de mise en compatibilité relève exclusivement de la compétence de l'Etat.**

Le Préfet appréciera, sur la base d'un dossier transmis par Toulouse Métropole, d'une part l'intérêt général du projet et d'autre part, la compatibilité des dispositions du document d'urbanisme avec l'opération.

C'est sous sa responsabilité que sera conduite la procédure.

II.1.3. Objet

La procédure de mise en compatibilité doit permettre la réalisation de **tous les éléments du projet de Parc des Expositions de Toulouse Métropole** faisant l'objet du présent dossier sur la commune d'AUSSONNE. Elle a pour effet d'adapter les dispositions existantes dans les différentes pièces du document d'urbanisme en vigueur qui sont incompatibles avec le projet, c'est-à-dire ne permettant pas sa réalisation.

Plus précisément, elle concerne :

- ▶ Le Parc des Expositions de Toulouse Métropole dont les dimensions sont de 564 x 222 m et d'une surface totale de 125 000 m² s'organise de la manière suivante :
 - **70 000 m² de surface d'exposition couverte** composée :
 - d'un grand hall d'exposition de 40 000 m², divisible en plusieurs halls, dont la modularité importante et l'adaptabilité permettent l'accueil de salons de tailles diverses,
 - d'espaces logistiques,
 - d'une halle des grands événements et d'un centre de convention de 15 000 m² destinés à accueillir salons et expositions mais également évènements

sportifs, culturels et professionnels de grande jauge, particulièrement conventions et grands congrès qui ne peuvent être aujourd'hui organisés à Toulouse par manque d'équipement de jauge suffisante;

- **une « rue » centrale** formant un espace intérieur semi-couvert, aéré et animé qui dessert les différents halls d'exposition et accueille des services de billetteries, consignes, espaces de repos et de restauration, etc..;
- **26 000 m² d'aire d'exposition extérieure** ;
- des stationnements qui représentent **plus de 6 000 places en enceinte** dont :
 - 3 000 en parking silo (voitures et deux roues motorisés visiteurs et exposants), sur 4 niveaux, ce qui limite ainsi l'étalement des parkings inhérent à ce type d'équipement,
 - 1 500 places extérieures (dont 300 poids lourds et 1 200 véhicules légers exposants et visiteurs), équivalent à 2 000 places de véhicules légers en parking extérieurs,
 - plus de 1 200 complémentaires sur l'aire d'exposition extérieure, facilement mobilisables en cas de besoin.
 - Ces stationnements au cœur du parc sont complétés par 50 places autocars à proximité immédiate du parvis et de la gare de tramway, complétées par les stationnements pour les deux-roues.

- ▶ L'accessibilité au Parc des Expositions sera possible par plusieurs modes de transport (tramway, bus, véhicules particuliers, autocars, piétons, vélos...). Pour ce faire, le projet prévoit notamment :

- Le prolongement de la RD 902 au-delà de l'échangeur de Garossos et la création de voiries de desserte du Parc.
- L'extension de la ligne T1 du tramway jusqu'au parvis de l'entrée du Parc, articulé autour d'un pôle multimodal accueillant également un parking autocar, une dépose taxi, des racks à vélo et un local d'exploitation pour le tramway.

Les nouvelles voiries desservent en premier lieu le Parc des Expositions, mais s'inscrivent également dans un maillage de ce secteur de l'agglomération toulousaine en développement, pour un aménagement d'ensemble à plus long terme.

II.2. DEFINITIONS

II.2.1. Emplacement Réservé

Les emplacements réservés (au sens du 8° de l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme) sont des terrains que le POS ou le PLU affecte à la création de voies et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts et qui, en attendant d'être acquis par la collectivité en vue de cette création, sont rendus inconstructibles.

Le bénéficiaire de la réservation peut recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'acquisition à l'amiable se révèle impossible.

Le propriétaire peut, dès la publication du PLU, mettre en demeure le bénéficiaire de la réservation d'acquiescer le terrain, dans les conditions et délais précisés aux articles L. 230-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Un emplacement réservé n'empêche pas l'usage courant ou la gestion des sols (cas de terrains à vocation agricole ou naturelle par exemple). L'instruction des demandes en application des articles L. 230-1 et suivants du Code de l'Urbanisme (droits de délaissement sur les terrains tout ou partie en emplacement réservé) permet également de préserver les intérêts des propriétaires concernés (du fait de l'acquisition intervenant alors, ou du renoncement au bénéfice de l'emplacement réservé).

II.2.2. Article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme

L'article L. 123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme est mis en application par la prise en compte du patrimoine et des paysages urbains et naturels.

Les dispositions de cet article, qui fixe le contenu des PLU, prévoient que les PLU peuvent « Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ».

Ces dispositions offrent la faculté de préserver des éléments de patrimoine, bâti ou végétal, dans le cadre d'un PLU.

La mise en œuvre de ces dispositions a des effets différents selon qu'il s'agit de patrimoine bâti ou végétal et une déclinaison variable dans le contenu des PLU, selon l'objectif de préservation poursuivi

a. Les effets sur le patrimoine bâti

Toute construction identifiée ou située dans un secteur délimité par un PLU au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme est soumise au régime du permis de démolir en application de l'article L. 430-1, d. du Code de l'urbanisme.

Ainsi, la mise en œuvre de l'article L. 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme institue un mécanisme de contrôle, par le biais du permis de démolir, du patrimoine d'intérêt local identifié dans le PLU. La protection prévue à l'article L. 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme n'a pas vocation à permettre d'interdire la démolition dans la règle du PLU mais de soumettre au régime du permis de démolir au titre de la protection du patrimoine les bâtiments concernés.

b. Les effets sur le patrimoine végétal

La loi paysage (8 janvier 1993) a prévu un mécanisme de contrôle des éléments de paysage identifiés au PLU au titre de l'article L. 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme.

Ainsi, tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage devraient faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers en application de l'article L. 442-2 du code de l'urbanisme.

Bien que le décret d'application spécifique à cette disposition n'ait pas été publié, la doctrine administrative précise que le décret relatif aux installations et travaux divers (articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme) est applicable pour la mise en œuvre de l'article L. 442-2

II.2.3. L'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 « relative au renforcement de la protection de l'environnement » (dite loi Barnier) a introduit un article L. 111-1-4 dans le Code de l'Urbanisme, visant à inciter les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes.

L'objectif de cet article est d'inciter les communes à lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur des abords des principaux axes routiers.

Le Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu (ancien PAZ dans les communes dotées d'un POS et PSMV), peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Cette réflexion doit permettre de finaliser un véritable projet urbain qui trouvera sa traduction dans les documents d'urbanisme locaux (tels que les POS/PLU).

À défaut d'avoir mené et formalisé dans leur document de planification urbaine une telle réflexion, les dispositions du premier alinéa de l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme visant à limiter la construction par l'institution d'une marge de reculement aux abords des grandes infrastructures routières sont applicables de plein droit aux terrains situés en dehors des espaces urbanisés, indépendamment de leur classement dans le document d'urbanisme ou de leur situation à l'intérieur des panneaux d'agglomération¹.

En l'absence de réflexion urbaine, l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme peut donc conduire simplement à faire reculer les constructions de 100 mètres (autoroutes) ou de 75 mètres (autres voies à grande circulation) par rapport à l'axe des voies. Pour éviter cet effet pervers, qui est contraire à la volonté du législateur, il est très souhaitable que les autorités communales édictent des règles d'urbanisme qui permettent de garantir la qualité du développement urbain aux abords des infrastructures routières, principalement sur les secteurs soumis à une forte pression foncière.

Les dispositions de l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme sont applicables à toutes les communes dont le territoire ou une partie du territoire longe :

- ▶ Une autoroute au sens des articles L. 122-1 à L. 122-5 du Code de la Voirie Routière.
- ▶ Une route express au sens des articles L. 151-1 à L. 151-5 du Code de la Voirie Routière.
- ▶ Une déviation des articles L. 152-1 et L. 152-2 du Code de la Voirie Routière.
- ▶ Une route classée à grande circulation en vertu de l'article L. 110-3 du Code de la Route.

L'application de l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme est subordonnée au classement des voies dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus.

II.3. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Cinq grandes étapes jalonnent cette procédure.

1 - L'examen du dossier par le Préfet

Au vu du dossier transmis par Toulouse Métropole, le Préfet détermine si le projet est ou non compatible avec les dispositions du PLU approuvé de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE. Dans la négative, le Préfet engage la procédure régie par les articles L. 123-14 et L. 123-14-2 du Code de l'Urbanisme et prononce la mise en compatibilité du PLU avec l'opération.

Il en informe Toulouse Métropole.

¹ Cette interdiction ne s'applique toutefois pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières.
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières.
- Aux bâtiments d'exploitation agricole.
- Aux réseaux d'intérêt public.

2 - L'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique

Les dispositions proposées par l'Etat pour assurer la mise en compatibilité du PLU approuvé de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE avec la Déclaration d'Utilité Publique doivent avoir fait l'objet, selon les articles L. 123-14 et L. 123-14-2 du Code de l'Urbanisme, d'un examen conjoint de :

- ▶ L'Etat.
- ▶ La Communauté Urbaine Toulouse Métropole.
- ▶ La Commune.
- ▶ Le Syndicat Mixte des Etudes de l'Agglomération Toulousaine, chargé du suivi du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).
- ▶ Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération toulousaine, autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, dans les Périmètres de Transports Urbains.
- ▶ La Région.
- ▶ Le Département.
- ▶ Les Chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture).

Le dossier faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement sera saisie.

Sont également consultés pour avis les organismes compétents en cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers ou d'atteinte à la valeur agronomique, biologique ou économique en zone agricole protégée (commission départementale de la consommation des espaces agricoles, Chambre d'Agriculture, centre régional de la propriété forestière, INOQ) et, à leur demande, les associations locales d'usagers agréées et les associations agréées de protection de l'environnement.

La réunion d'examen conjoint fait l'objet d'un procès-verbal des avis des personnes publiques sur la mise en compatibilité. L'ensemble est versé au dossier d'enquête publique.

3 - L'enquête publique unique

L'enquête publique portera à la fois sur la déclaration d'utilité publique de l'opération, le classement et déclassé des voies, la mise en compatibilité des PLU de Toulouse Métropole - communes d'AUSSONNE et de BEAUZELLE, le permis de construire, le dossier loi sur l'eau et l'enquête parcellaire.

4 - L'avis du Conseil Communautaire de Toulouse Métropole

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole - commune d'AUSSONNE avec la Déclaration d'Utilité Publique est soumis pour avis au Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole. Celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour donner son avis. À défaut de décision, ce dernier est considéré comme favorable. Il s'agit d'un avis simple.

5 - La Déclaration d'Utilité Publique

Dès lors, le préfet prononce par arrêté préfectoral la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La Déclaration d'Utilité Publique emporte la mise en compatibilité du PLU.

II.4. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier de mise en compatibilité du PLU de Toulouse métropole – commune d'AUSSONNE comprend les documents suivants :

- ▶ **Une notice explicative de présentation**, définissant sur le territoire communal les caractéristiques essentielles du projet soumis à enquête et précisant dans quelle mesure la préservation de l'environnement est prise en compte dans le projet de mise en compatibilité du PLU au regard de la nouvelle opération. Cette pièce complète le Rapport de Présentation du document d'urbanisme mis en compatibilité et lui sera annexée. Elle aborde deux grands sujets :
 - La présentation du projet soumis à enquête (présentation générale et présentation des caractéristiques sur la commune).
 - Les incidences du projet sur le PLU et la justification des évolutions nécessaires pour permettre sa réalisation.
- ▶ Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** (PADD), portant sur les éléments de la politique de la collectivité en matière d'aménagement en précisant la localisation du projet de Parc des Expositions et en ajoutant un secteur de protection d'un espace agricole et naturel au droit de ce site.
- ▶ La nouvelle **Orientation d'Aménagement et de Programmation** rédigée pour le projet.
- ▶ Le **document graphique du règlement** (plan de zonage) concerné par le projet faisant apparaître les nouveaux zonages, la réduction de l'emprise de l'ER n°1 et de la longueur de l'ER n°19ter.
- ▶ Le **règlement écrit** qui introduit une nouvelle zone 1AU.
- ▶ La **liste des emplacements réservés** faisant apparaître les évolutions de surface/longueur des emplacements réservés impactés par le projet.

Les autres pièces de ces documents d'urbanisme ne nécessitent pas d'évolution.

II.5. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE

S'agissant des POS et PLU, la procédure de mise en compatibilité est élaborée conformément aux **articles L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23 du Code de l'Urbanisme**.

II.5.1. Article L. 123-14 du Code de l'Urbanisme

(Modifié par Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - article 3)

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2.

NOTA :

Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 article 19 : Les présentes dispositions entrent en vigueur à une date déterminée par décret en Conseil d'Etat et au plus tard le 1er janvier 2013. Toutefois, les dispositions en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance demeurent applicables :

- Aux procédures d'élaboration et de révision des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme prescrites à cette même date.
- Aux procédures de modification des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lorsque le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance.

II.5.2. Article L. 123-14-2 du Code de l'Urbanisme

(Créé par Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - article 3)

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4.

Lorsque la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet, le maire de la ou des communes intéressées par ce projet est invité à participer à cet examen conjoint.

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par le préfet lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la mise en compatibilité est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ainsi que dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1.

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le maire, dans les autres cas.

Lorsque le projet nécessitant la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et l'adoption de la déclaration d'utilité publique.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, la commune :

1° Emet un avis lorsque la décision est de la compétence de l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

2° Décide la mise en compatibilité du plan, lorsque la décision relève d'une personne publique autre que l'Etat.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise.

2° Par arrêté préfectoral dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1, lorsque la déclaration de projet est de la compétence d'une autre personne publique que l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune et que la décision de mise en compatibilité prévue au onzième alinéa du présent article n'est pas intervenue dans le délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

3° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est prise par l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, par la commune, dans les autres cas.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs mises en compatibilité peuvent être menées conjointement.

NOTA :

Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 article 19 : Les présentes dispositions entrent en vigueur à une date déterminée par décret en Conseil d'Etat et au plus tard le 1er janvier 2013. Toutefois, les dispositions en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance demeurent applicables :

- Aux procédures d'élaboration et de révision des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme prescrites à cette même date.

- Aux procédures de modification des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lorsque le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance.

II.5.3. Article R. 123-23-1 du Code de l'Urbanisme

(Modifié par Décret n°2012-290 du 29 février 2012 - article 43)

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration d'utilité publique d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme.

L'examen conjoint prévu au b de l'article L. 123-16 a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique à l'initiative du préfet. Lorsqu'une association mentionnée à l'article L. 121-5 demande à être consultée, son président adresse la demande au préfet.

L'enquête publique est organisée dans les formes prévues par les articles R. 11-14-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Le ministre chargé de l'urbanisme contresigne ou cosigne la déclaration d'utilité publique emportant approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme lorsque cette déclaration ne relève pas de la compétence du préfet.

II.5.4. Autres dispositions

Le contenu du dossier de mise en compatibilité des POS et PLU répond aux prescriptions, toujours valides, de la circulaire n°87-64 du 21 juillet 1987, précisant ses modalités de mise en œuvre.

II.6. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

II.6.1. Le décret du 23 août 2012 codifié à l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme

En application des dispositions du **décret n°2012-995 du 23 août 2012** relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, codifiées au sein de l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme, diverses évolutions de documents d'urbanisme sont soumises à évaluation environnementale.

Les mises en compatibilité des documents d'urbanisme nécessaires pour permettre la réalisation du Parc des Expositions de Toulouse Métropole entrent dans le champ d'application de ce décret. Ces dispositions s'appliquent à la présente procédure dès lors que la mise en compatibilité est susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement.

Ainsi, sont soumises à évaluation environnementale les mises en compatibilité des POS ou PLU qui incluent tout ou partie d'un site Natura 2000 et dont les évolutions « *soit changent les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, soit réduisent un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, soit réduisent une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance* ».

Afin d'assurer une analyse exhaustive des incidences potentielles sur l'environnement, la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole – commune de Beauzelle qui accueille un site Natura 2000 et de celui de Toulouse Métropole – commune d'Aussonne qui est limitrophe de communes accueillant des sites Natura 2000, fait l'objet d'une évaluation environnementale. Pour cette dernière commune, le PLU dispose déjà d'une évaluation environnementale qui ne nécessite donc qu'une mise à jour.

II.6.2. Article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme

(Modifié par Décret n°2009-722 du 18 juin 2009 - art. 3)

Sont dispensées de l'évaluation environnementale, à condition qu'elles n'aient pas pour objet d'autoriser la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L. 414-4 du code de l'environnement :

1° Les modifications et révisions des documents d'urbanisme mentionnés aux 1° à 4° de l'article R. 121-14 qui ne portent pas atteinte à l'économie générale du document ;

2° Les modifications et les mises en compatibilité des schémas de cohérence territoriale prévues au deuxième alinéa de l'article L. 122-13 et à l'article L. 122-15 ;

3° Les modifications des plans locaux d'urbanisme ainsi que les révisions simplifiées prévues aux deuxième et neuvième alinéas de l'article L. 123-13 et les mises en compatibilité prévues à l'article L. 123-16, à l'exception :

a) Des modifications ou révisions simplifiées concernant des opérations ou travaux mentionnés au c du 2° du II de l'article R. 121-14 ;

b) Des révisions simplifiées créant, dans des secteurs agricoles ou naturels, des zones U ou AU d'une superficie supérieure à celles qui sont mentionnées au b et d du 2° du II de l'article R. 121-14.

II.7. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME

Dans le respect de l'article L. 123-1-9 du Code de l'Urbanisme (avant-dernier alinéa), les POS et PLU doivent être compatibles avec les documents d'urbanisme supérieurs, les plans ou programmes supracommunaux ainsi que les dispositions réglementaires et administratives ou servitudes.

En effet, ces documents encadrent la politique d'aménagement communale et peuvent restreindre le droit de propriété et limiter l'utilisation du sol au profit du domaine public.

Plusieurs documents supracommunaux concernent le site de projet :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).
- Le Plan de Déplacements Urbains (PDU).

II.7.1. Le Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine

a. Le dossier de SCOT

La commune d'AUSSONNE fait partie du périmètre du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, mis en compatibilité le 25 octobre 2013 et modifié le 12 décembre 2013. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec ce schéma, ainsi que l'ensemble des évolutions qu'il serait amené à connaître, notamment la présente mise en compatibilité.

Le SCOT est un document de planification intercommunale qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation, du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Rappelons que, conformément aux articles R. 122-1 à R. 122-5 du Code de l'Urbanisme, le dossier de SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine est principalement composé des pièces suivantes :

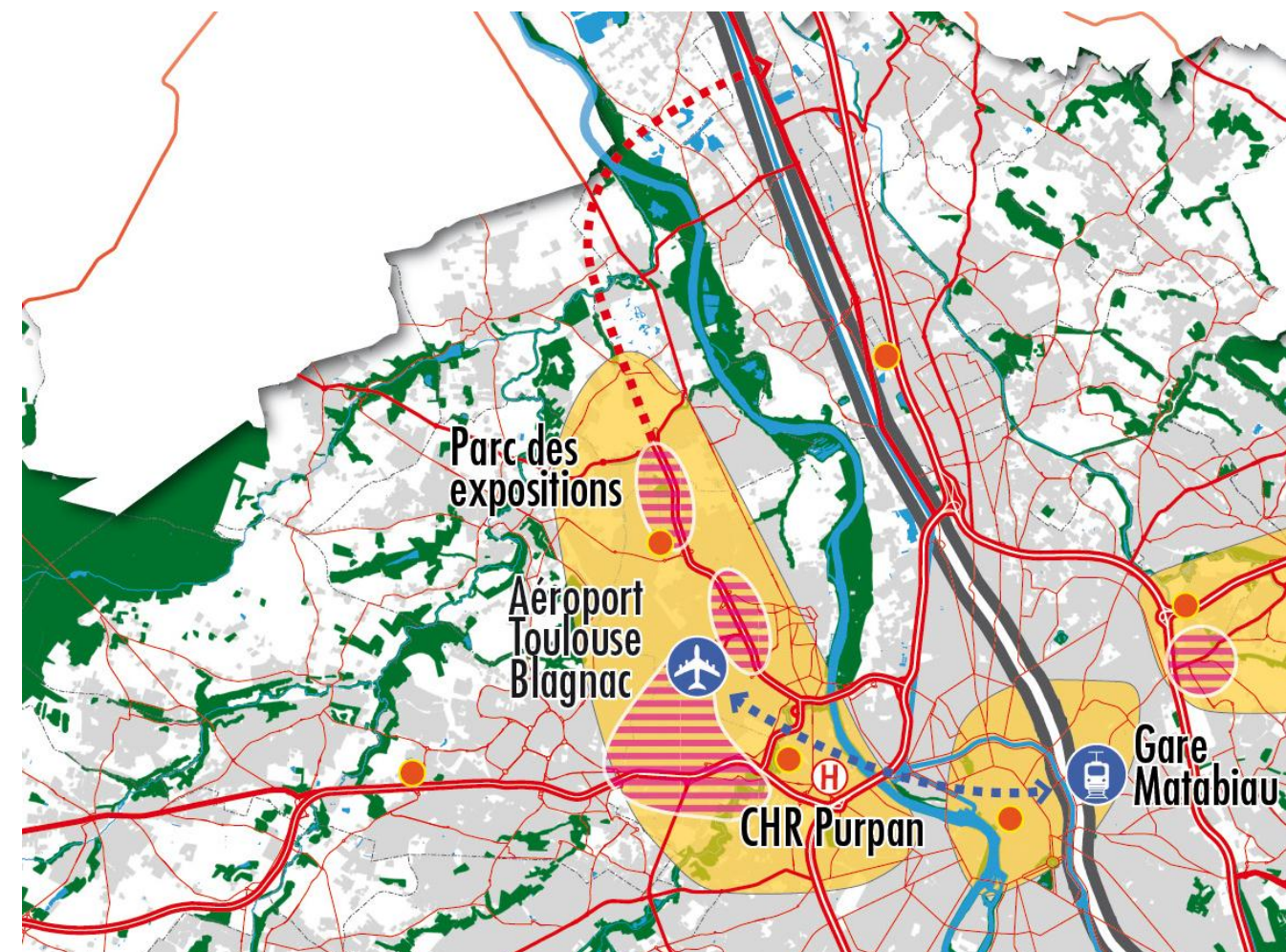
- Le Rapport de présentation : Diagnostic – Etat initial de l'Environnement – Evaluation des besoins à l'horizon 2020.
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).
- Le Document d'Orientations Générales (DOG), comprenant le Document d'Actions Commerciales (DAC)

Il convient donc de s'assurer comment le SCOT prend en compte le projet de Parc des Expositions.

b. Le Document d'Orientations Générales

Le DOG mentionne explicitement le projet de Parc des Expositions en trois points :

- ▶ Dans le chapitre II « Polariser le développement », partie 2 « L'accueil de l'activité économique », objectif « **Relever le défi de compétitivité, d'équipement et d'équilibre du territoire** », il est indiqué :
« En ce qui concerne les fonctions métropolitaines, les politiques de planification doivent intégrer les réflexions, en cours ou à venir. Il s'agit en particulier de promouvoir une offre en équipements et services métropolitains de niveau international, emblématique et indispensable au rayonnement de la Grande agglomération toulousaine : Parc des Expositions, lieux de salons et congrès, hôtellerie et sites évènementiels, grands équipements sportifs, culturels et de loisirs ; (...) ».
- ▶ Dans ce même chapitre II, partie 2, objectif « **Proposer une offre dédiée sur des polarités économiques hiérarchisées** », il est également indiqué :
« Prescriptions (P70) : Cinq Portes métropolitaines sont identifiées : la « Porte internationale » dans le secteur Nord-Ouest, pour laquelle le SCoT recommande d'une part un renforcement du pôle aéronautique autour de l'Aéroport international Toulouse-Blagnac et, d'autre part, une diversification des compétences d'accueil économique et de tourisme industriel (Parc des Expositions international, Musée Aéroscopia...) ; (...) ».
Le Parc des Expositions est même cartographié sur l'illustration de cet objectif.
- ▶ Dans le chapitre III « Relier les territoires », objectif « **Pour un système de déplacement durable : privilégier densité et mixité urbaines aux abords des lignes de TC** », il est indiqué :
« Le quadrant Nord Ouest s'organise autour de trois axes TCSP radiaux convergeant à Saint-Cyprien-Arènes : la ligne T1, prolongée au Nord dans le secteur du Parc des Expositions ; (...) ».



Extrait du DOG: Portes métropolitaines

Précisons également que le projet de Parc des Expositions respectera les principes de protection de la nature mis en avant par le SCOT et notamment les corridors écologiques, au Nord du site. A cet égard, le DOG préconise de « **Maintenir les continuités écologiques et assurer ainsi des coupures entre les fronts d'urbanisation** » et indique trois prescriptions :

- ▶ « Les documents d'urbanisme, notamment les PLU, et les opérations d'aménagement veillent à la préservation des fonctions naturelles et écologiques des continuités écologiques identifiées et en précisent le tracé, tout particulièrement sur les principaux espaces contraints identifiés par le SCoT.
- ▶ A cette fin, les documents d'urbanisme garantissent la continuité du tracé. Ils préservent une largeur minimale de 50 mètres et un caractère inconstructible dans les espaces non urbanisés permettant d'assurer le maintien, le renfort ou la restauration des continuités écologiques. Toutefois, sous réserve d'une étude spécifique, cette largeur pourra être adaptée au contexte écologique local.
- ▶ Les documents d'urbanisme précisent également la définition et la mise en oeuvre de mesures appropriées pour le maintien et la restauration des continuités écologiques, par exemple : transparence écologique des ouvrages, conservation d'espaces de nature, absence de clôtures... »

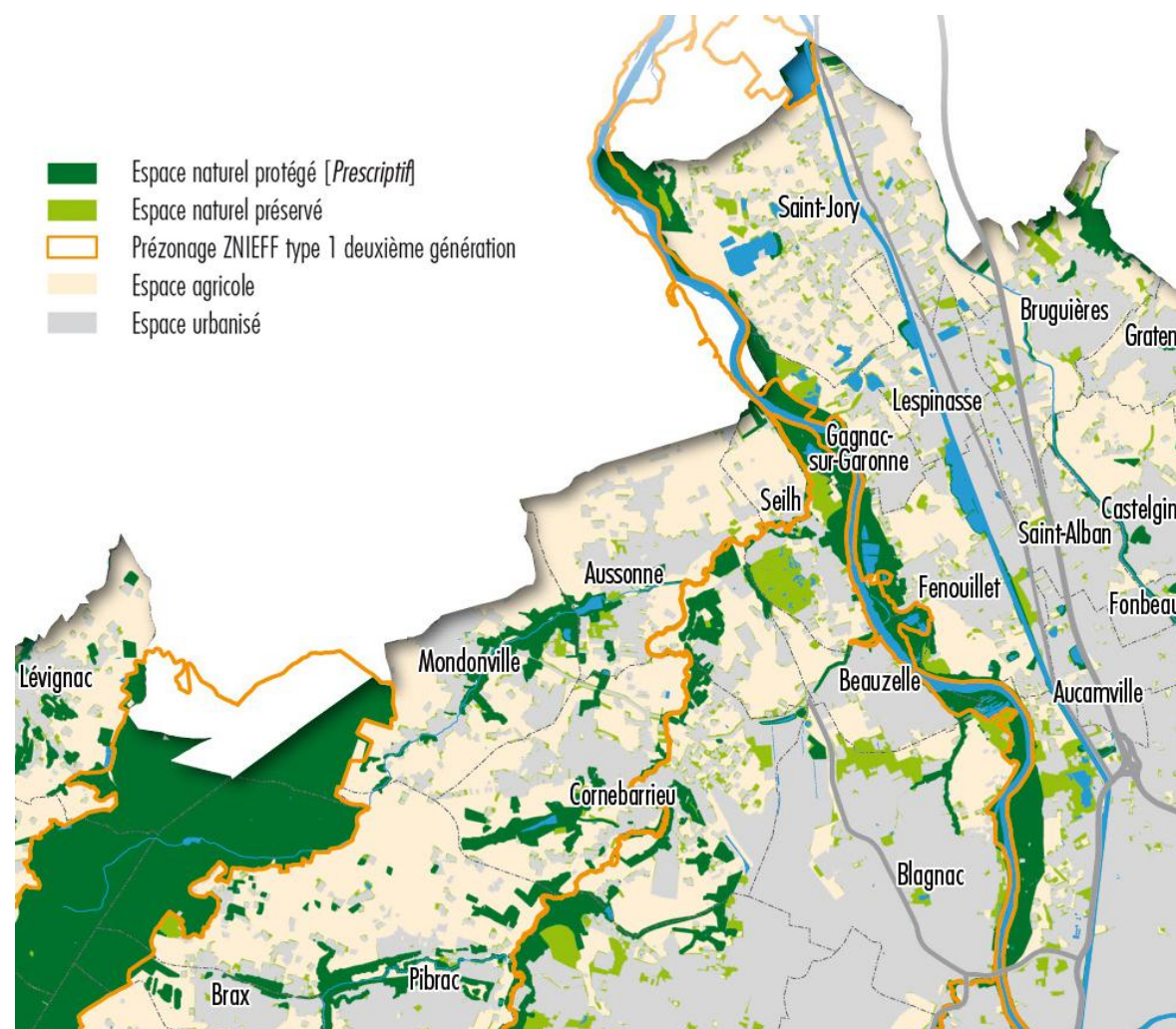
Ainsi, une continuité écologique sera située entre les voiries d'accès Nord du Parc des Expositions et le lotissement pavillonnaire de l'Enseigne. Elle se poursuivra jusqu'à la RD 2 au Nord des voiries créées pour le projet. L'orientation d'aménagement et de programmation indique le positionnement de ce corridor écologique.

Enfin, le prolongement de la ligne de tramway T1 fait l'objet d'un contrat d'axe. Le DOG évoque l'objectif de « **Phaser la desserte en TC performante et l'ouverture à l'urbanisation** ». Une prescription indique notamment :

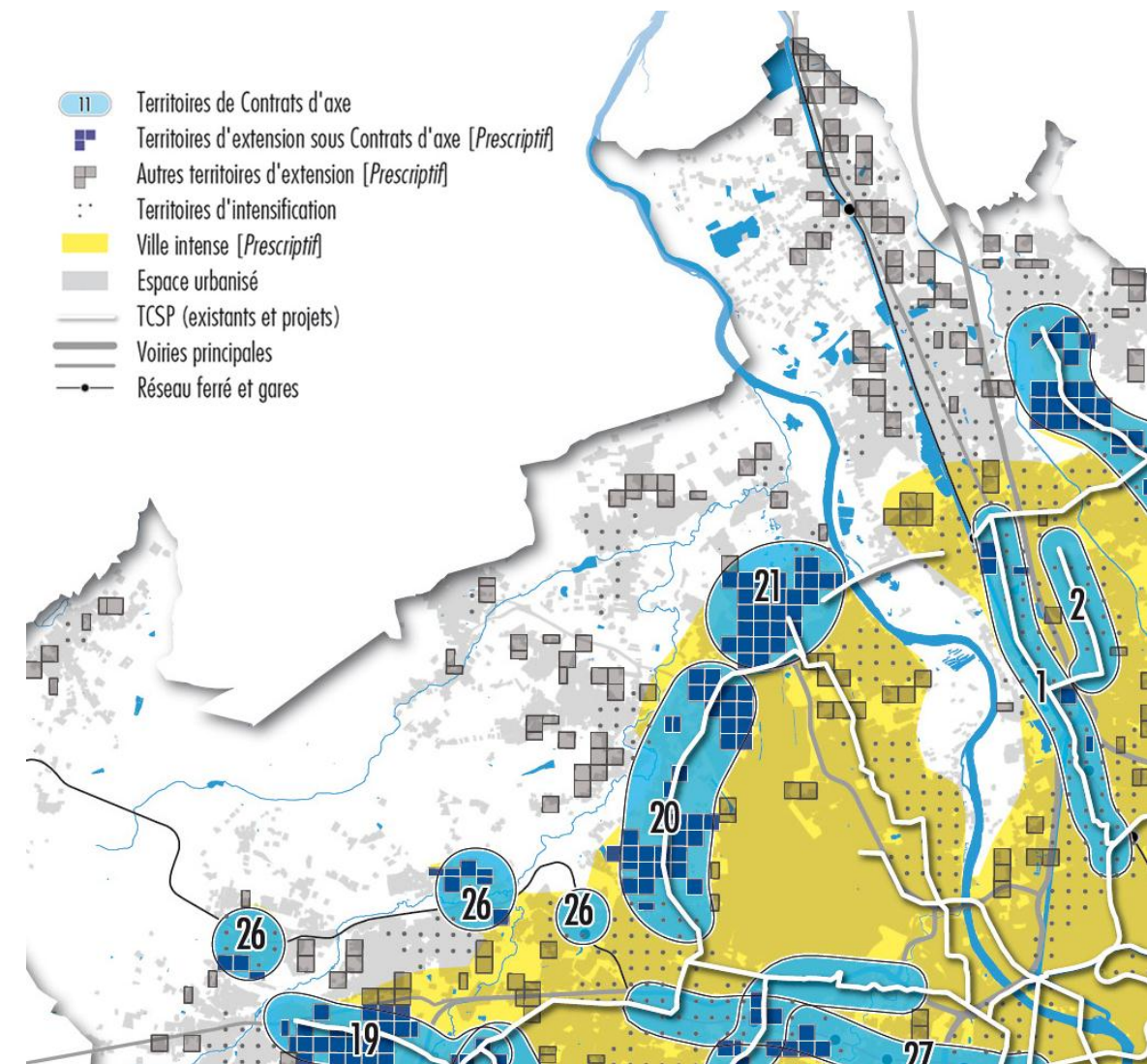
- « Le contrat d'axe précise le projet urbanisme/ transports et le calendrier de réalisation des engagements de chacun (planification des TCSP, révisions de PLU, opérations d'urbanisme, cheminements modes doux, actions de communication...) selon le système de TC envisagé et les objectifs de densité du SCoT.

Ainsi l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux territoires (pixels) dans la Ville intense est conditionnée à la planification et à la signature d'un contrat d'axe. Le projet de TCSP correspondant doit figurer au PDU. »

Le DOG, et par conséquent le dossier de SCOT de la Grande Agglomération Toulouse, prennent déjà en compte le projet de Parc des Expositions. Il n'y a donc pas lieu de mettre ce document en compatibilité avec le projet.



Extrait du DOG: Espaces naturels



Extrait du DOG: Cohérence urbanisme / transport

II.7.2. Le Plan de Déplacements Urbains de la Grande Agglomération Toulousaine

La commune d'AUSSONNE fait partie du périmètre du Plan de Déplacements Urbains de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 17 octobre 2012. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec ce plan.

Le PDU doit servir de cadre de référence pour l'organisation des déplacements à l'intérieur d'un territoire considéré. Il doit, en cohérence avec le développement urbain et les demandes de mobilité, contenir des actions permettant de favoriser l'usage des transports en commun et des modes doux et de maîtriser l'usage de la voiture particulière.

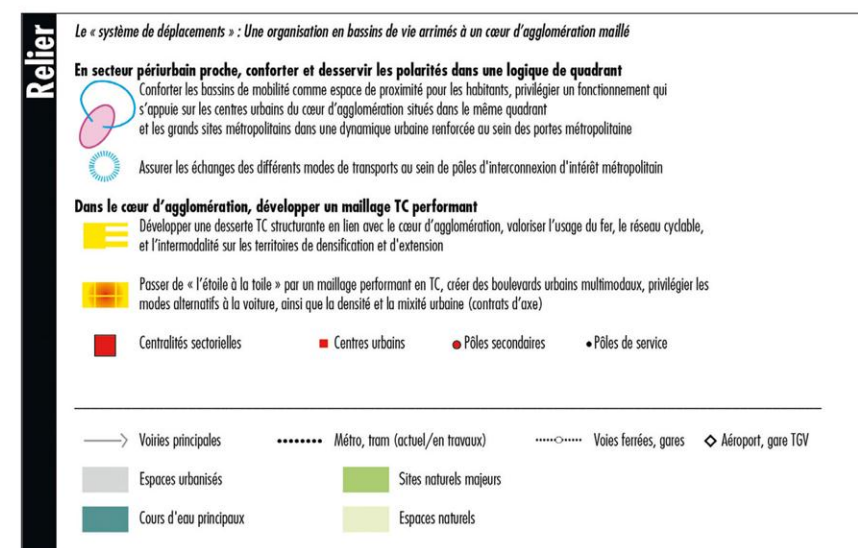
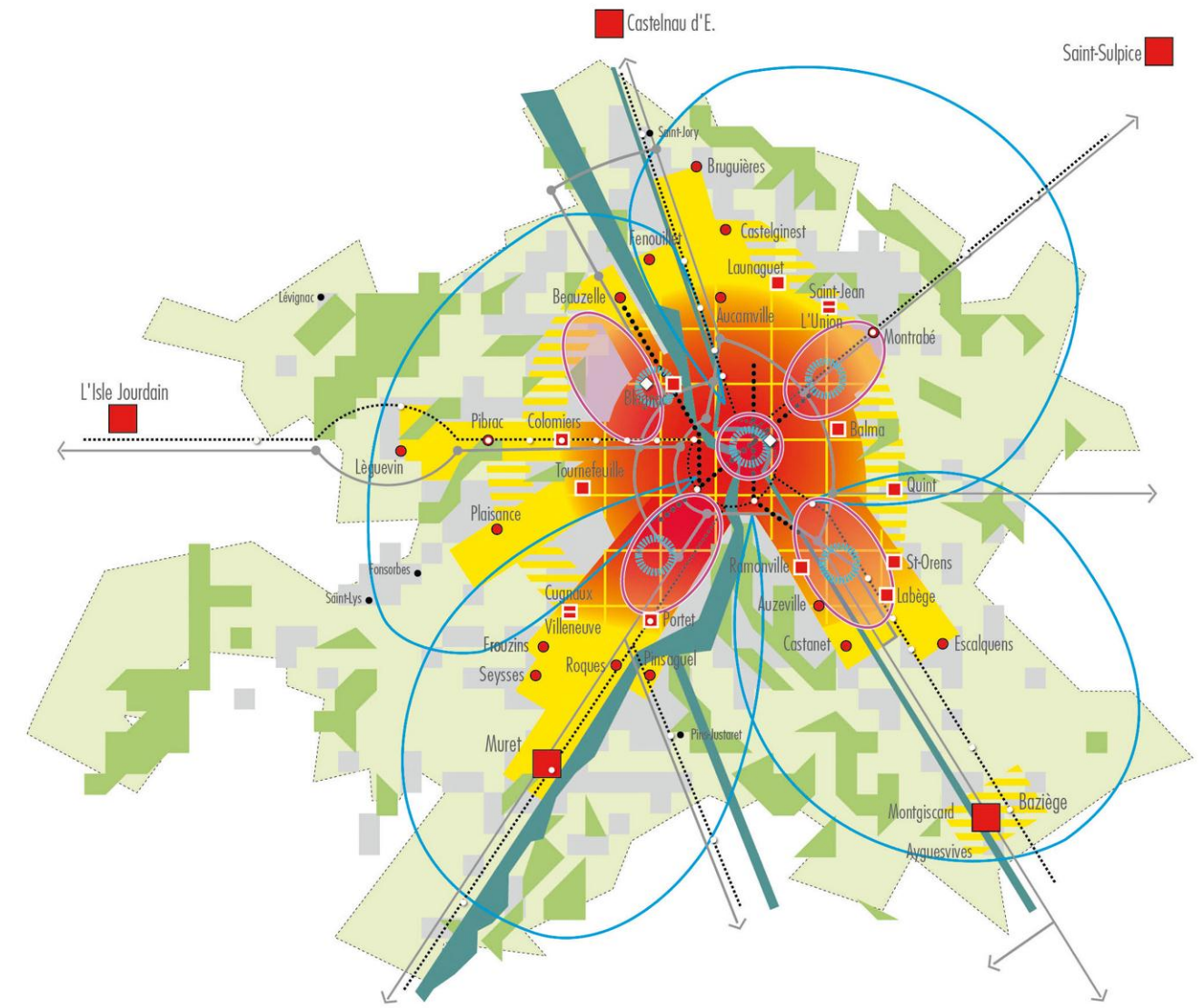
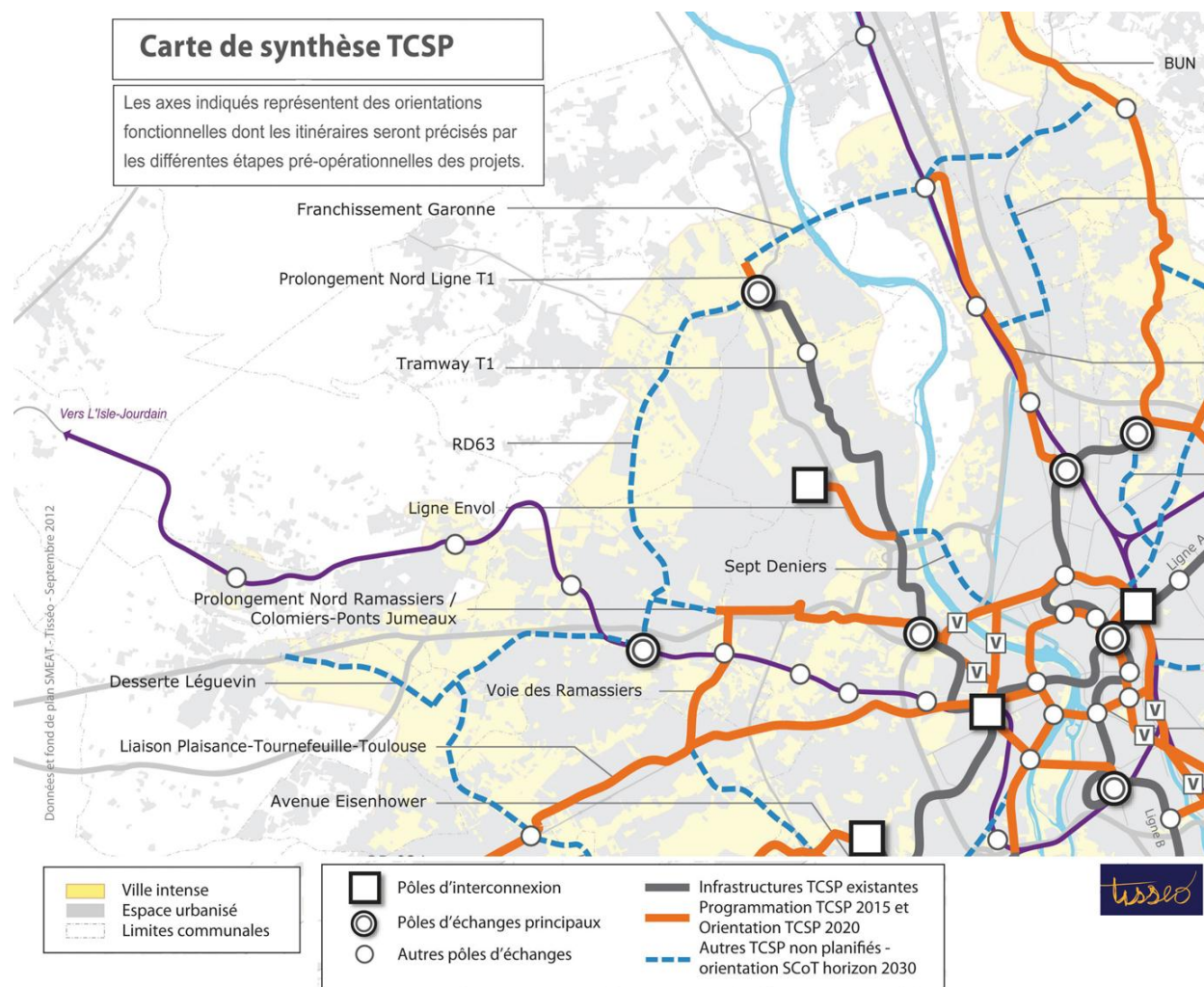
Comme pour le SCOT, le PDU mentionne explicitement le projet de Parc des Expositions ainsi que sa desserte par le prolongement de la ligne de Tram.

En effet, parmi les actions à mettre en œuvre définies par le PDU, il est indiqué :

« C - Répondre aux enjeux de desserte TC des territoires : prolongement de la ligne de Tram vers le Parc des Expositions ».

« F - Maîtriser l'usage de la voiture : n°32 prolongement RD 902 - RD 2 Eurocentre ».

Le PDU de la Grande Agglomération Toulouse prend déjà en compte le projet de Parc des Expositions. Il n'existe donc pas de difficultés de compatibilité avec le projet.



III. PRESENTATION DU PROJET SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

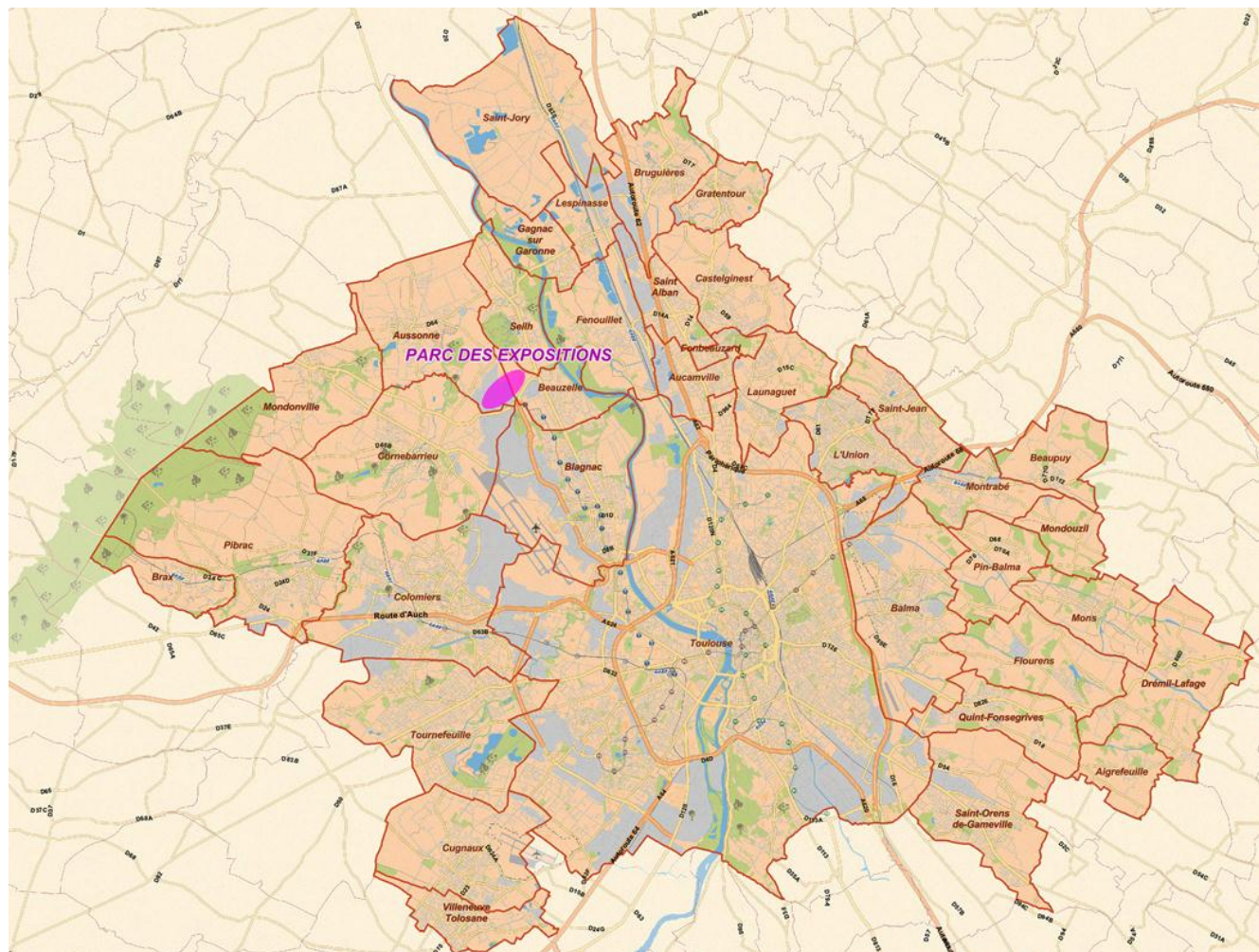
III.1. LOCALISATION DU PROJET

La présente mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE concerne le projet de Parc des Expositions de Toulouse Métropole, dans le secteur Nord-Ouest de l'agglomération toulousaine, à proximité de l'Aéroport international de Toulouse-Blagnac et de l'usine d'assemblage de l'Airbus A380.

Le site où sera implanté le projet est bordé par :

- ▶ La RN 224 au Sud.
- ▶ La RD 63 au Nord.
- ▶ La RD 2 à l'Est.
- ▶ La RD 902 qui traverse le site selon un axe Nord/Sud.

Localisation du projet à l'échelle de Toulouse Métropole

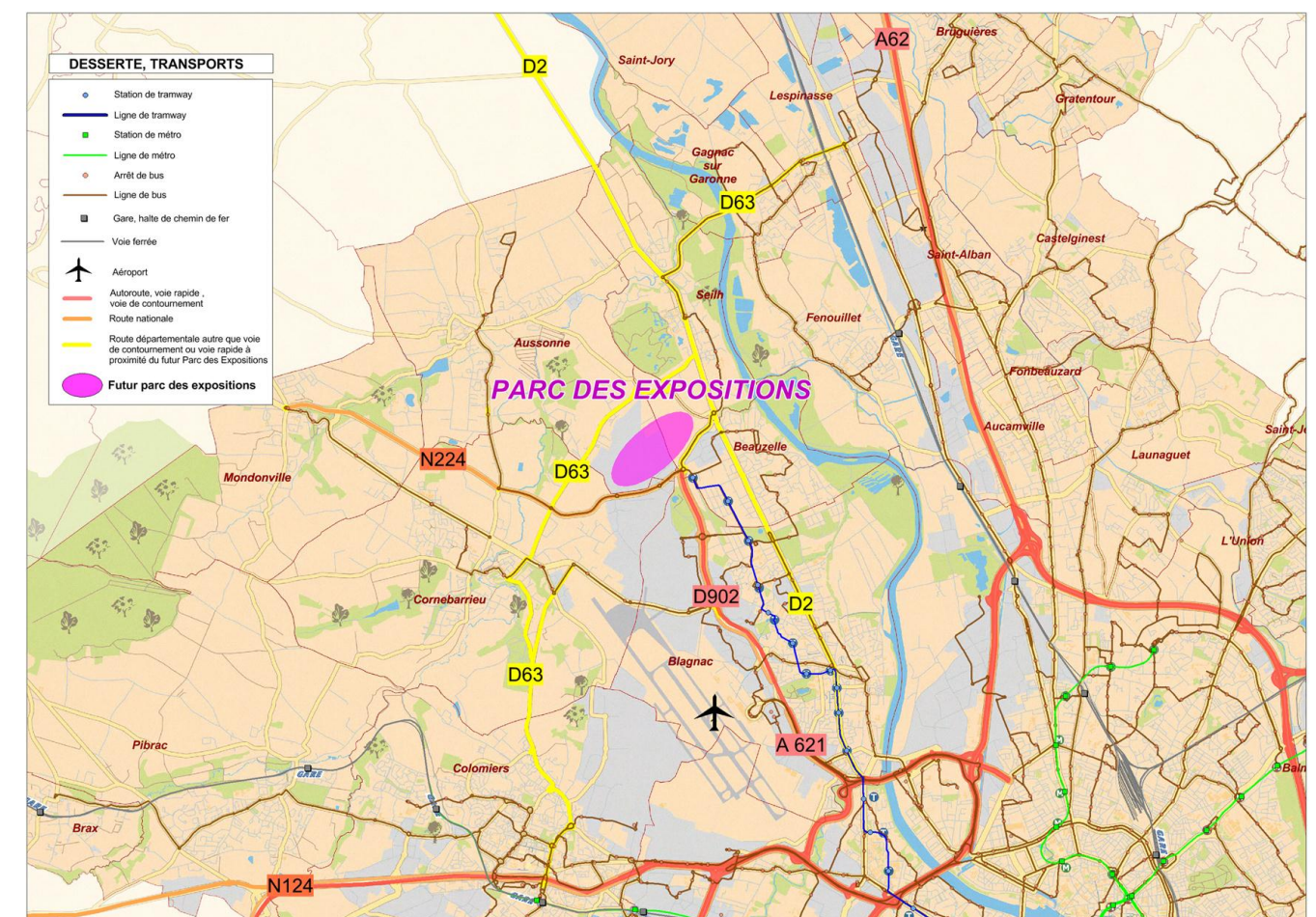


Source : Europolia

Le secteur d'étude est également desservi par une ligne de tramway, la ligne T1, nouvellement créée, qui relie Toulouse à Beauzelle. Cette ligne sera prolongée pour desservir directement le Parc des Expositions.

Le périmètre global du projet (périmètre travaux) s'étend sur **91 hectares** sur les communes d'AUSSONNE, Beauzelle, Cornebarrieu et Seilh.

Localisation du périmètre global du projet au Nord-Ouest de la métropole



Source : Europolia

Les bâtiments en enceinte du futur Parc des Expositions s'implantent sur le périmètre plus restreint de **27 hectares**, concernant essentiellement les communes d'AUSSONNE et de Beauzelle et plus ponctuellement la commune de Cornebarrieu. Quant à la commune de Seilh, elle est uniquement concernée par une voie de raccordement à la RD 2.

Sur AUSSONNE, le projet mobilise 56,1 ha sur la partie Sud-Est du territoire communal.

III.2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

III.2.1. L'émergence du projet

Evoqué depuis plusieurs années par les différentes collectivités locales et les acteurs économiques, le déplacement du Parc des Expositions au Nord-Ouest de l'agglomération toulousaine est décidé par la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole en 2008.

Le site alors identifié au Nord-Ouest de la métropole est le seul à réunir les critères indispensables au bon fonctionnement du futur équipement : une surface d'accueil suffisante, des procédures foncières déjà engagées, une accessibilité routière, une proximité de l'aéroport et une possible desserte en transport en commun en site propre, par le prolongement de la ligne de tramway T1 existante.

Plan de masse du Parc des Expositions de Toulouse Métropole



Source : OMA

En parallèle, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'aire urbaine toulousaine désigne ce secteur comme l'un des cinq sites d'intérêt métropolitain identifiés comme points d'ancrage d'une activité économique « stratégique ».

Le futur Parc des Expositions répond à ces objectifs. Il devient un signal fort, visible et accessible depuis le Sud (Toulouse), le Nord (autoroute A 62) et l'Ouest (RN 224) de l'agglomération.

Pour rappel, l'actuel Parc des Expositions, implanté depuis un demi-siècle sur l'île du Ramier au cœur de Toulouse, ne répond plus aux besoins de la métropole toulousaine pour plusieurs raisons : sa capacité d'accueil insuffisante (40 000 m² de surface), son accessibilité difficile et sa vétusté.

De plus, l'île du Ramier qui accueille l'actuel Parc des Expositions est classée en zone inondable par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de Toulouse, approuvé par la Préfecture fin 2011.

A ce titre, le Parc actuel ne peut pas faire l'objet de l'agrandissement et des améliorations nécessaires pour répondre aux normes de sécurité actuelles.

Initié par Toulouse Métropole et conduit en maîtrise d'ouvrage déléguée par la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Europolia, le futur Parc des Expositions est un projet capital pour le développement économique de l'Agglomération, du Département de Haute-Garonne et de la Région Midi-Pyrénées.

Insertion du futur Parc des Expositions dans son environnement



Source : OMA

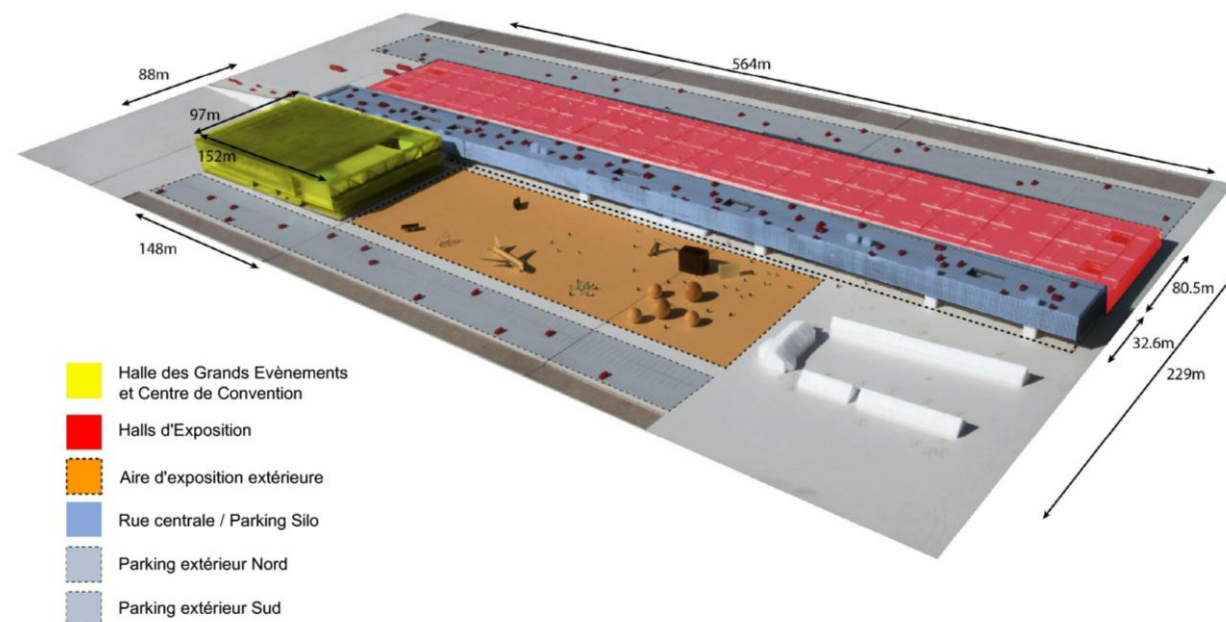
III.2.2. L'organisation générale du futur Parc des Expositions

a. Un bâtiment fonctionnel, moderne et polyvalent

Le futur Parc des Expositions de 12,5 hectares, conçu par OMA (Office for Metropolitan Architecture), l'équipe lauréate du concours de maîtrise d'œuvre fondée par Rem KOOLHAAS, sera composé des éléments principaux suivants :

- **70 000 m² de surface d'exposition couverte** composée :
 - o d'un grand hall d'exposition de 40 000 m², divisible en plusieurs halls, dont la modularité importante et l'adaptabilité permettent l'accueil de salons de tailles diverses,
 - o d'espaces logistiques,
 - o d'une halle des grands événements et d'un centre de convention de 15 000 m² destinés à accueillir salons et expositions mais également événements sportifs, culturels et professionnels de grande jauge, particulièrement conventions et grands congrès qui ne peuvent être aujourd'hui organisés à Toulouse par manque d'équipement de jauge suffisante;
- une « rue » centrale formant un espace intérieur semi-couvert, aéré et animé qui dessert les différents halls d'exposition et accueille des services de billetteries, consignes, espaces de repos et de restauration, etc..;
- **26 000 m² d'aire d'exposition extérieure.**

Dimensions du futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole



Source : OMA

b. Un équipement compact bien intégré dans son environnement

Le concept architectural proposé par l'équipe de maîtrise d'œuvre est particulièrement innovant : les fonctions de l'équipement (halls d'exposition, accueil, logistique, parkings, aire d'exposition extérieure, etc.) sont toutes réparties sur **un foncier compact organisé selon « trois bandes » programmatiques en parallèle Est-Ouest** :

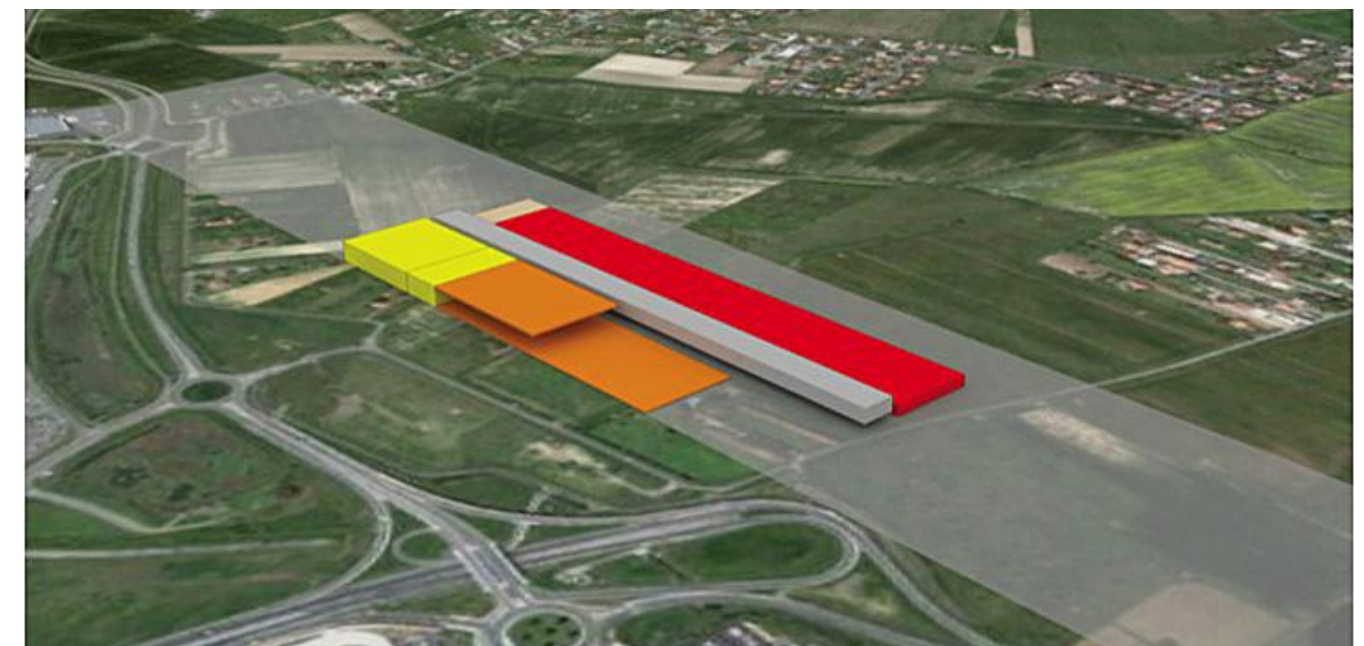
- ▶ **Au Sud, la travée des événements** accueille la Halle des grands événements, le Centre de convention et l'aire d'exposition extérieure.
- ▶ **Au centre, la travée d'accueil** est un espace principal de distribution du projet prolongeant directement le parvis d'accès. Elle accueille une grande rue centrale desservant tous les halls et le parking silo (3 000 places visiteurs) sur les niveaux supérieurs. Cette travée organise donc à la fois horizontalement (depuis le parvis) et verticalement (depuis le parking) l'accès, l'accueil et la déambulation du public dans le Parc des Expositions.
- ▶ **Au Nord, la travée des expositions.** Un grand hall unitaire et modulable accueille les événements en enfilade, ses partitions permettent tous les possibles du très grand au très petit.

Enfin, **la capacité totale de stationnement s'élève à plus de 6 000 places situées en enceinte de l'équipement (à l'intérieur de la clôture) :**

- ▶ 3 000 places dans le parking silo (voitures et deux roues motorisés visiteurs et exposants), sur 4 niveaux, ce qui limite ainsi l'étalement des parkings inhérent à ce type d'équipement,
- ▶ 1 500 places extérieures (dont 300 poids lourds et 1 200 véhicules légers exposants et visiteurs), équivalent à 2 000 places de véhicules légers en parking extérieurs,
- ▶ plus de 1 200 places complémentaires sur l'aire d'exposition extérieure, facilement mobilisables en cas de besoin.

Ces stationnements au cœur du parc sont complétés par 50 places autocars à proximité immédiate du parvis et de la gare de tramway, complétées par les stationnements pour les deux-roues.

Organisation du futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole



Source : OMA

Cette disposition compacte réduit l'emprise au sol de façon spectaculaire : elle est divisée de moitié par rapport aux équipements comparables. Elle limite les déplacements des visiteurs. Le parking en silo évite l'étalement de nappes de parkings que l'on trouve sur la plupart des parcs d'expositions. Le concept proposé par OMA est donc particulièrement innovant : c'est un Parc des Expositions de nouvelle génération qui réussit à concilier fonctionnalités multiples, modularité et respect des territoires environnants.

Cette organisation permet un repérage simple et intuitif pour le visiteur depuis la rue centrale, laquelle dessert l'ensemble des espaces (halls d'exposition au Nord, aire d'exposition extérieure au Sud, Halle des grands événements et Centre de convention à l'Ouest). Depuis le parking silo, au-dessus de la rue centrale, le public accède aisément à tous les espaces.

Entrée du futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole



Source : OMA

c. Une identité architecturale forte

Le Parc des Expositions se caractérisera par la recherche d'une qualité architecturale qui lui confèrera l'identité forte indispensable à son rayonnement.

Il constituera une possibilité de développement urbain ultérieur en proposant, dans le prolongement de l'entrée à l'Est, des territoires aménageables. Un principe de continuité paysagère vers la Garonne et une structuration des territoires adjacents seront également étudiés et proposés ultérieurement.

Ce projet s'inscrit dans l'évolution actuelle des parcs d'expositions, lieux de rencontres professionnelles, de loisirs et d'événements.

Sa capacité lui confèrera des qualités essentielles :

- ▶ Une longueur de parcours pour le visiteur depuis l'entrée jusqu'à l'extrémité Ouest de la Halle des grands événements de moins de 600 mètres.
- ▶ Des halls d'exposition desservis par un espace intérieur semi couvert, aéré et animé, qui bénéficieront de la lumière naturelle.
- ▶ Une modularité exceptionnelle par le regroupement des halls et l'adaptabilité à des salons de tailles diverses.
- ▶ En configuration convention, la proximité des salles de commissions avec la Halle des grands événements et les autres espaces (restauration, exposants...).

d. Une grande modularité

Hors événement exceptionnel, le Parc des Expositions est conçu pour l'accueil et l'organisation (montage, exploitation et démontage) de plusieurs événements en simultané. Ainsi, le **hall d'exposition** est conçu de manière à offrir la meilleure modularité et une fonctionnalité optimale.

Le dispositif sériel simple proposé résultant de l'analyse des spécifications en terme de compartimentage incendie permet de proposer, grâce à l'utilisation optimale du principe des aires libres, un hall de près de 40 000 m² de surface utiles pouvant être découpé en une multitude de configuration de halls de tailles variables selon les besoins des exposants. Par exemple, il devra être en mesure de recevoir :

- ▶ Deux salons professionnels concomitants de petite taille.
- ▶ Une convention et un petit salon.
- ▶ Ou encore un événement sportif et un petit salon.

Chaque hall dispose de grandes portes et d'accès aisés depuis l'arrière pour l'installation logistique et pour offrir de potentielles vues vers l'extérieur. De grandes portes avant permettent également les montages aisés grâce à cette transversalité. L'accès du public s'effectue directement depuis les espaces de déambulation de la rue centrale.

Selon les manifestations, la **Halle des grands événements** sera intégrée à l'ensemble du dispositif d'exposition ou totalement autonome.

Cette halle est destinée à accueillir des stands d'exposition, des spectacles sportifs ou culturels, des conventions.

Cette salle intègre les fonctionnalités contemporaines nécessaires à la flexibilité d'usage attendue. Elle dispose de surcroît de deux larges ouvertures la rendant traversable, de part en part, vers les aires d'expositions extérieures et vers le paysage Ouest. La grande porte permet également d'exposer dans la halle des objets de grandes dimensions.

Cette halle est un équipement fixe dans laquelle une grande variété d'installations peut être configurée. La hauteur libre dans la salle est de 16 m.

Le **Centre de convention** est contigu à la Halle des grands événements afin de permettre leur fonctionnement complémentaires dans certains événements comme les grandes conventions et en laissant également la possibilité de les exploiter en simultané séparément. La flexibilité de la mutualisation de ces deux outils semble favorable en termes d'exploitation.

Enfin, l'**aire d'exposition extérieure** vient s'articuler en continuité de la Halle des grands événements, dont elle renforce la transversalité. Elle participe ainsi étroitement à l'organisation du Parc des Expositions et à l'architecture compacte de l'équipement.

III.2.3. L'intégration des enjeux de développement durable

a. Limiter l'emprise foncière et valoriser le paysage

Construire un équipement qui participe à la composition urbaine et paysagère du site est une des lignes directrices des études de conception.

Dans cette optique, le projet architectural est basé sur une recherche accrue de compacité visant à réduire l'emprise au sol du bâtiment. Cette orientation permettra de maîtriser au mieux l'impact sur l'environnement, tant au niveau urbain avec les secteurs habités alentours, qu'au niveau du milieu naturel.

b. Promouvoir la qualité environnementale

Toulouse Métropole souhaite inscrire le projet dans une démarche de développement durable, avec pour objectif l'obtention d'une certification environnementale telle que la certification « Haute Qualité Environnementale » (HQE) ou le label LEED (« Leadership in Energy and Environmental Design »).

La consommation mesurée de l'espace, l'accessibilité en transport en commun et modes doux, la qualité de l'enveloppe du bâtiment, la mutualisation et la diversité des sources énergétiques, sont autant d'axes de travail qui contribueront à rendre cet équipement exemplaire en matière de qualité environnementale.

Ce Parc sera un outil stratégique pour développer l'attractivité du territoire. La métropole toulousaine accueille chaque année 20 000 habitants supplémentaires. Avec un milieu économique très dynamique et notamment avec l'industrie aéronautique dont elle est la capitale européenne, ainsi qu'avec son potentiel de recherche et de technologie, elle constitue un pôle de développement majeur.

III.2.4. L'accessibilité au Parc des Expositions

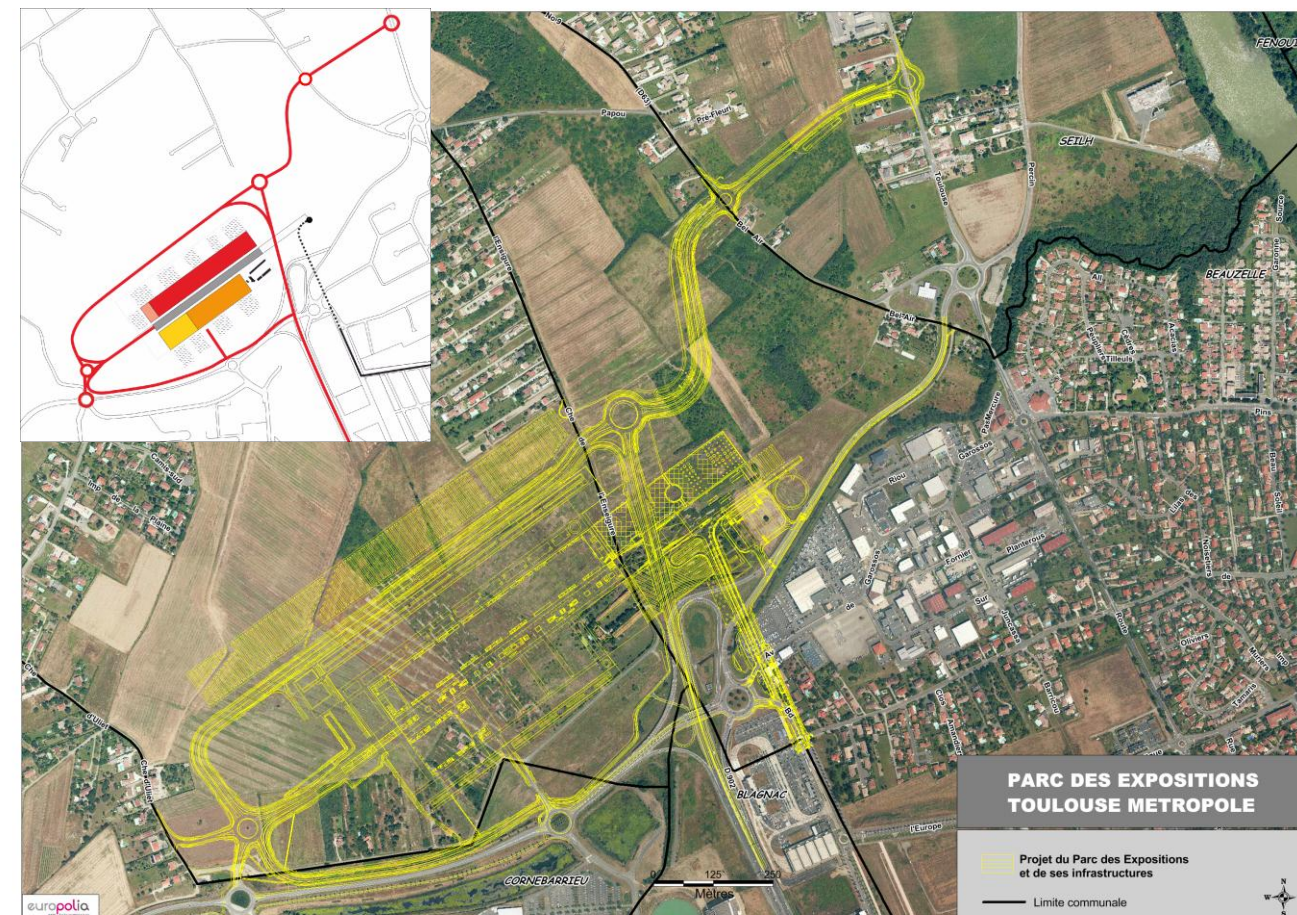
Le futur Parc des Expositions Toulouse Métropole sera accessible par la route, en transports en commun (tramway, bus, autocars) et par des pistes cyclables. La proximité immédiate de l'aéroport Toulouse-Blagnac facilitera l'accueil des visiteurs et exposants extérieurs.

Pour ce faire, le projet prévoit notamment :

- ▶ Le prolongement de la RD 902 au delà de l'échangeur de Garossos et la création de voiries de desserte du Parc.
- ▶ L'extension de la ligne T1 du tramway jusqu'au parvis de l'entrée du Parc. La capacité actuelle de la ligne de 1 670 voyageurs par heure pourra être augmentée en fonction des événements du futur Parc.

En matière d'infrastructures, l'enjeu principal consiste donc à assurer une desserte primaire optimale du futur équipement tout en préparant le développement du territoire et en améliorant le réseau de voirie existant.

Le projet de Parc des Expositions et ses infrastructures de desserte



Source : OMA et Europolia

a. La desserte routière

La desserte routière s'organise ainsi :

- ▶ La RD 902 – « Voie lactée » à 2x2 voies est prolongée vers le Nord afin de soulager l'échangeur de Garossos et d'améliorer le trafic actuel du secteur.
- ▶ La mise en impasse du chemin de l'Enseigne, lui conférant une vocation de desserte strictement locale.
- ▶ Une voirie de raccordement entre la RD 2 et la RD 902 est créée et aménagée en 2x2 voies, passant par le secteur « Chapello ».
- ▶ La RN 224 passe en 2x2 voies entre les giratoires Airbus/IGG, Aéroscopia et Garossos, au Sud du projet.
- ▶ Des nouvelles voiries connectées aux nouveaux ronds-points distribuent les véhicules des exposants et des visiteurs vers les aires de stationnement aménagées du Parc des Expositions selon un schéma en boucle.

Les nouvelles voiries desservent en premier lieu le Parc des Expositions, mais s'inscrivent également dans un maillage de ce secteur de l'agglomération toulousaine en développement, pour un aménagement d'ensemble à plus long terme.

b. La desserte par les transports en commun

Le tramway T1 desservira le futur Parc des Expositions directement sur le parvis d'entrée, permettant ainsi un accès aisé, régulier et cadencé depuis Toulouse.

Ce prolongement se traduira par la création d'une station supplémentaire après l'actuel terminus de Garossos, et sera réalisé dans les mêmes délais que le Parc. De plus, avec la mise en service de la ligne Envol en 2014, l'équipement sera relié à l'aéroport en tramway. Ce moyen de transport est essentiel dans les conventions et salons professionnels qui constituent un secteur d'activité majeur du futur équipement.

Le pôle multimodal, situé au niveau de la station de tramway et du parvis d'entrée du Parc accueillera également les bus urbains, dont les lignes seront adaptées, ainsi que les autocars (50 places) et les taxis.

Le prolongement du tramway devra tenir compte de l'échangeur existant de Garossos et limitera au maximum l'impact sur le bâti existant.

c. L'accessibilité des visiteurs piétons

Le parvis à niveau et prolongeant le quai de tramway est la zone d'échange modal où les utilisateurs deviennent piétons visiteurs du Parc des Expositions. Sur cette promenade architecturale d'environ 250 mètres, des événements temporaires pourront y prendre place.

La séquence spatiale d'approche du Parc des Expositions est un passage inférieur piétons sous la RD 902 prolongée. Une rampe de 4 % continue passe sous l'ouvrage et conduit ensuite à l'entrée du Parc.

La largeur confortable de ce passage de 32 mètres se prolonge en une longue rue centrale couverte qui dessert tout le Parc des Expositions.

Parvis d'accès du futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole



Source : OMA

d. La desserte cyclable

Des voies cyclables seront réalisées à proximité de la limite communale Est, le long du faisceau du tramway sur la commune de Beauzelle, et seront connectées au parvis du Parc des Expositions sans croisement de véhicules.

III.3. ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Les études environnementales ont été réalisées sur une zone d'étude élargie de 330 hectares comprenant les communes d'Aussonne, Beauzelle, Cornebarrieu, Blagnac et Seilh. Ce périmètre est celui de l'étude d'impact (dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique), figurant sur le schéma ci-contre.



Les données présentées ci-dessous sont issues du résumé non technique de l'étude d'impact.

Source : Artelia

III.3.1. Le milieu physique

a. Le climat

La région toulousaine bénéficie d'un climat relativement clément avec une température moyenne annuelle de 13,9 °C et des températures moyennes mensuelles oscillant entre 6,1 et 22,4°C.

Les précipitations sont assez bien réparties tout au long de l'année, pour une pluviométrie moyenne annuelle de 643 mm.

Enfin, on observe en moyenne 30 jours de gelées par an. (Source : Météo France, station de Toulouse Blagnac (1990 - 2010)).

Les vents dominants présentent deux directions principales :

- ▶ Des vents de secteur Ouest / Nord-Ouest annonciateurs de pluies.
- ▶ Des vents du Sud-Est (vent d'Autan) desséchant la masse d'air.

b. La topographie

La zone d'étude se situe au niveau des basses terrasses alluvionnaires de la Garonne, entaillées par le réseau hydrographique secondaire (Aussonnelle).

Le relief du secteur d'étude est très peu marqué. L'altitude moyenne varie de 145 m NGF à l'Ouest à 137,5 m NGF à l'Est en bordure de la Garonne.

c. Le contexte géologique

L'emprise du projet est située en quasi-totalité sur les alluvions de la basse terrasse de la Garonne. Des sondages sur site mettent en évidence la succession lithologique suivante :

- ▶ Des limons plus ou moins argileux, jusqu'à des profondeurs de 0,40 à 1,90 m.
- ▶ Des graves argileuses, devenant légèrement sableuses en profondeur ; elles sont rencontrées jusqu'à des profondeurs variant de 1,90 à 2,80 m.
- ▶ Des graves sableuses, jusqu'à des profondeurs de 3,15 à 5,20 m.
- ▶ Le substratum molassique, constitué d'argiles marno-sableuses.

d. Le contexte hydrogéologique

Selon une étude géotechnique menée sur le site par la société FUGRO en 2010, une nappe libre s'écoule au sein des graves alluvionnaires. Lors des investigations réalisées en février 2010, la nappe se situait à faible profondeur (vers -1,3 à -2,2 m/TN), pour une période située entre les Basses Eaux et les Hautes Eaux.

Cette nappe s'écoule selon une direction générale Sud-Ouest / Nord-Est, soit en direction de la Garonne.

Selon l'Agence Régionale de Santé, la zone d'étude ne recoupe pas de captage destiné à l'Alimentation en Eau Potable (AEP) des populations ou de périmètre de protection associé. Aucun puits n'a également été identifié au droit de la zone d'étude.

e. Le contexte hydrographique

La zone d'étude s'inscrit au niveau du bassin versant naturel de deux ruisseaux, il s'agit :

- ▶ Du ruisseau du Barnefond, affluent de l'Aussonnelle (partie Ouest de la zone d'étude).
- ▶ Du ruisseau du Garossos, affluent de la Garonne (partie Est de la zone d'étude).

a. Présentation du réseau hydrographique

Le Barnefond

Le Barnefond se jette dans l'Aussonnelle (au niveau du château du Moulin), qui rejoint ensuite la Garonne, au Nord de « Rochemontès », sur la commune de Seilh.

Au droit du projet, le tracé du ruisseau de Barnefond est relativement rectiligne. Il s'écoule du Sud vers le Nord, entre les lotissements « Les Camis », « Les Genêts » et les parcelles agricoles.

- ▶ De la partie Sud jusqu'au lieu-dit « Laubarède », le cours d'eau est de type temporaire. Son lit mineur est peu large, inférieur à un mètre en moyenne. Les berges sont plus ou moins hautes et varient de 2 à 3 m. La ripisylve, absente sur la majorité du ruisseau, laisse une place dominante à la strate herbacée. On note la présence d'arbres entre les lotissements et les parcelles agricoles.
- ▶ Au Nord de « Laubarède », le ruisseau devient permanent. Il s'élargit et sa ripisylve se densifie. Les strates herbacées et arbustives sont faiblement représentées alors que la strate arborée, composée de Frênes, domine.

Le Barnefond est, au niveau de l'aire d'étude, un cours d'eau temporaire dont l'écoulement est fonction des épisodes pluvieux.

Des mesures ponctuelles de débit, réalisées au lieu-dit « Laubarède », révèlent des niveaux et des vitesses d'écoulement très faibles (0.4 l/s en mars 2012 et 0.2 l/s en août 2012).

Le Garossos

Au droit du projet, le ruisseau du Garossos s'écoule le long de la RD 902, puis contourne le Nord du quartier Fornier, avant de se jeter dans la Garonne, en face du Grand Ramier.

- ▶ Sur la partie amont, à la jonction entre la RD 902 et la RN 224, deux bassins de rétention (de collecte des eaux de ruissellement de la ZAC) se rejettent dans le cours d'eau du Garossos. A cet endroit, le lit mineur du cours d'eau est peu large (environ 1 m maximum) et d'une hauteur minimale d'environ 2 m. A ce niveau, la végétation est majoritairement herbacée.
- ▶ Sur la partie aval, le cours d'eau longe la RD 902, puis contourne le Nord du lotissement de Fornier. Dans ce secteur, les berges sont plus élevées (de 2 à 3 m) et le lit mineur est relativement étroit. A cet endroit la végétation est plus dense et de type arborée.

De même, le Garossos est, au niveau de l'aire d'étude, un cours d'eau temporaire dont l'écoulement est fonction des épisodes pluvieux.

Des mesures ponctuelles de débit, réalisées dans sa section aval au niveau de la zone d'activité, révèlent des niveaux et des vitesses d'écoulement très faibles (1,1 l/s en mars 2012 et 2,2 l/s en août 2012).

L'Aussonnelle

L'Aussonnelle n'est pas directement impactée par le projet mais elle constitue le premier milieu récepteur du Barnefond.

L'Aussonnelle dispose d'une station hydrométrique à environ 4 km à l'aval hydraulique de la zone d'étude, à Seilh. Au niveau de cette station, le débit moyen annuel (ou module) est de 0,779 m³/s, son débit d'étiage (QMNA5) de 0,072 m³/s.

b. Objectifs de qualité au titre du SDAGE

Le ruisseau du Barnefond et le ruisseau du Garossos ne sont pas identifiés comme masse d'eau au SDAGE Adour-Garonne. Toutefois, ces cours d'eau font partie respectivement des masses d'eau suivantes, référencées au SDAGE Adour Garonne :

- ▶ Masse d'eau FRFR154 « L'Aussonnelle ».
- ▶ Masse d'eau FRFR296B « La Garonne du confluent de l'Ariège au confluent de l'Aussonnelle ».

L'objectif de la masse d'eau FRFR154 « L'Aussonnelle » est l'atteinte du bon état écologique en 2021 et un bon état chimique en 2015.

L'objectif de la masse d'eau FRFR 296B « La Garonne du confluent de l'Ariège » est l'atteinte du bon état écologique en 2021 et un bon état chimique en 2015.

c. Qualité physico-chimique des eaux

Une analyse de l'état initial de la qualité physico-chimique et biologique a été réalisée par la société ASCONIT Consultants sur les cours d'eau du Barnefond, du Garossos et de l'Aussonnelle.

Les résultats des mesures sont associés à leurs classes de qualité définies par l'arrêté du 25 janvier 2010. Pour les paramètres non pris en compte dans l'arrêté, les valeurs sont confrontées aux classes de qualité définies par le système SEQ-Eau (V2) de l'Agence de l'Eau.

La station B2 sur le Barnefond présente une qualité physico-chimique moyenne. L'élément déclassant est le taux de saturation en oxygène qui est relativement faible. Toutefois, le très faible écoulement du cours d'eau à la station B2 peut expliquer ce résultat.

A noter que les Nitrates sont présents en très forte concentration. L'environnement immédiat, principalement agricole, est probablement responsable de cet enrichissement. L'ensemble des autres paramètres présente une qualité bonne à très bonne.

Les deux stations sur le Barnefond présentent donc une relative bonne qualité de l'eau, exception faite du paramètre Nitrates.

Les deux stations sur le Garossos ne présentent pas de dégradation visible de la physico-chimie de l'eau pour ce qui concerne les paramètres étudiés.

Les deux stations sur l'Aussonnelle présentent une dégradation de la qualité physicochimique de l'eau marquée en particulier par des concentrations élevées en éléments phosphorés.

d. Qualité biologique des eaux

Vis-à-vis des paramètres pris en compte, la qualité des cours d'eau de la zone d'étude est très hétérogène.

Le Barnefond présente une bonne qualité physico-chimique, excepté pour le paramètre « taux de saturation en oxygène » et une qualité moyenne de ses sédiments. En ce qui concerne la biologie, l'indice diatomées présente une classe de qualité moyenne. Le résultat le plus critique concerne l'indice invertébré qui décline la qualité à médiocre. Le peuplement piscicole est faible puisque comprenant uniquement deux espèces (Vairon et Loche Franche). Les résultats révèlent donc un état global relativement dégradé.

Le Garossos présente une bonne qualité de l'eau, confirmée par l'indice diatomées avec 16/20, mais une qualité de sédiment très dégradée avec présence de nombreux métaux et des traces d'hydrocarbures. L'environnement routier à proximité immédiat du cours d'eau explique probablement les résultats sur les sédiments. Cette dégradation peut-être une des explications de la très faible qualité biologique vis-à-vis des invertébrés (IBG) ainsi que de l'absence de faune pisciaire. Les nombreux déchets accumulés au niveau du cours d'eau sont également des témoins de sa dégradation due à son environnement urbain.

L'Aussonnelle, de gabarit supérieur aux deux précédents, présente une qualité de l'eau dégradée, corrélée avec le peuplement de diatomées observé qui est moyen. Il possède cependant une bonne qualité des sédiments. L'indice « invertébrés » traduit une qualité moyenne. Ce dernier peut s'expliquer par un milieu physique relativement inhospitalier du fait du colmatage important observé sur les stations et de la dégradation importante de la qualité de l'eau. Le peuplement piscicole présentant 12 espèces est relativement riche et traduit la potentialité du milieu.

e. Usages et pressions

Le Barnefond est situé, au droit de la zone d'étude, au niveau de parcelles agricoles dont il draine les eaux.

Aucun usage sensible (Alimentation en Eau Potable, baignade, activités nautiques) n'est recensé au droit de la zone d'étude, que ce soit sur le Garossos ou le Barnefond. De même, la pression liée aux activités de pêche est faible. Rappelons toutefois qu'il s'agit de cours d'eaux temporaires donc peu favorables à ce type d'activités.

f. Risques naturels

a. Risque inondation

L'emprise du projet se trouve hors du périmètre inondable de la Garonne.

Le Garossos est identifié comme pouvant potentiellement être l'objet de crues au niveau de sa confluence avec la Garonne. Toutefois, de même que précédemment, l'emprise du projet et ses équipements connexes ne recoupent le secteur inondable.

b. Risque sismique

Le secteur d'étude est situé en zone de sismicité 1. Cela signifie que la probabilité du site d'être exposé à une secousse sismique est faible.

c. Risque mouvement de terrain (retrait-gonflement des sols argileux)

La majorité de la zone d'étude est classée en zone d'aléa faible. On distingue toutefois une zone d'aléa moyen au niveau de la ripisylve du ruisseau du Garossos ainsi que le long des rives de la Garonne.

g. Paysage et occupation des sols

Situé sur le territoire de cinq communes différentes, en périphérie de leurs noyaux urbains, le site de l'étude présente une occupation des sols périurbaine avec la juxtaposition de zones urbaines, agricoles et naturelles.

L'occupation des sols au droit de la zone d'étude est illustrée sur la carte page suivante.

- Zones Urbaines : Au droit de la zone d'étude, la zone urbaine est constituée de deux entités : les zones d'habitats (essentiellement résidentiels) et les zones d'activités. Les principaux axes de communication (RN 124 et RD 902) marquent une frontière franche entre ces deux types d'urbanisation avec :
 - au Sud, les ZAC « Andromède », « Aéroconstellation » et Garossos,
 - au Nord, les zones d'habitats.
- Zones agricoles : La zone d'étude est composée, en grande partie, par des parcelles agricoles. Ces parcelles sont toutefois mitées par les zones d'habitats.
- Zones naturelles : A droit de la zone d'étude, les zones naturelles sont représentées par la ripisylve du réseau hydrographique, les boisements et les friches. Les friches et les boisements correspondent pour la plupart à d'anciennes parcelles agricoles laissées à l'abandon. La ripisylve des ruisseaux du Barnefond et du Garossos, très limitée au droit du projet, se densifie sur leurs parties aval.

III.3.2. Le milieu naturel

L'état initial des milieux naturels du secteur a fait l'objet d'une étude spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé : ECOTONE.

a. Données bibliographiques

Une recherche bibliographique approfondie a été effectuée par ECOTONE à l'échelle d'un périmètre rapproché et à celle d'une zone plus étendue, afin de collecter des informations sur les habitats naturels, la flore et la faune, présents ou potentiels, ainsi que sur leur dynamique, leurs écologies et leurs sensibilités vis-à-vis de l'aménagement projeté.

La partie Sud est de la zone d'étude, correspondant au ruisseau de Garossos et sa ripisylve, est incluse dans deux ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) affiliées à la Garonne. Il s'agit :

- De la ZNIEFF de type 1 n°Z2PZ2066 « Garonne et milieux riverains en aval de Montréjeau ».
- De la ZNIEFF de type 2 n°Z2PZ0316 « Garonne de Montréjeau à Lamagistère ».

Plus éloigné, on note également que l'Aussonnelle est concernée par la ZNIEFF de type 1 n°Z2PZ0279 « Cours et rives de l'Aussonnelle ».

La partie Sud-Est de la zone d'étude correspondant au ruisseau de Garossos et sa ripisylve sont concernées également par deux sites Natura 2000 et un APPB. Il s'agit :

Du Site d'Intérêt Communautaire n°FR7301822 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste ».

- ▶ De la Zone de Protection Spéciale n°FR7312014 « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac ».
- ▶ De l'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope n°FR3800363 « Bras mort de Fenouillet ».

L'emprise prévue pour l'implantation du projet ne recoupera donc pas de sites remarquables ou protégés. Ces sites concernent essentiellement :

- ▶ l'Aussonnelle.
- ▶ la Garonne et son secteur de confluence avec le Garossos.

b. Campagnes de terrains

Des investigations de terrains ont été réalisées par des écologues spécialisés du bureau d'études ECOTONE, sur un cycle annuel, entre 2010 et 2011.

Les éléments collectés sont synthétisés ci-après :

- ▶ Enjeux liés aux habitats : le site est composé de zones urbaines, de zones naturelles et de zones agricoles. Peu d'habitats apparaissent protégés ou patrimoniaux sur la zone d'étude. On retiendra que trois sont classables d'intérêt communautaire :
 - La ripisylve du Garossos, sur sa section aval arborée (forêt alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*),
 - La ripisylve du Barnefond sur sa section aval arborée après le lieu-dit Laubarède,
 - Un secteur en friche à caractère prairial et humide accueillant des communautés amphibiennes.
- ▶ Enjeux liés à la flore : sur 98 espèces recensées, onze constituent des espèces patrimoniales, et une est protégée (La Rose de France).
- ▶ Les enjeux se localisent plus particulièrement au niveau des abords de la mare au Nord de la zone d'étude (Sud du lieu-dit « Laubarède ») et d'une haie au Sud de la zone qui accueille la Rose de France (*Rosa gallica*), espèce protégée au niveau national. On mentionnera également la présence de la Cicendie naine.
- ▶ Enjeux liés à la faune :
 - Avifaune : sur 86 espèces ont été recensées, 24 sont considérées comme présentant un intérêt de conservation. Parmi ces 86 espèces, 53 sont nicheuses, les autres sont hivernantes ou migratrices. Enfin, parmi les espèces nicheuses 5 sont patrimoniales et 6 sont des espèces en régression. On mentionnera tout particulièrement la présence de l'œdicnème criard.
 - Mammifères (hors chiroptères) : les espèces sont d'une manière générale communes au niveau régional comme national.
 - Chiroptères (chauves-souris) : des suivis acoustiques ont révélé la fréquentation du secteur d'étude par plusieurs espèces de chiroptères. Les ripisylves (du Barnefond et du Garossos sur leurs sections boisées) constituent des milieux de chasse.
 - Amphibiens : il n'y a pas d'enjeu de conservation important sur la zone d'étude dans le sens où les espèces observées restent relativement communes dans la région et sur le secteur Nord toulousain.
 - Reptiles : il n'y a pas d'enjeu de conservation important relatif aux reptiles sur la zone d'étude car les espèces rencontrées sont assez communes dans le secteur.
 - Insectes : de nombreuses espèces ont été recensées. La plupart sont des espèces communes, seules 5 espèces présentent des enjeux de conservation (l'Ocellé de la canche, l'Agrion de mercure, le Grand Capricorne, la Lucarne Cerf-Volant, l'Empuse pennée).

c. La trame verte et bleue

Les enjeux du site d'étude liés aux continuités écologiques semblent d'ores et déjà compromis : la zone présente des milieux naturels, mais enserrés par l'urbanisation, et qui n'offrent que peu de connections fonctionnelles du fait des infrastructures et du mitage existant.

Seules les continuités liées au Barnefond et aux milieux humides associés semblent encore potentiellement fonctionnelles, malgré des ruptures liées à l'urbanisation.

d. Les zones humides

La caractérisation des zones humides a été réalisée par la société Asconit Consultants. Selon cette étude, le secteur du projet n'accueille pas de zone humide au sens de l'arrêté du 24 juin 2008. Après expertise, même les petites zones situées au niveau des anciens drains agricoles abandonnés montrent des caractéristiques pédologiques qui ne sont pas représentative d'une zone humide.

Les zones humides se limitent aux abords du Barnefond et du Garossos, mais ces zones ne sont pas sous l'impact direct du projet. Au niveau du Barnefond, la zone humide se situe au Nord du chemin de l'Enseigne. Sur le Garossos la zone humide est localisée dans la partie boisée à l'Est de la RD 2.

III.3.3. Le milieu humain

Le secteur s'insère sur un territoire mixte accueillant des activités agricoles, des zones urbanisées, et des espaces naturels.

a. Activités et populations riveraines

Agriculture

Le secteur d'étude conserve encore une activité agricole tournée essentiellement vers les cultures céréalières. Les surfaces cultivées représentent environ 10 % du périmètre de l'étude d'impact du projet, soit environ 30 ha environ.

Tourisme et loisirs

Aucune activité touristique ou de loisirs n'est recensée au droit de la zone d'étude.

A noter toutefois, au Nord de la zone d'étude, la présence du Golf International de Toulouse Seilh qui accueille les initiés sur deux parcours de 18 trous au cœur de 140 ha de verdure.

Est également présent au Sud de la zone d'étude l'emblématique GR 653, chemin de grande randonnée qui relie Arles à Saint Jacques de Compostelle.

Activités économiques

De par sa situation géographique, ce secteur possède un fort potentiel économique et connaît actuellement un profond remaniement.

Deux récentes zones d'activités ont vu le jour, au Sud des axes de la RN 224 et de la RD 902. La ZAC « Aéroconstellation » accueille la chaîne de montage de l'A380. La ZAC « Andromède » est un quartier mixte de 4 000 logements et d'activités (200 000 m² de bureaux).

L'aire d'étude s'inscrit au sein de la ZAD (Zone d'Aménagement Différé) « Aéroconstellation ».

Habitats

Les zones d'habitats sont essentiellement constituées d'habitats individuels qui s'organisent sous forme de quartiers résidentiels.

Ces zones se sont développées le long des axes de circulation :

- ▶ RD 63 (chemin du Bac).
- ▶ chemin de l'Enseigne.
- ▶ chemin d'Ullet.
- ▶ chemin de Bel air.

en consommant au fur et à mesure l'espace agricole initialement présent.

L'habitat est plus dispersé en limite Nord de la zone d'étude avec la présence de grandes propriétés.

On note également la présence de propriétés bâties au Sud.

b. Documents d'urbanisme et servitudes

Rappelons que l'aire d'étude recoupe 5 communes :

- ▶ Aussonne : dont le PLU a fait l'objet d'une deuxième révision approuvée par délibération du Conseil communautaire de Toulouse Métropole le 11 octobre 2012 et d'une modification simplifiée approuvée le 19 décembre 2013.
- ▶ Seilh : dont le PLU a été approuvé le 29 septembre 2005. Il a fait l'objet d'une première modification approuvée par délibération du Conseil communautaire de Toulouse Métropole le 11 octobre 2012.
- ▶ Beauzelle : qui dispose d'un PLU dont la première modification a été approuvée par délibération du Conseil communautaire de Toulouse Métropole le 31 janvier 2007, la modification n°2 a été approuvée le 21 décembre 2009 et la modification simplifiée n°1 a été approuvée le 19 décembre 2013.
- ▶ Cornebarrieu : dont le PLU a été révisé le 1^{er} mars 2006. Actuellement le PLU en est à sa 2^{ème} modification approuvée par délibération du Conseil communautaire le 19 décembre 2011.
- ▶ Blagnac : dont le PLU a fait l'objet d'une deuxième révision approuvée le 15 décembre 2005. Depuis, le PLU a fait l'objet de trois modifications, dont la dernière a été approuvée le 16 décembre 2010.

Le secteur d'étude s'inscrit au sein de la ZAD « Aéroconstellation », dont le périmètre a été défini par arrêté préfectoral du 12 avril 2001. Sur ce secteur, l'urbanisation doit s'effectuer dans le cadre d'un projet global, en cohérence avec le projet de développement économique du secteur « Aéroconstellation ».

Cette zone ne pourra être rendue urbanisable qu'après modification du PLU.

La zone d'étude du projet est concernée par les SUP (Servitudes d'Utilités Publiques) suivantes :

- ▶ Servitude A5 : Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau et d'assainissement.
- ▶ Servitude I3 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz - TIGF.
- ▶ Servitude I4 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - Ligne à deux circuits 225 kV : GINESTOUS - LESQUIVE I et GINESTOUS - LESQUIVE II - R.T.E - T.E.S.O
- ▶ Servitude I6 : Servitudes relatives aux permis - Site géothermique de Blagnac - DREAL
- ▶ Servitude PM1 : Servitudes résultant du plan de prévention des risques naturels prévisibles (retrait-gonflement des sols argileux).

- ▶ Servitude PT2 : Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat - DGAC-SNAI, Aéroport civil de Toulouse Blagnac.
- ▶ Servitude T5 : Servitudes de dégagement des aéroports - DGAC-SNAI, Aéroport civil de Toulouse Blagnac.

c. Infrastructures de transport et conditions de déplacements

Le secteur d'étude est concerné par :

- ▶ Plusieurs axes routiers, accueillant un trafic relativement important.
- ▶ Une ligne de tramway.

Le réseau de voiries

La RN 224, la RD 902, la RD 2 et la RD 63 constituent des axes routiers d'importance sur le territoire de l'agglomération toulousaine.

Les réseaux de déplacements secondaires (chemin de l'Enseigne, chemin du Bac, chemin de Bel Air...) desservent essentiellement les quartiers résidentiels du secteur, éloignés du centre des différentes communes concernées par le projet.

Le tramway

La ligne de tramway T1, créée récemment dans l'agglomération toulousaine, relie Toulouse à Beauzelle, en passant par Blagnac. Elle parcourt une distance de 11 km en 34 minutes environ. Cette ligne de tramway traverse et dessert la ZAC « Andromède ».

Cette ligne de tramway est située à proximité directe de la zone d'étude et sera prolongée de façon à desservir le nouveau Parc des Expositions.

Les lignes de bus

Aucune ligne de bus ne traverse actuellement la zone d'étude. Elles sont situées, dans leur ensemble, sur son pourtour en raison de son caractère agricole.

Les lignes de bus seront donc adaptées par l'autorité organisatrice des transports pour la desserte du futur équipement.

Les pistes cyclables

Le Schéma Départemental prévoit la création de pistes cyclables dans le secteur du projet. Celui-ci sera pris en compte dans le cadre de l'élaboration du projet.

Des itinéraires cyclables et modes doux seront mis en place le long du fuseau du tramway. Un accès privilégié et sécurisé pour l'ensemble des modes doux jusqu'à l'entrée du parc sera assuré. La continuité cyclable Nord/Sud, impactée par les nouvelles infrastructures, sera restaurée depuis la RN224 à Aussonne jusqu'au Chemin de l'Enseigne.

d. Patrimoine archéologique et architectural

Aucun site ou vestige archéologique n'est recensé à ce jour par la DRAC Midi-Pyrénées sur la zone d'étude. Cependant, une étude d'archéologie préventive a été menée sur le site.

D'après la DRAC Midi-Pyrénées, le projet n'est pas situé au niveau d'un monument classé au titre des monuments historiques ni dans un périmètre de sauvegarde associé à un monument historique.

e. Ambiance sonore

L'ambiance sonore du secteur a fait l'objet d'une étude spécifique réalisée par INGEROP.

Classement sonore

La zone d'étude s'inscrit au sein d'un territoire traversé par de grands axes routiers et se trouve à proximité de l'aéroport de Toulouse Blagnac. En conséquence, l'ambiance sonore du secteur est déjà marquée par ces infrastructures de transport.

L'aéroport de Toulouse Blagnac fait l'objet d'un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) définissant les zones de nuisance.

Résultats de la campagne de mesure

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée sur l'aire d'étude du 2 au 12 février 2012, permettant de rendre compte de l'ambiance acoustique du site et des niveaux sonores pour la configuration actuelle de l'urbanisme.

Les résultats de la campagne de mesures montrent des niveaux sonores de jour compris entre 50,5 et 59,5 dB(A) et des niveaux sonores de nuit compris entre 29,0 et 52,5 dB(A).

Les niveaux sonores les plus élevés concernent le mesurage réalisé à Seilh le long de la RD2.

Au regard des niveaux mesurés au droit des points fixes de 24h, on peut caractériser l'ambiance sonore préexistante comme modérée au droit des habitations situées sur la zone d'étude, puisque les niveaux sonores actuels sont inférieurs à 65 dB(A) de jour et à 60 dB(A) de nuit.

Aucun bâtiment n'est en situation de Point Noir du Bruit (PNB) de jour (LAeq (6h-22h) supérieur à 70 dB(A) de jour), et/ou de PNB de nuit (LAeq (22h-6h) supérieur à 65 dB(A)).

Tous les points montrent des accalmies jour/nuit supérieures à 5 dB(A). Elles atteignent même 15 à 20 dB(A) le week-end.

Les mesures réalisées au droit de la RN224 et de la RD902 présentent des valeurs supérieures à 65 dB(A). Les niveaux atteignent 73 dB(A) le long de la RD902 au droit de Blagnac. Ces niveaux de bruit plus élevés sont à mettre en relation avec les trafics importants supportés par ces axes.

f. Qualité de l'air

Le réseau de surveillance de qualité de l'air

La surveillance de la qualité de l'air en région Midi-Pyrénées a été confiée à l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées). A ce titre, cet organisme a mis en place un réseau de stations de mesure pour évaluer la qualité de l'air dans la région Midi-Pyrénées et ses départements.

L'indice ATMO

L'indice ATMO à Toulouse s'est situé, pendant 72 % de l'année, entre 2 (très bon) et 4 (bon). Il a été médiocre (indices 6 et 7) 10 % de l'année, soit 25 jours avec un indice 6 et 12 jours avec un indice 7. Il n'y a pas eu d'indice mauvais ou très mauvais. Enfin, près d'un jour sur 5 en 2010, l'indice de qualité de l'air a été moyen à Toulouse (18 % de l'année).

Campagne de mesures in situ

Une étude spécifique relative à la qualité de l'air et l'impact sur la santé a été confiée au bureau d'études INGEROP.

Pour cela 43 points de mesure ont été répartis sur la zone d'étude, le long des axes routiers existants ou encore à l'intérieur des quartiers d'habitations. Un camion « laboratoire » a également été installé chemin du Pigeonnier, commune d'Aussonne. La campagne de mesures s'est déroulée du 3 au 31 janvier 2012. Ces mesures sont ensuite comparées aux valeurs seuils réglementaires.

Les polluants mesurés ont été ceux caractéristiques du trafic routier, soit : le dioxyde d'azote (NO2), le dioxyde de soufre (SO2), le benzène, le 1,3-butadiène, les poussières (PM10 et PM2,5), le benzo(a)pyrène, les aldéhydes et les métaux lourds.

En résumé :

- ▶ NO2 : les mesures par tubes passifs ont révélé des teneurs en NO2 relativement faibles, inférieures à l'objectif de qualité, avec seulement deux dépassements observés en proximité trafic, le long de la « Voie Lactée » (RD 902). La mesure en NO2 au droit du camion laboratoire confirme ces bons résultats.
- ▶ Benzène : on observe des teneurs en benzène, aussi bien par tubes passifs qu'au droit du camion laboratoire, supérieures à l'objectif de qualité sans toutefois dépasser la valeur limite.
- ▶ Poussières : les analyses au droit du camion laboratoire ont montré des teneurs en PM2,5 supérieures à l'objectif de qualité, mais qui demeurent néanmoins inférieures à la valeur limite réglementaire. Vis-à-vis des PM10, les concentrations observées sont bonnes : la concentration en PM10 est inférieure à l'objectif de qualité fixé à 30 µg/m3.
- ▶ Aldéhydes : les concentrations du formaldéhyde et de l'acétaldéhyde sont inférieures aux teneurs moyennes enregistrées en France en milieu urbain. En ce qui concerne l'acroléine, les niveaux mesurés sont supérieurs aux teneurs moyennes enregistrées en France en milieu périurbain.
- ▶ SO2 : les teneurs mesurées au droit du camion laboratoire respectent l'objectif de qualité. Néanmoins la concentration mesurée (33 µg/m3 en moyenne sur la campagne) est fortement corrélée avec la température : les pics en SO2 correspondent aux jours les plus froids. Les teneurs en SO2 sont donc probablement liées au chauffage domestique et industriel.

Concernant les autres polluants, les teneurs sont toutes inférieures à la limite de quantification des appareils utilisés. Toutefois, la limite de quantification du benzo(a)pyrène, du cadmium et du plomb étant inférieures aux seuils réglementaires (objectif de qualité ou valeur cible), on peut statuer quant au respect des valeurs réglementaires pour ces trois polluants.

Enfin, pour le 1,3-butadiène, l'arsenic, le nickel et le chrome, les teneurs sont inférieures aux limites de quantification des appareils utilisées. Il n'est pas possible de se prononcer sur le respect ou non des seuils réglementaires et/ou teneurs moyennes habituelles.

⇒ Les résultats mettent en évidence une qualité de l'air relativement bonne sur l'aire d'étude, respectant les valeurs limites réglementaires et les objectifs de qualité, sauf pour l'acroléine et les particules fines (PM2,5). Enfin, le trafic routier constitue un facteur d'influence : les concentrations en NO2 sont plus importantes au niveau de la RN224 et la RD2.

IV. INCIDENCES DU PROJET SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE - COMMUNE D'AUSSONNE

IV.1. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

IV.1.1. Le Plan de Zonage et les zones concernées

a. Le zonage

Le site du projet est implanté sur la pointe Sud-Est de la commune d'AUSSONNE, au lieu-dit « L'Enseigure ». **Il est situé en zone à urbaniser 1AUo pour la totalité de son emprise.**

Le projet, d'une emprise de 56,1 ha, est donc localisé dans une zone à vocation d'urbanisation future dont la desserte par les réseaux en limite du site est jugée insuffisante et qui ne peut pas être ouverte immédiatement à l'urbanisation.

b. Autres éléments figurant sur le plan de zonage

Espaces Boisés Classés

Le projet n'empiète sur aucun Espace Boisé Classé.

Emplacements Réservés

Le projet modifie **deux emplacements réservés** :

- ▶ **L'emplacement réservé n°1**, au bénéfice du Département, destiné à la déviation de la RD 2. Toutefois, dans le périmètre du projet, cet emplacement est caduc et n'a plus de raison d'être. Il est donc modifié et sa superficie va être réduite.
- ▶ **L'emplacement réservé n°19ter** le long du chemin de l'Enseigure pour extension du réseau cyclable et du réseau vert, au bénéfice de Toulouse Métropole. Le projet prend en compte le cheminement cyclable concerné dans son schéma de desserte en proposant un itinéraire de substitution : des voies cyclables seront réalisées plus à l'Est de l'emplacement réservé sur Beauzelle. Elles relieront les voies existantes du lotissement de l'Enseigure au parvis du Parc des Expositions via un rond-point nouvellement créé. Une partie de l'emplacement réservé actuel ne sera donc pas utilisée. Il est donc modifié et sa superficie va être réduite.

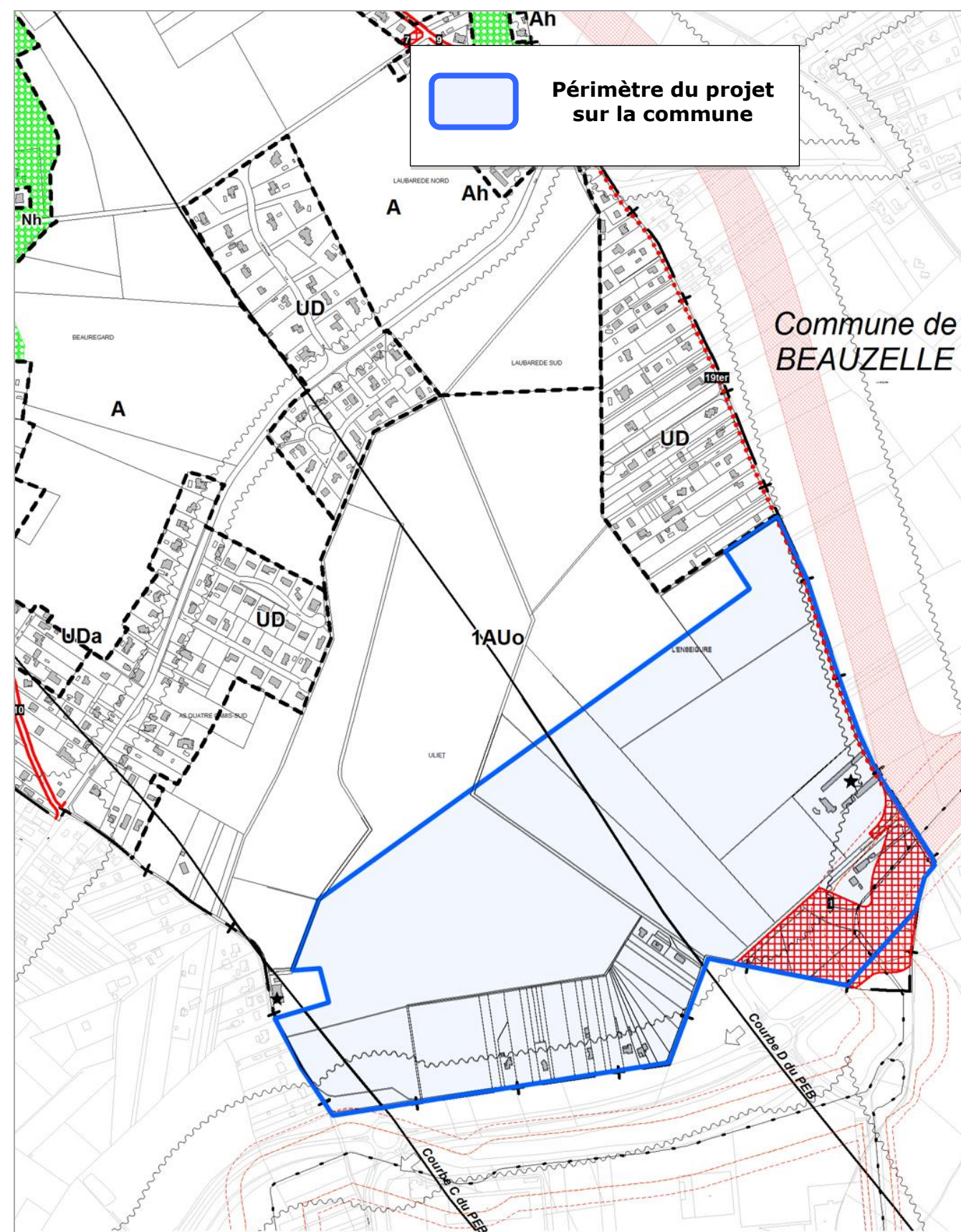
Autres prescriptions

Les bâtiments du « *Domaine de l'Enseigure* », compris dans les emprises du projet², figurent parmi les éléments de paysage à protéger au titre de l'article L123-1-5-7° du Code de l'Urbanisme³. Cette prescription sera prise en compte par la préservation du bâti et sa mise en valeur dans le cadre du projet global.

² A titre informatif, un second élément à protéger figure au plan de zonage à l'Ouest du projet, Chemin d'Uliet, sans toutefois être compris dans les emprises de ce dernier.

³ Voir paragraphe II.2.2., page 4.

Extrait du zonage de la commune d'AUSSONNE en vigueur



IV.1.2. Le Règlement d'urbanisme

La zone 1AUo du PLU de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE est **une zone explicitement destinée au projet de Parc des Expositions de Toulouse Métropole et à des activités économiques diversifiées.**

Toutefois le caractère de la zone indique : « Cette zone est actuellement fermée à l'urbanisation ; elle ne pourra être ouverte à l'urbanisation que par une procédure d'évolution du PLU dans le cadre de la réalisation d'un projet d'ensemble ».

Cette zone n'est donc pas urbanisable à court terme et n'autorise donc pas l'opération en l'état. Le projet d'ensemble, défini dans le présent dossier, nécessite l'évolution du règlement. Une nouvelle zone doit être créée pour être ouverte à l'urbanisation.

IV.1.3. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le PADD de la commune d'AUSSONNE précise au chapitre 2.1 EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN : TROIS ENJEUX IDENTIFIÉS :

« 2.1.2 Permettre l'accueil d'un équipement d'intérêt métropolitain : le Parc des Expositions.

La Communauté Urbaine du Grand Toulouse a décidé la réalisation d'un nouveau Parc des Expositions, sur le territoire de la Commune d'Aussonne, au Sud-est, en limites des communes de Seilh, Beuzelle, Blagnac et Cornebarrieu.

Il remplacera l'équipement actuel situé à Toulouse, sur l'Ile du Ramier.

Le choix de ce nouvel emplacement, à proximité de l'Aéroport de Toulouse Blagnac, vise à renforcer ainsi la « Porte Internationale » de l'agglomération toulousaine telle que qualifiée au SCOT, ainsi qu'à dynamiser et organiser le développement d'un nouveau pôle d'urbanisation pour le secteur Nord-Ouest., en continuité des opérations d'Aéroconstellation et d'Andromède. »

Parmi les cinq orientations identifiées par le PADD, une est spécifiquement dédiée au projet :

« Axe 5 : Offrir la possibilité d'accueillir un équipement d'intérêt métropolitain (futur transfert du Parc des Expositions)

(...) 5.2 Poursuivre la structuration de l'entrée Nord-Ouest de l'agglomération

- Affirmer une véritable ambition de porte d'agglomération

Le projet urbain qui accompagnera le futur parc des expositions permettra par sa dimension et sa qualité urbaine et architecturale d'affirmer une véritable ambition de porte d'agglomération. Cette dernière est définie dans le SCOT de la Grande agglomération toulousaine et constitue un lieu d'accueil privilégié des grands équipements et services urbains et de zones d'emplois métropolitaines.

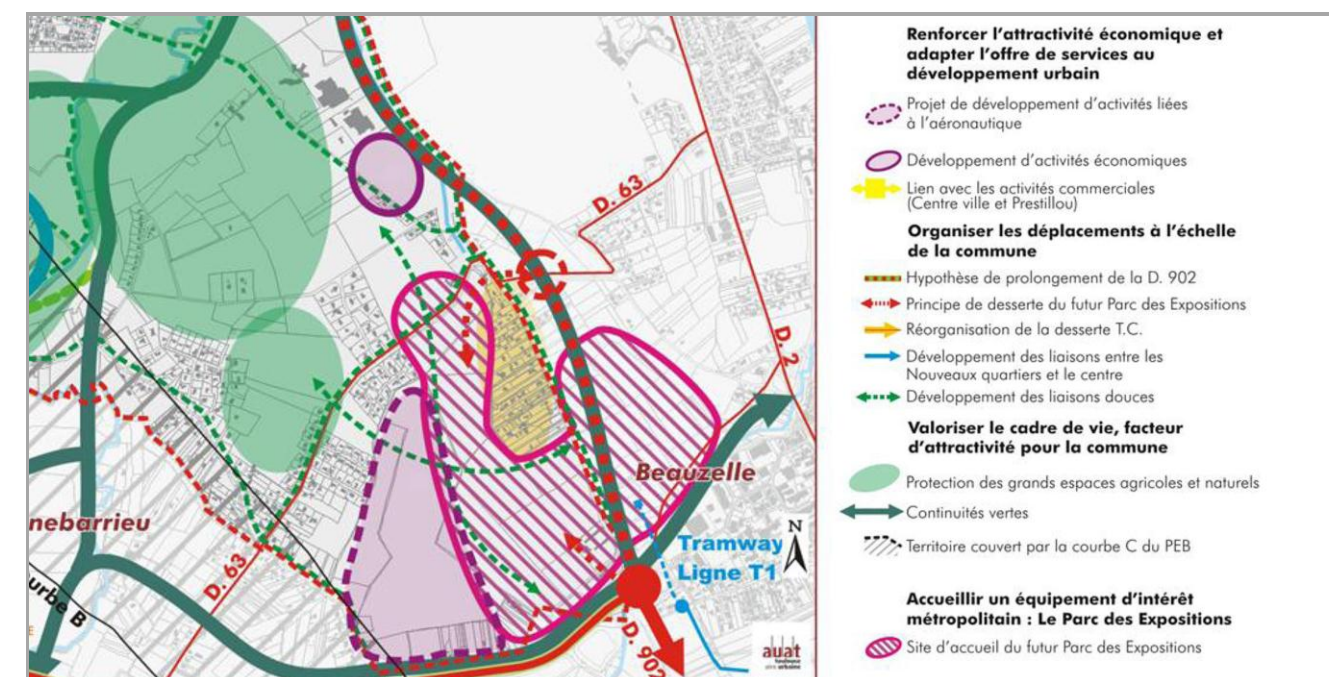
- Rôle d'interconnexion entre ce site et le centre de Toulouse (aéroport, tramway, RN 224, prolongement Nord de la RD 902...)
- Pour Aussonne, aménager une transition entre cet équipement et les espaces urbains résidentiels existants et permettre d'assurer les liaisons vers le reste de la commune par la continuité d'itinéraires et coulées vertes vers des espaces naturels préservés (cours d'eau, grands espaces,...).

Les textes du PADD de la ville d'AUSSONNE donnent toute sa place au futur Parc des Expositions. Toutefois, l'analyse du document graphique présentant les orientations générales du PADD montre que le « site d'accueil du futur parc » s'étend sur des emprises sensiblement différentes de celles retenues par le projet. D'autre part, celui-ci fait apparaître à l'Ouest de « L'Enseigne » un « projet de développement d'activités liées à l'aéronautique » qui empiète sur les emprises retenues pour le futur parc.

Il y a donc lieu de faire évoluer cette pièce, comme précisé au chapitre IV.2.

Par ailleurs, le projet prévoit au Nord du site une zone de compensation environnementale à destination agricole qui remet en cause la vocation économique de cette zone au PADD.

Extrait des orientations générales du PADD d'AUSSONNE en vigueur



IV.1.4. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Dans la mesure où la zone 1AUo n'est pas ouverte à l'urbanisation, elle ne dispose pas d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

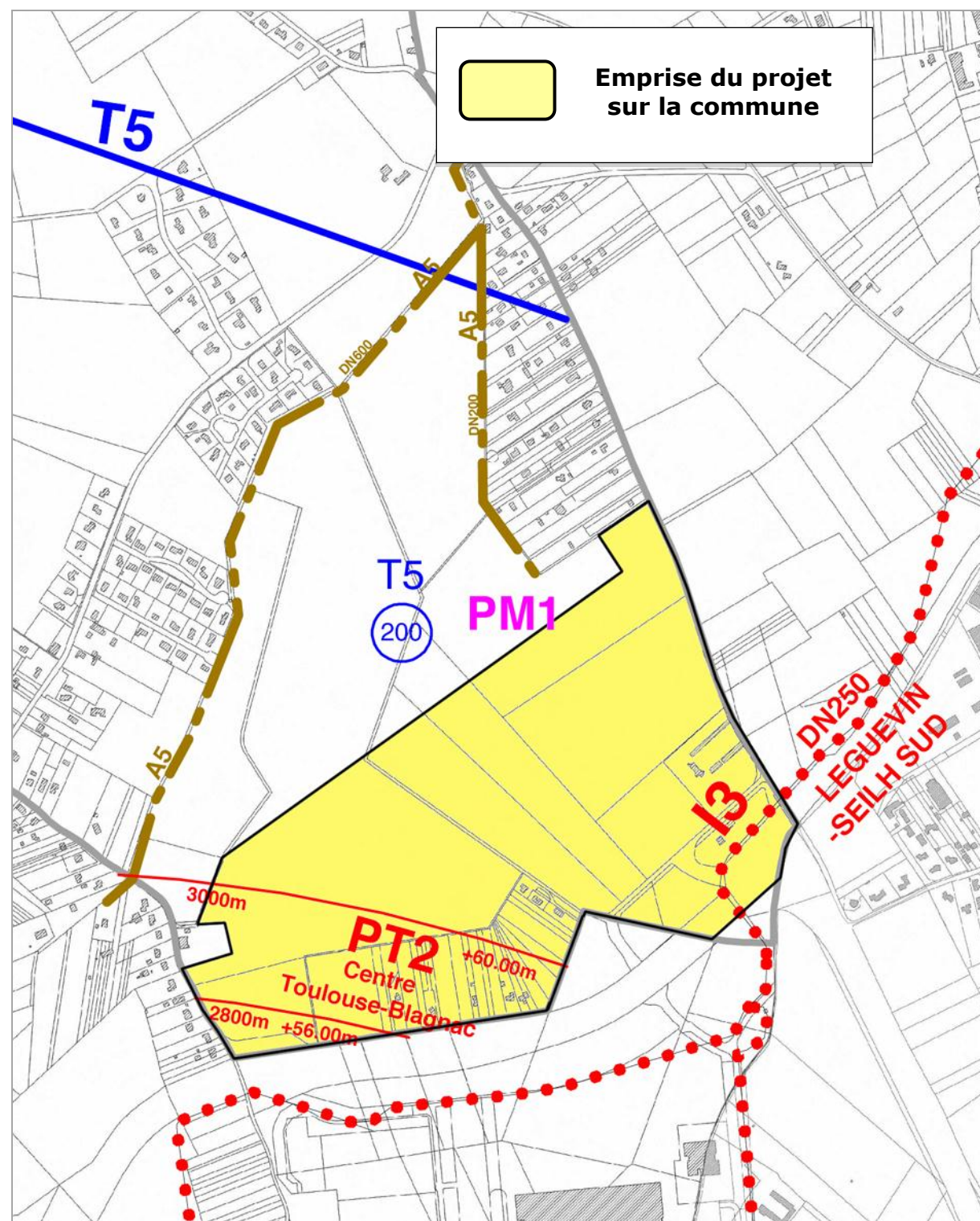
Avec l'évolution nécessaire du zonage, une orientation doit être élaborée pour décrire les conditions d'aménagement d'équipements d'envergure métropolitaine tels que le futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole.

IV.1.5. Les servitudes d'utilité publique

Sur la commune d'AUSSONNE, l'emprise du projet est concernée par plusieurs servitudes d'utilité publique :

- La servitude I3, relative à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz – Leguevin-Seilh Sud (TIGF).
- La servitude T5, relative au dégagement des aérodromes – aérodrome civil de Toulouse Blagnac.
- La servitude PM1, résultant du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (retrait-gonflement des sols argileux).

Extrait du plan des servitudes sur la commune d'AUSSONNE



- La servitude PT2, relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat - aéroport civil de Toulouse Blagnac.

Le projet de Parc des Expositions respectera l'ensemble de ces servitudes.

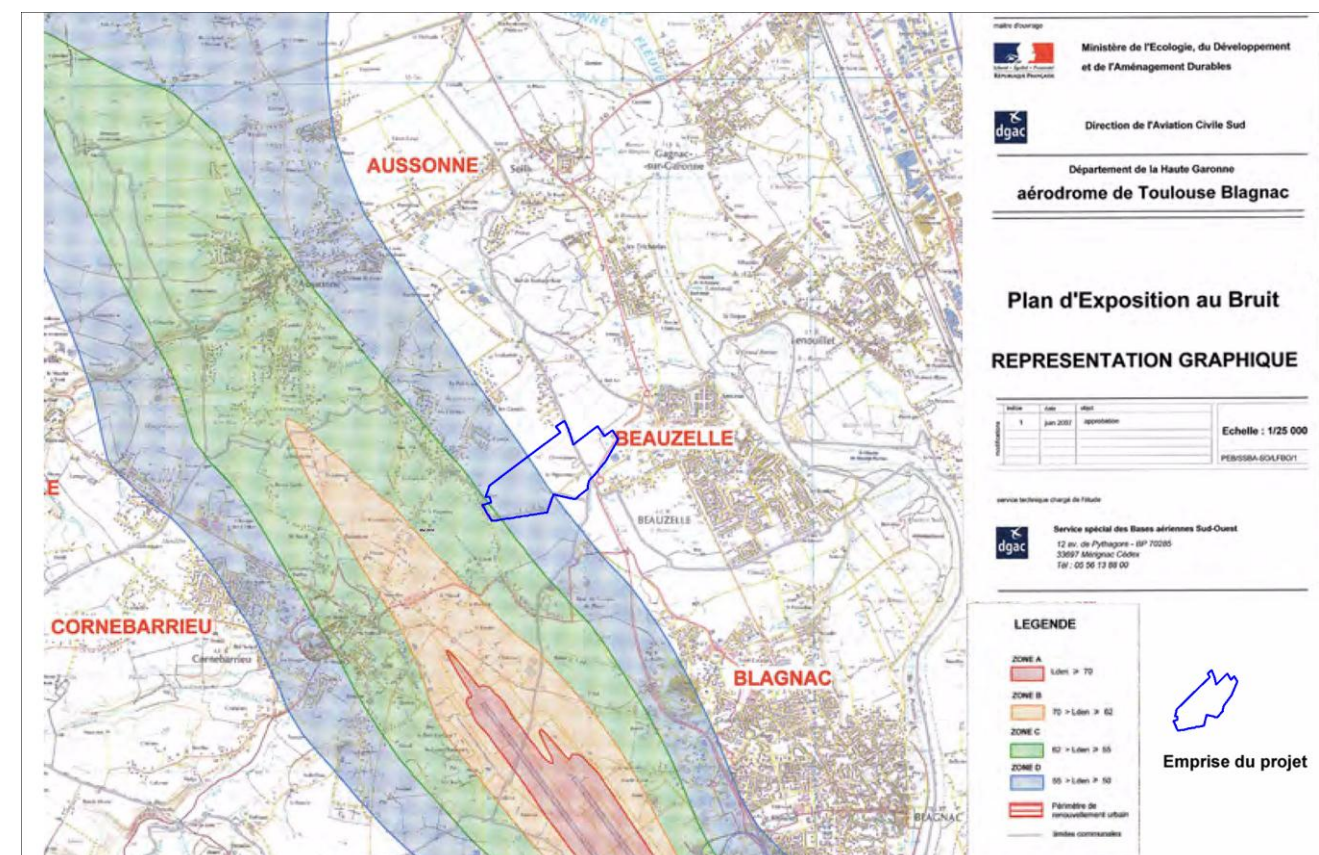
IV.1.6. Les autres contraintes réglementaires

a. Le Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport Toulouse-Blagnac

Le projet est concerné, sur sa partie Ouest, par les zones C et D du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Toulouse-Blagnac approuvé par arrêté préfectoral du 21 août 2007 :

- L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone C est fixé à 55.
- L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone D est fixé à 50.

Extrait du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Toulouse Blagnac



b. Le classement sonore des infrastructures de transport terrestres

Une autre contrainte réglementaire grève le site de projet : **le classement des infrastructures terrestres engendrant des nuisances sonores** conformément à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2006 pris en application de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, des décrets n°95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 et des arrêtés interministériels du 30 mai 1996 et du 25 avril 2003.

Concernant le site de projet, deux voies sont classées au titre des nuisances sonores :

- La RN 224, classée infrastructure de catégorie 3. Une bande de 100 m de large de part et d'autre de l'axe de la voie a donc été délimitée, à l'intérieur de laquelle les bâtiments à construire devront présenter un isolement acoustique minimum conformément à la réglementation en vigueur.
- La RD 902, classée infrastructure de catégorie 3 pour laquelle une bande de 100 m de large de part et d'autre de l'axe de la voie a été délimitée.

Cette servitude impose des prescriptions particulières au projet. Toutefois, aucun élément bâti du projet n'est implanté dans cette bande.

Le projet de construction du Parc des Expositions prend donc en compte l'ensemble des règles et prescriptions liées à la protection contre ces nuisances.

c. La bande de retrait aux abords des voies à grande circulation (article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme)

Au titre du décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation, la RD 902 (Déviation RD 2) est classée « route à grande circulation ».

Ce classement induit une bande 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la route départementale, à l'intérieur de laquelle la quasi totalité des constructions est interdite⁴, y compris les aires de stationnement.

Le projet de Parc des Expositions respecte les dispositions de l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme puisqu'aucune construction n'est implantée dans cette bande de 75 mètres qui n'accueillera uniquement que des voiries et des mouvements de terrain liés à la réalisation de bassins de rétention des eaux, lesquels bénéficieront d'un aménagement paysager.

IV.2. LES MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE PLU POUR SA MISE EN COMPATIBILITE

Pour rendre possible la réalisation du projet déclaré d'utilité publique, compte tenu du contexte décrit ci-dessus, ces évolutions passeront à la fois par :

- ▶ Un nouveau règlement graphique (plan de zonage) modifiant le zonage sur l'ensemble des terrains concernés de la zone 1AUo pour permettre :
 - D'une part, la réalisation du projet en créant une nouvelle **zone 1AU**, destinée à accueillir le projet et l'urbanisation qui l'accompagnera.
 - D'autre part, de restituer à la zone agricole A les surfaces non concernées par l'emprise du projet, au titre des mesures compensatoires.

Trois secteurs hors du périmètre de la DUP, deux à l'Ouest et un au Sud-Est, demeurent en 1AUo.

- ▶ La création d'un nouveau règlement pour la zone **1AU**.
- ▶ Les évolutions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables induites par le projet.
- ▶ L'élaboration d'une nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) destinée à encadrer l'accueil du Parc des Expositions de Toulouse Métropole au titre des grands équipements métropolitains.
- ▶ La modification du tableau des emplacements réservés afin de modifier la superficie des emplacements réservés touchés par le projet.

Les autres pièces n'appellent pas d'évolutions.

IV.2.1. Les principes retenus pour la mise en compatibilité

Au vu des dispositions du Code de l'Urbanisme et de la structure du règlement du PLU de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE, le zonage qui s'impose est celui d'une zone à urbaniser, urbanisable à court terme, qui sera dénommée « **zone 1AU** ».

En effet selon les termes de l'article R. 123-6 du Code de l'Urbanisme, les zones à urbaniser, dites « zones AU » visent les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Il précise également que « les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone ».

Notons que si les réseaux présents sur le site ne possèdent pas à l'heure actuelle les capacités suffisantes pour permettre l'accueil d'un établissement tel que le Parc des Expositions, les travaux seront menés conjointement avec la construction du Parc des Expositions pour les renforcer.

Cette zone 1AUo dans le périmètre de DUP, actuellement fermée à l'urbanisation, évolue donc vers un zonage 1AU et A.

IV.2.2. Les évolutions du plan de zonage

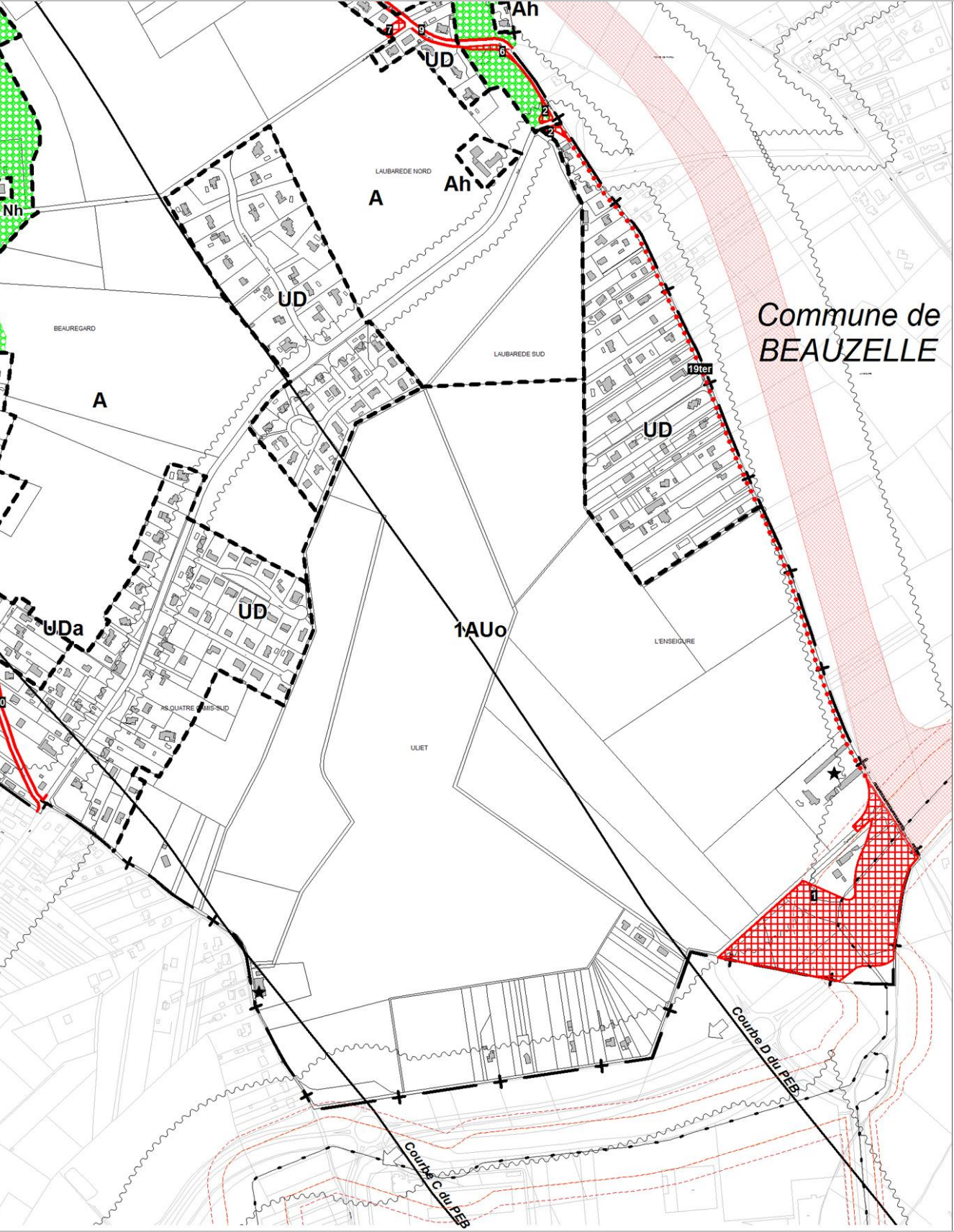
Conformément à ce qui précède, une nouvelle zone 1AU est inscrite sur le plan de zonage du PLU de Toulouse Métropole – commune d'AUSSONNE incluant les emprises du projet et l'ensemble des aménagements connexes, tandis qu'une grande part de la zone 1AUo (sur « Uliet » et « Laubarède Sud ») est restituée à la zone agricole.

D'une superficie totale de 56,1 hectares, la nouvelle zone 1AU ne remplace qu'en partie seulement la zone 1AUo beaucoup plus vaste que les emprises finalement retenues pour la réalisation du Parc des Expositions. La majeure partie de la zone 1AUo non utilisée par le Parc et l'urbanisation qui l'accompagne, au Nord du site de projet, est reclassée en zone agricole à titre compensatoire, pour 41,8 hectares.

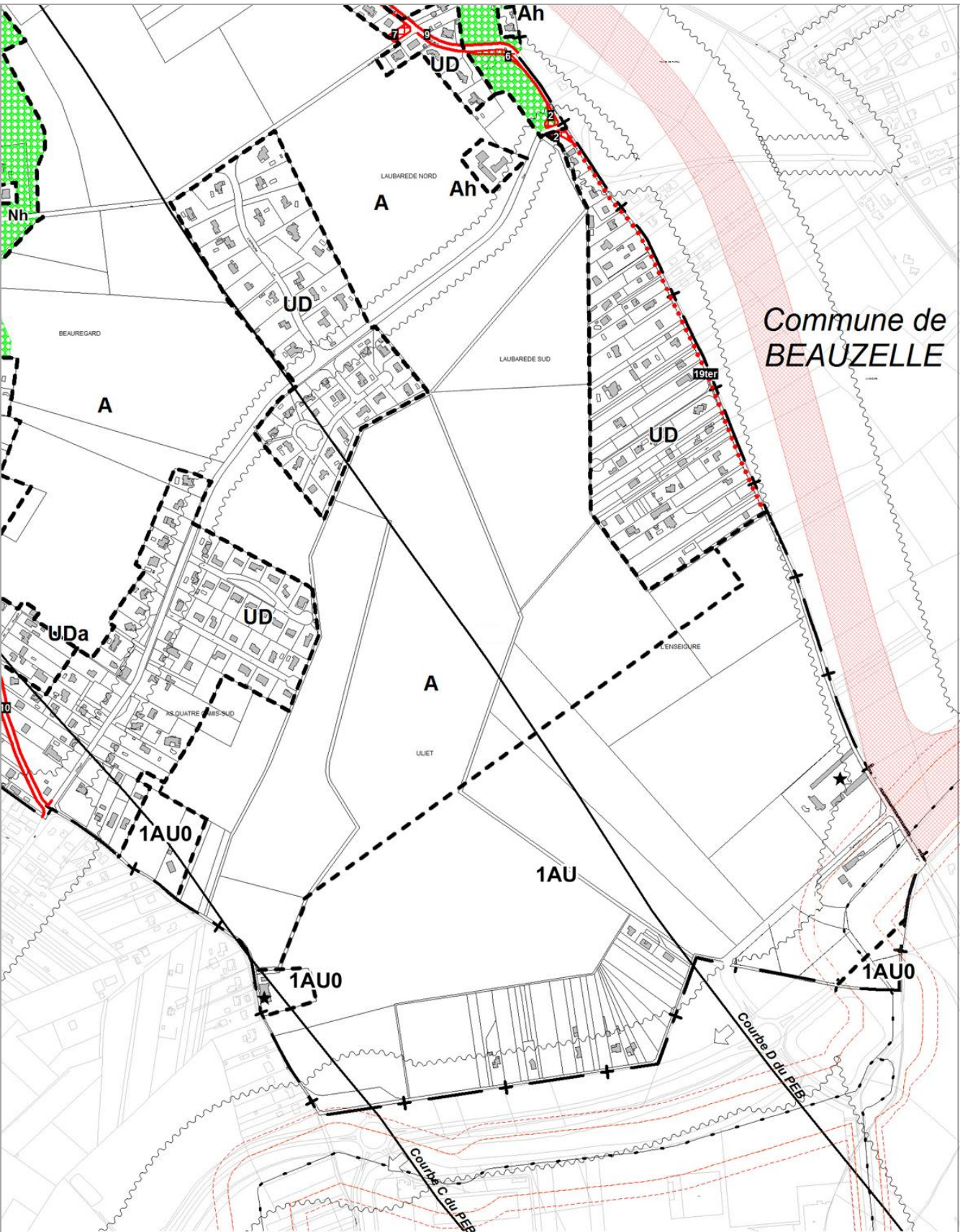
Notons également que deux emprises au Nord-Ouest du site, chemin de l'Uliet, situées en-dehors du périmètre de la DUP du Parc des Expositions (1AU) et n'entrant pas dans le cadre des mesures compensatoires (zone A) seront maintenues en zone 1AUo. De même, une emprise à la pointe Sud-Est du site est conservée en 1AUo.

⁴ Voir paragraphe II.2.3., page 4.

Extrait du zonage de la commune d'AUSSONNE en vigueur



Extrait du zonage de la commune d'AUSSONNE mis en compatibilité



IV.2.3. Les évolutions du règlement

Comme rappelé ci-avant, le principe général retenu pour conduire les évolutions du règlement est d'y inscrire des dispositions réglementaires spécifiques dans le cadre d'une nouvelle zone 1AU.

Rappelons ici que le projet de Parc des Expositions de Toulouse Métropole entre dans la catégorie des « *constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif* », au titre de l'article R123-9 du Code de l'urbanisme.

Après analyse du libellé des articles du règlement de la zone 1AUo, **il est apparu nécessaire d'établir le nouveau règlement de la zone 1AU dans le but permettre et encadrer l'accueil d'un grand équipement métropolitain tel que le Parc des Expositions, ainsi que les constructions à vocation économique destinées à l'accompagner.**

Sur cette base, les spécificités à prendre en compte concernent principalement les articles suivants :

a. Le caractère de la zone

Il s'agit ici de formuler la destination de la nouvelle zone 1AU pour assurer sa vocation d'accueil du futur Parc des Expositions, et l'urbanisation destinée à l'accompagner.

b. Les articles 1 et 2

Les articles 1 (« Occupations et utilisations du sol interdites ») et 2 (« Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ») de la zone concernée sont rédigés pour encadrer précisément les destinations des constructions autorisées dans la zone : outre les « *constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif* », c'est-à-dire le Parc des Expositions lui-même, les autres constructions à vocation économique destinées à l'accompagner qui pourront être autorisées autour du Parc des Expositions.

c. Les articles 6, 7 et 10

Pour les articles 6 et 7, il s'agira de préciser pour le projet, dans le respect des obligations réglementaires, les règles imposant des reculs.

Pour l'article 10, les règles de hauteur sont définies pour permettre la réalisation du projet de Parc des Expositions dont la hauteur maximale sera d'un peu moins d'une trentaine de mètres. Il convenait aussi de faire en sorte que les dispositions de cet article autorisent bien la réalisation des ouvrages techniques en toiture.

Les pages suivantes décrivent ces dispositions.

Soulignons que ce règlement a été établi pour accueillir le projet et se retrouve de manière quasiment identique dans les dossiers de mise en compatibilité des deux communes d'AUSSONNE et BEAUZELLE.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1AU

Caractère de la zone 1AU

D'une superficie d'environ 56 hectares, la zone 1AU recouvre le secteur situé au Sud-Est de la commune, au niveau du lieu-dit de « *L'Enseigne* », destiné à recevoir de nouveaux équipements publics ou d'intérêt collectif nécessaires au rayonnement de l'agglomération toulousaine, tels que le futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole.

Les dispositions réglementaires pour la zone 1AU ont pour objectifs de permettre la réalisation de grands équipements métropolitains et des activités économiques diversifiées destinées à les accompagner.

ARTICLE 1AU 1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES

Sont interdites, toute occupation ou utilisation du sol, autres que celles admises à l'article 1AU 2.

ARTICLE 1AU 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1 - Les grands équipements métropolitains (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) et les constructions à vocation économique destinées à les accompagner, sous réserve qu'ils respectent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone définies par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Futur Parc des Expositions de Toulouse Métropole, secteur Nord-Ouest (Aussonne – Beauzelle). L'urbanisation se fera au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

2 - Les démolitions et aménagements rendus nécessaires par les constructions autorisées à l'alinéa 1 ci-dessus.

3 - Les travaux concernant un élément du patrimoine identifié sur le plan de zonage sont autorisés à condition qu'ils ne portent pas atteinte au bâtiment protégé et qu'ils contribuent à assurer sa protection ou sa mise en valeur.

4 - L'implantation et l'extension des installations classées nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des constructions et installations visées à l'alinéa 1 ci-dessus.

ARTICLE 1AU 3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 5 – CARACTERISTIQUES DE L'UNITE FONCIERE

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toute construction devra être implantée à une distance minimale de :

- 75 mètres de l'axe de l'Itinéraire à Grand Gabarit – RN 224.

- 0,20 mètre de la limite d'emprise des autres voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique.

ARTICLE 1AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Toute construction nouvelle doit être implantée :

- soit en limite séparative.

- soit à une distance des limites séparatives d'au moins 4 mètres.

ARTICLE 1AU 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ou installations ne peut excéder :

- 30 mètres pour les grands équipements métropolitains.
- 24 mètres pour les autres constructions admises dans la zone.

ARTICLE 1AU 11 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 12 - OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT DES VEHICULES

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 13 - OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX, DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

NON REGLEMENTE

ARTICLE 1AU 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)

NON REGLEMENTE

IV.2.4. Les évolutions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables induites par le projet

Le PADD d'AUSSONNE exprime clairement l'ambition de créer sur ce secteur une « porte d'agglomération ». A la suite des études de définition du projet et de l'évaluation de ses impacts potentiels, le choix s'est porté sur un projet compact et la protection de l'espace agricole au Nord du futur Parc des Expositions au titre des mesures compensatoires. Le PADD doit affirmer ces principes.

Le second chapitre de l'axe 5 « Offrir la possibilité d'accueillir un équipement d'intérêt métropolitain (futur transfert du Parc des Expositions) » sera adapté afin d'introduire cette évolution.

Le texte modifié sera le suivant :

« 5.2 Poursuivre la structuration de l'entrée Nord-Ouest de l'agglomération

► **Affirmer une véritable ambition de porte d'agglomération**

Le projet urbain qui accompagnera le futur parc des expositions permettra par sa dimension et sa qualité urbaine et architecturale d'affirmer une véritable ambition de porte d'agglomération. Cette dernière est définie dans le SCOT de la Grande agglomération toulousaine et constitue un lieu d'accueil privilégié des grands équipements et services urbains et de zones d'emplois métropolitaines.

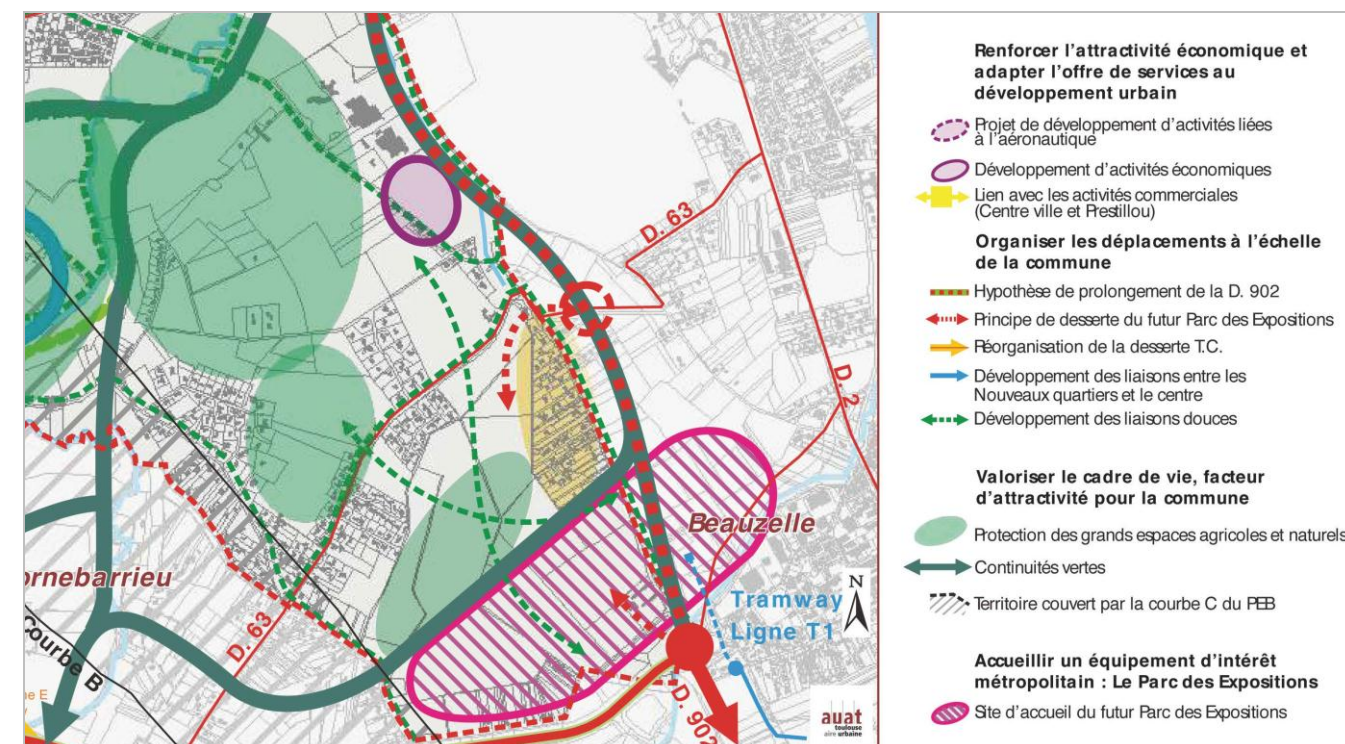
► **Rôle d'interconnexion entre ce site et le centre de Toulouse (aéroport, tramway, RN 224, prolongement Nord de la RD 902...)**

~~► Pour Aussonne, aménager une transition entre cet équipement et les espaces urbains résidentiels existants et permettre d'assurer les liaisons vers le reste de la commune par la continuité d'itinéraires et coulées vertes vers des espaces naturels préservés (cours d'eau, grands espaces,...).~~

► Pour Aussonne, préserver une partie du terroir agricole et naturel au Nord de cet équipement par le classement d'une quarantaine d'hectares en zone agricole et aménager ainsi une transition avec les espaces urbains résidentiels tout en permettant d'assurer les liaisons vers le reste de la commune par la continuité d'itinéraires et coulées vertes vers des espaces naturels préservés (cours d'eau, grands espaces,...).

Cette nécessaire adaptation des textes s'accompagne bien sûr de la mise à jour du document graphique présentant les orientations générales du PADD (Cf. carte ci-après).

Cette évolution ne modifie pas substantiellement les orientations définies par le PADD.



IV.2.5. La création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation

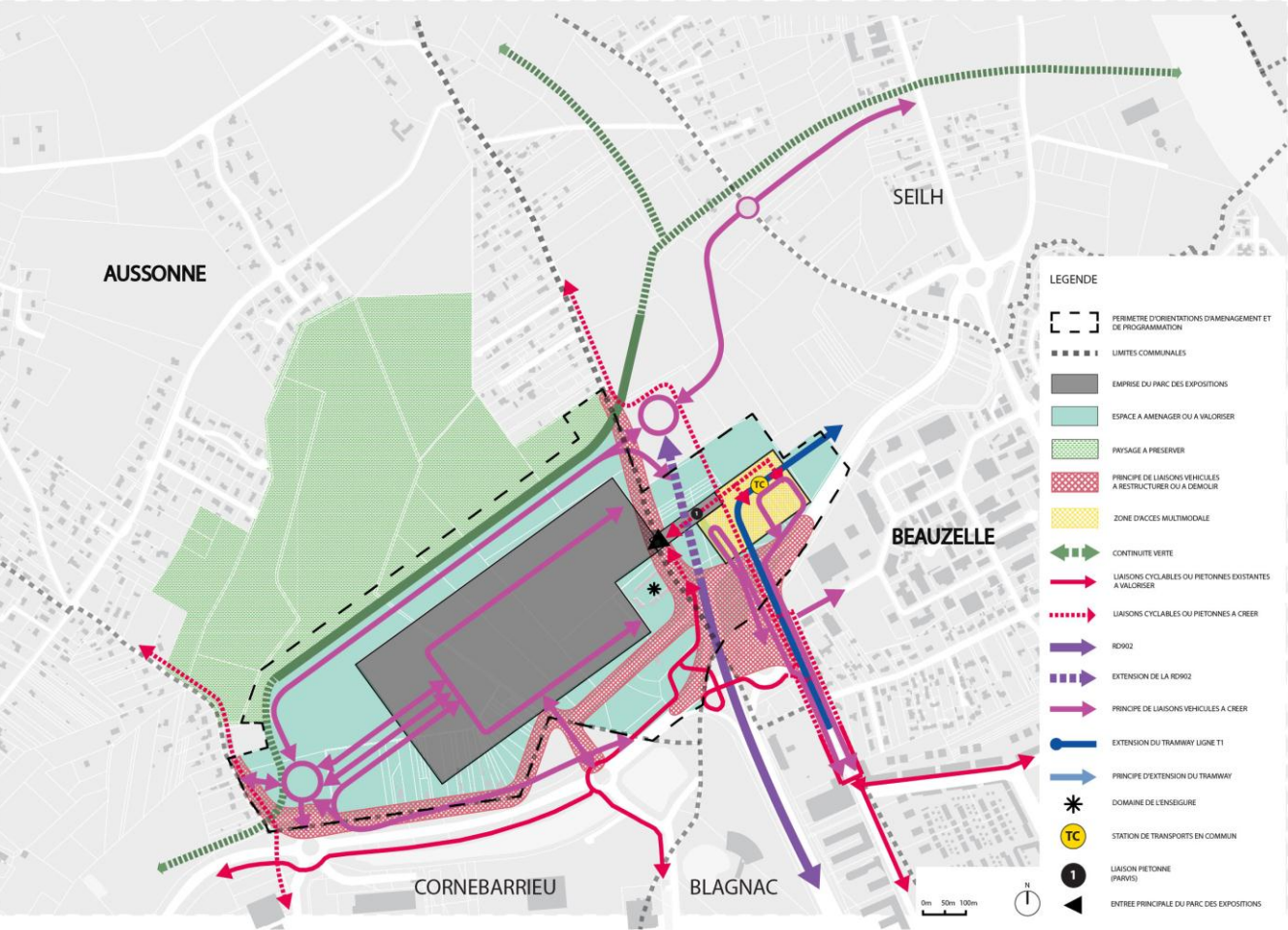
Rappelons que l'article R. 123-6 du Code de l'Urbanisme stipule l'obligation d'une orientation d'aménagement et de programmation pour encadrer le projet dans le dossier de PLU. En effet, il précise que pour les zones AU « les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone ».

Ces Orientations d'Aménagement et de Programmation viennent préciser les conditions d'aménagement des secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière. Elles peuvent encadrer les types de morphologie urbaine des développements à venir (implantation, hauteur du bâti etc.), des prescriptions en matière de plantations, de protection d'espaces naturels et de traitement des espaces collectifs, des orientations en matière de voirie, d'intégration paysagère. Elles s'appliquent selon un rapport de compatibilité.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation propre à la zone 1AU reprend donc ces principes. Classiquement, elle est composée d'un document graphique décrivant de manière symbolique l'implantation des grandes composantes du projet et de l'urbanisation destinée à l'accompagner, explicité par un texte précisant les grands principes de l'aménagement.

Soulignons que cette orientation d'aménagement et de programmation a été établie de manière globale, dans le cadre du PLU intercommunal de Toulouse Métropole, et se retrouve de manière identique dans les dossiers de mise en compatibilité des deux communes d'AUSSONNE et BEAUZELLE.

Périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation



Source : OMA

Le SCoT identifie dans le Nord-Ouest de l'agglomération toulousaine des continuités écologiques à maintenir et à respecter ainsi que des continuités à restaurer ou à reconquérir.

Le projet de Parc des Expositions assure cette restauration de continuité écologique au niveau d'Aussonne, au Nord de l'équipement, avec la mise en place d'une zone de compensation environnementale à vocation agricole matérialisée dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Ainsi, ce corridor écologique permettra de développer la protection des espèces animales et végétales identifiées dans l'étude d'impact du projet.

Par ailleurs, ce corridor écologique prévu au Nord de la zone projet pourra être prolongé au-delà, vers le Sud-Ouest ainsi que vers le Nord-Est, pour assurer les continuités à maintenir identifiées au SCOT. Les urbanisations futures devront assurer la restauration de ce corridor écologique selon le principe de continuité défini dans l'OAP.

IV.2.6. Les évolutions de la liste des emplacements réservés

La liste des emplacements réservés est modifiée. Les ER n°1 et n°19 ter sont en effet modifiés dans le périmètre du projet.

- L'emplacement réservé n°1, au bénéfice du Département, destiné à la déviation de la RD 2. Rappelons que dans le périmètre du projet, **cet emplacement est devenu caduc** et n'a plus de raison d'être. **Il peut donc être réduit de 43 770 m². La longueur de l'emplacement réservé n°1 passe donc de 334 644 m² à 290 874 m².**
- L'emplacement réservé n°19ter le long du chemin de l'Enseigne pour extension du réseau cyclable et du réseau vert, au bénéfice de Toulouse Métropole. Rappelons que le projet répond aux objectifs fixés par l'emplacement réservé dans son schéma de desserte, des voies cyclables devant être réalisées plus à l'Est, sur Beuzelle. Elles relieront les voies existantes du lotissement de l'Enseigne au parvis du Parc des Expositions via un rond-point nouvellement créé. La partie de l'emplacement réservé actuel qui ne sera donc pas utilisée peut donc être supprimée sans qu'il y ait besoin de créer un nouvel emplacement réservé. **La longueur de l'emplacement réservé n°19ter passe donc de 1 227 m à 735 m.**

N°actuel	Désignation	Bénéficiaire	Surface/Longueur
1	Déviation de la RD2	Département	334 644 m² 290 874 m²
19 ter	Chemin piétons cycles	Toulouse Métropole	1 227 m 735 m

IV.2.7. Les évolutions du tableau des superficies des zones

La zone 1AUo d'une surface de 100,7 ha voit sa superficie réduite au profit de la nouvelle zone 1AU et de la zone A.

Les nouvelles surfaces sont les suivantes :

- **La zone 1AUo :**
 - La zone 1AUo est réduite de 56,1 ha, au profit de la nouvelle zone 1AU.
 - La zone 1AUo est réduite de 41,8 ha, au profit de la zone A.
 - **Au total, la zone 1AUo représente 2,8 ha.**
- **La nouvelle zone 1AU représente une surface totale de 56,1 ha.**
- **La zone A s'accroît de 41,8 ha.**

IV.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

IV.3.1. Cadre réglementaire

En application des dispositions du décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, codifiées au sein de l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme, certaines évolutions de documents d'urbanisme **sont soumises à évaluation environnementale**.

Ces dispositions s'appliquent à la présente procédure dès lors que la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées intervient après le 1^{er} février 2013 et que la mise en compatibilité est susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement.

Afin d'assurer une analyse exhaustive des incidences potentielles sur l'environnement, **l'ensemble des mises en compatibilité des documents d'urbanisme qui concernent des communes qui accueillent des sites Natura 2000** ou qui sont limitrophes de communes accueillant des sites Natura 2000, **font l'objet d'une évaluation environnementale**.

Le territoire communal ne comprend pas de site Natura 2000 mais est limitrophe de Beauzelle, commune dont le territoire comprend pour partie deux sites Natura 2000 : le SIC « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » et la ZPS « Vallée de la garonne de Muret à Moissac ».

Pour la commune d'AUSSONNE, l'évaluation environnementale porte sur la mise en compatibilité de **la zone du projet de Parc des Expositions**.

L'évaluation environnementale a pour objectif d'identifier les incidences notables sur l'environnement que la mise en œuvre des évolutions apportées au document d'urbanisme est susceptible d'engendrer. Ainsi, l'objet de l'évaluation environnementale concerne l'évolution du droit des sols, visant à permettre la réalisation du projet de Parc des Expositions.

Elle s'inscrit ici dans le cadre plus large de la prise en compte de l'environnement par le projet de Parc des Expositions. En effet, le projet tel que soumis à la procédure d'enquête publique a fait l'objet d'une étude d'impact, en application de l'article L. 122-1 du Code de l'Environnement, comportant une appréciation des effets du programme, conformément aux dispositions du R. 122-5 du Code de l'Environnement qui dispose que « *lorsque que le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.* ». Mais également d'une notice d'incidence Natura 2000.

D'autre part, lors de l'élaboration du PLU d'AUSSONNE, dont la révision a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 11 octobre 2012, le rapport de présentation du PLU de la commune s'est accompagné d'un état initial de l'environnement en application de la loi du 13 décembre 2000 « *relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain* » (SRU), qui dispose que les PLU « *exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services* ».

Pour l'analyse de certaines thématiques, le présent dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'AUSSONNE exploite les chapitres pertinents du rapport de présentation du PLU, du SCoT de l'agglomération toulousaine et de l'étude d'impact du projet de Parc des expositions, objet de la présente procédure de déclaration d'utilité publique.

Le PLU d'AUSSONNE, approuvé par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole le 11 octobre 2012, prend en compte la ZAD Aéroconstellation et l'intention du projet de Parc des Expositions. De plus, ce PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Par conséquent cette dernière peut être **mise à jour sur les secteurs concernés directement par la MECDU**.

IV.3.2. Articulation avec les documents de planification supracommunaux

La procédure de mise en compatibilité du PLU d'AUSSONNE est compatible avec les différents documents supracommunaux applicables sur son territoire. Ainsi, elle répond aux objectifs et prescriptions fixés par :

- **Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération toulousaine (SCoT)** approuvé le 15 juin 2012, mis en compatibilité le 25 octobre 2013 et modifié le 12 décembre 2013. Le SCoT est un document de planification à l'échelle d'un bassin de vie qui définit les grandes orientations du territoire sur 15 ans. Les trois grands principes du SCoT de l'agglomération toulousaine sont :
 - Maitriser l'urbanisation;
 - Polariser le développement;
 - Relier les territoires;
- **Plan des Déplacements Urbains (PDU) de la grande agglomération toulousaine** approuvé pour la première fois en 2001 a été mis en révision le 24 janvier 2011. Le projet de PDU révisé a été approuvé le 17 octobre 2012. Les principales orientations du projet de PDU concernent la limitation des nuisances, l'urbanisation et son articulation avec les transports, les enjeux de transports en communs et alternatifs, la maîtrise de l'utilisation de la voiture et leur accompagnement.
- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** Adour-Garonne 2010-2015 adopté le 16 novembre 2009. Le SDAGE définit six grands objectifs pour la période 2010-2015 ayant pour but que 60% de la ressource en eau soit dans un bon état écologique en 2015.

Les six orientations fixées par le SDAGE sont les suivantes :

- Tendre vers une meilleure gouvernance (participation des acteurs locaux et des citoyens ; partage de l'information) ;
- Réduire les impacts des activités humaines sur les milieux aquatiques : agir sur les rejets issus de l'assainissement ; réduire voire supprimer les rejets de substances dangereuses et toxiques et les pollutions diffuses afin de respecter les normes de qualité environnementale et atteindre le bon état des eaux ;
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides : gérer durablement les eaux souterraines ; gérer ; entretenir ; préserver les milieux aquatiques à forts enjeux environnementaux ; préserver et restaurer la continuité écologique ;
- Assurer une eau de qualité suffisante pour les usages respectueux des milieux aquatiques : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs en eau potable ; atteindre une qualité des eaux de baignade en eau douce et littorale comme pour les loisirs nautiques et le thermalisme ;
- Rationaliser la gestion des excès et des déficits (crues, sécheresses) en anticipant les changements climatiques ;
- Gérer l'eau de manière partenariale en conciliant politique de l'eau et d'aménagement (urbanisme, montagne et littoral, ...)
-

Dans ses préconisations et ses dispositions, la MECDU veillera à respecter les orientations du SDAGE.

- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion en Eaux (SAGE) « Vallée de la Garonne »

Ce schéma est en cours d'élaboration.

- Les Plans de Prévention des Risques Naturels et Technologiques

Le PPRN mouvement de terrain adopté le 22/12/06 sera pris en compte par la MECDU.

- Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Région Midi-Pyrénées - Plan révisé 2008-2013

Ce plan régional, approuvé le 30 Juin 2008, possède 5 Grandes Orientations regroupant de nombreuses actions :

- Caractériser la qualité de l'air de manière ciblée et combinée
- Mieux connaître les effets de la pollution ;
- Agir sur les sources de pollution ;
- Diffuser l'information – sensibilisation ;
- Suivre la mise en œuvre du PRQA ;

- Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées

Ce schéma, arrêté par le préfet de région le 29 juin 2012, fixe 5 objectifs stratégiques à l'horizon 2020, concernant :

- La réduction des consommations énergétiques ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- La qualité de l'air ;
- L'adaptation au changement climatique.

Ainsi, sont notamment visées une réduction de 15% des consommations énergétiques dans le secteur du bâtiment de 10% dans les transports, ainsi qu'une augmentation de 50% de la production d'énergies renouvelables. Ces objectifs sont déclinés en 48 orientations thématiques

Dans ses préconisations et ses dispositions, la MECDU veillera à favoriser l'attente des objectifs du SRCAE notamment en permettant l'extension de la ligne 1 du tramway.

- Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Toulouse Métropole

Ce plan, voté en conseil de communauté le 29 mars 2012, se fixe 7 cibles prioritaires :

- Atteindre la sobriété énergétique et développer les énergies renouvelable ;
- Valoriser et développer les mobilités durables pour les personnes et les marchandises ;
- Réduire la précarité énergétique des personnes les plus modestes ;
- Produire des bâtiments à haute performance énergétique et climatique en construction neuve et réhabilitation ;
- Généraliser les démarches d'urbanisme durable sur l'ensemble du territoire ;
- Préserver les ressources naturelles et agricoles et réduire les impacts des activités ;
- Impliquer tous les acteurs du territoire et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires.

Des objectifs territoriaux sont également visés pour 2020. Ces objectifs consistent en une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre du territoire en 2020 par rapport à 2005, à améliorer de 20% l'efficacité énergétique et enfin à porter à 20% la part des énergies

renouvelables dans la consommation d'énergie finale et doubler la production d'énergies renouvelables sur le territoire.

Dans ses préconisations et ses dispositions, la MECDU veillera à favoriser l'attente des objectifs du PCET notamment en permettant l'extension de la ligne 1 du tramway.

- Le schéma départemental des carrières de la Haute-Garonne

Le schéma départemental des carrières a été créé pour assurer une gestion harmonieuse des ressources naturelles. Il définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département et il constitue un instrument d'aide à la décision du préfet lorsque celui-ci autorise les exploitations de carrière en application de la législation des installations classées.

Huit grandes orientations constituent se schéma approuvé le 10/12/2009 :

- Protection des patrimoines ;
- Une gestion durable et économe de la ressource alluvionnaire pour accompagner le développement économique du département ;
- Une mise en œuvre accrue des matériaux de substitution et du recyclage ;
- Un engagement volontaire des donneurs d'ordres ;
- Une réduction du transport par camion ;
- Favoriser l'élaboration de projet de réaménagements concertés entre les exploitants, les collectivités locales et les acteurs sociaux ;
- Donner sa pleine efficacité à la réglementation ;
- Etablissement d'un tableau de bord du schéma, pour le suivi de la mise en application de ses orientations et objectifs.

- Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux de Midi-Pyrénées

Ce document n'est plus mis à jour depuis 2006 et il n'existe plus de commission du plan. Le conseil régional de Midi-Pyrénées a en effet abandonné sa compétence en matière d'élaboration et de suivi du PREDD à la suite d'un différent avec l'Etat sur l'extension de capacité du Centre de déchets de Graulhet.

- Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Haute-Garonne

Six idées fortes constituent les lignes directrices de ce plan approuvé par arrêté préfectoral du 12 juillet 1995 :

- Priorité à la réduction à la source ;
- Priorité à la valorisation matière et organique dans le cadre de l'objectif national de 50% des déchets collectés en vue de la valorisatio ;
- Traitement des déchets non valorisables ou non recyclables sur les trois sites aux normes existants ;
- Création échelonnée d'installations complémentaires ;
- Un zonage basé sur l'intercommunalité existante ;
- Choix multi-filière pour les boues.

Dans ses préconisations et ses dispositions, la MECDU veillera à favoriser le tri des déchets et la valorisation.

IV.3.3. Etat initial de l'environnement

L'état initial proposé par l'évaluation du PLU d'AUSSONNE d'octobre 2012 peut être légitimement vu comme satisfaisant pour l'évaluation environnementale de la MECDU.

IV.3.4. Les incidences de la MECDU sur l'environnement et les mesures associées

a. Les incidences générales envisageables

Les incidences de la mise en compatibilité du document d'urbanisme supposent une adaptation des règles d'urbanisme applicables pour permettre la réalisation des éléments du projet de Parc des expositions de Toulouse Métropole. Ainsi, les évolutions générales supposent :

- L'évolution du document d'urbanisme, afin d'autoriser le projet, sans remettre en cause son économie générale ;
- Le changement de la nature de l'occupation du sol au droit des ouvrages et des nouvelles infrastructures.

A compter de la date de publication du décret déclarant l'utilité publique du projet, les éléments du projet constitueront un projet d'intérêt général au sens des articles L. 121-2 et L. 121-9 du Code de l'Urbanisme.

Pour la mise en compatibilité d'un PLU/POS, les typologies d'effets potentiels suivants peuvent être retenus :

Typologie d'effet	Effets potentiels de la mise en compatibilité
Effets Directs et Indirects	<p>Les effets directs : la mise en compatibilité du document d'urbanisme porte exclusivement sur la levée des interdictions pouvant peser sur la réalisation du projet et sur l'adaptation du règlement afin de permettre, en termes d'occupation du sol sur les terrains d'assise du projet, la réalisation des bâtiments et structures liées.</p> <p>Les effets indirects : les effets indirects de la mise en compatibilité sont de deux ordres : d'une part, les effets du projet autorisé par le changement d'orientation du droit des sols et, d'autre part, l'évolution potentielle de l'occupation du sol sur le territoire d'influence autour du projet.</p>
Effets Positifs et Négatifs	<p>Les effets positifs : sont considérés comme effets positifs l'ensemble des effets de la mise en compatibilité qui s'inscrivent en cohérence avec l'atteinte des objectifs des plans et programmes en vigueur visant à préserver le cadre de vie, les milieux naturels, l'eau et les milieux aquatiques, la qualité de l'air, à prévenir les risques graves de nuisances, à protéger les éléments de patrimoine bâti et paysager et à améliorer les conditions de mobilité.</p> <p>Les effets négatifs : sont considérés comme effets négatifs l'ensemble des effets de la mise en compatibilité qui remettent en cause l'atteinte des objectifs des plans et programmes en vigueur, qui supposent une artificialisation de l'occupation du sol et une réduction de l'emprise des milieux naturels, et qui génèrent de graves risques de nuisances.</p>
Effets Temporaires ou Permanents, et effets à court/moyen/long terme	<p>Les effets temporaires : la mise en compatibilité du document d'urbanisme n'a pas vocation à induire d'effets temporaires. Les effets temporaires sont liés au projet lui-même et non à l'évolution du document d'urbanisme. Ces effets seront principalement liés à la phase du chantier de réalisation de l'infrastructure de transport et sont analysés à ce titre dans le document d'étude d'impact du projet d'aménagement.</p> <p>Les effets permanents : la mise en compatibilité à vocation à avoir un effet permanent notamment en termes de droit de l'urbanisme, la déclaration d'utilité publique du projet vaudra qualification de projet d'intérêt général. Cette disposition permet de prévenir des modifications ultérieures des documents d'urbanisme qui seraient en contradiction avec le projet.</p>
Effets issus du cumul des effets avec d'autres programmes	<p>Les effets cumulés : l'identification des effets cumulés suppose l'analyse des effets issus des interactions de la mise en compatibilité du PLU avec l'évolution de l'occupation du sol induite par d'autres projets d'urbanisme (MECDU) ou d'autres projets d'aménagement.</p>

b. Les incidences de la MECDU

Dans cette section, nous reprenons les thématiques analysées dans l'Evaluation Environnementale du PLU d'AUSSONNE d'octobre 2012 et y apportons les compléments et modifications induits par la MECDU.

Incidences et mesures sur les ressources naturelles : topographie, sols, sous-sols, climat

La MECDU d'AUSSONNE, en donnant une nouvelle vocation agricole à une partie d'un secteur destiné auparavant à l'urbanisation (zone AU0), entraîne une incidence positive sur les sols et sous-sols car elle limite très fortement la possibilité de réaliser des aménagements autres que ceux autorisés en zone agricole sur le secteur.

Pour la partie du secteur actuellement en AU0 et qui sera ouverte à l'urbanisation pour permettre les travaux du Parc des Expositions, une imperméabilisation des terres est à considérer. Cette zone étant cependant destinée dans sa totalité à une urbanisation future (zone AU0).

Afin de limiter cette incidence négative, le maître d'ouvrage mettra en œuvre les préconisations présentées dans l'étude d'impact du projet.

Incidences et mesures sur les écoulements d'eau

Tel qu'indiqué dans l'évaluation du PLU d'AUSSONNE (Rapport de présentation, p.198), « le développement de l'urbanisation entraîne une imperméabilisation croissante des sols, source de ruissellement et pouvant modifier les conditions de ré-alimentation de la nappe ».

La MECDU a pour incidence directe de limiter l'imperméabilisation des sols en réduisant la superficie des zones à urbaniser d'environ 42 ha sur le périmètre communal. Cette incidence est par conséquent positive, à l'échelle des surfaces en jeu.

A contrario, l'incidence indirecte de la MECDU est de permettre la réalisation du Parc des Expositions et des aménagements liés, et par conséquent de « concrétiser » la possible imperméabilisation des sols du à la zone à urbaniser.

La recommandation inscrite au PLU concernant les incidences sur les écoulements d'eau est par conséquent tout à fait adaptée au projet : « Lors de la réflexion sur les projets urbains, l'ensemble du cheminement des eaux de pluie doit être pris en compte : de la collecte, l'infiltration, le stockage jusqu'à l'exutoire final ».

Le projet de Parc des expositions prévoit la création d'ouvrages de rétention et d'écêtement qui permettront le traitement des eaux par décantation naturelle en fond de bassins et la régulation des débits de rejets à l'émissaire.

Écoulement et qualité des eaux souterraines

« L'écoulement des eaux souterraines peut [...] être perturbé par l'accroissement de l'imperméabilisation des sols modifiant les conditions de réalimentation de la nappe. Lorsque la nappe se trouve à de faibles profondeurs comme c'est le cas à Aussonne, des travaux en sous-sols (excavation, ...) peut également bouleverser l'écoulement ». (Rapport de présentation du PLU, 2012)

Une incidence positive directe et une incidence négative indirecte sont à envisager dans cette thématique. En effet, la MECDU, directement, réduit la surface des sols pouvant être imperméabilisés en transformant une zone AU en zone A. Parallèlement, la transformation de la zone 1AU0 en zone 1AU, permet la réalisation du projet de Parc des Expositions et donc de travaux et d'aménagements pouvant perturber l'écoulement des eaux.

Le projet n'aura pas d'incidence spécifique sur les nappes profondes car l'alimentation en eau se fera grâce au réseau communal et des bassins de rétention des eaux pluviales seront prévus et

dimensionnées à l'échelle du projet conformément à la réglementation applicable en matière de police de l'eau. De plus, tel qu'indiqué dans la section précédente et conformément à l'évaluation environnementale du PLU, le projet possédera un dispositif de rétention, infiltration, récupération des eaux météoriques.

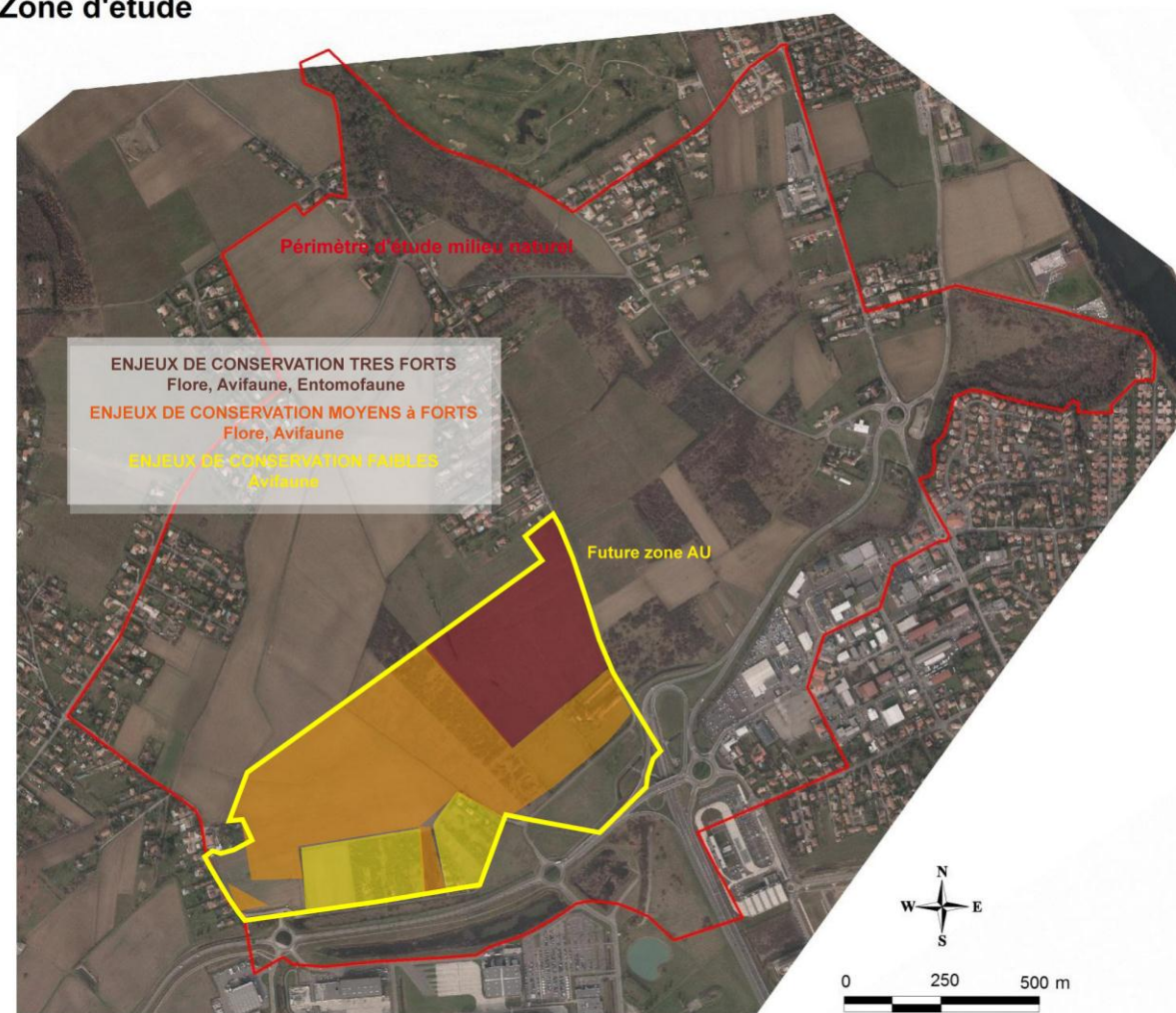
Ecoulement et qualité des eaux superficielles

Les impacts du projet sont identiques aux impacts pour les eaux souterraines. Les mesures prises dans le cadre du projet de rétention et d'écroulement des eaux permettent de maîtriser les eaux de ruissellement.

Incidences sur le milieu naturel

« L'urbanisation de zones naturelles provoque irrémédiablement une modification de l'écosystème » tel que l'indique le PLU d'AUSSONNE. La transformation d'une partie du secteur 1AU0 en zone A est par conséquent une incidence positive directe de la MECDU qui vise à compenser la nouvelle zone 1AU qui à contrario entraîne une incidence indirecte négative sur le milieu naturel.

Zone d'étude



Rappel des enjeux de conservation sur le périmètre de la MECDU d'AUSSONNE

Groupe	Espèces	Enjeu écologique sur la zone AU	Evaluation des incidences de la mise en compatibilité et mesures	Mesures d'évitement	Mesures d'atténuation	Mesures de compensation
Habitat						
Flore						
	Cicendie naine (protecton régionale) Petite amourette Bleuet Vipérine faux-plaintain Ciste à feuille de sauge	Très fort	- Destruction d'habitats favorables - Risque de destruction de pieds ou de stations d'espèce - Modification des écoulements hydrauliques de surface	- Solution d'évitement partiel pour la Cicendie naine grâce à la concentration du projet (réduction de la surface d'emprise) et au choix de variante routière.	ME : Mise en défens d'habitats au sein de l'emprise travaux ou à proximité MR : Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise) MR : Mise en défens de fossés non impactés MR : Recréation de fossés au fonctionnement hydraulique identique en bord de voirie et dans les bassins en bordure du Parc des Expositions (cf. remarque ci-dessus) MR : Récupération de la terre végétale des fossés détruits, stockage et étalement dans les fossés nouvellement créés MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier MR : Limitation de la pollution des eaux (filtre à pailles, etc.) MR : Gestion des espèces invasives	Cicendie naine : - Sécurisation foncière d'habitats favorables - Gestion écologique des milieux favorables - Expérimentation de transfert de pieds
Faune						
Mammifères	-Hérisson d'Europe -Écureuil roux	Faible	- Destruction d'habitats de refuge et de reproduction - Risque de destruction d'individus - Augmentation du risque de collision - Fragmentation des habitats	PARTIEL pour les individus et les habitats : pour le Hérisson d'Europe et l'Écureuil roux - Adaptation de la période de défrichement - Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise)	ME : Défrichement hors période de reproduction MR : Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise) MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier	- Sécurisation foncière d'habitats favorables - Gestion écologique des milieux favorables
Amphibiens	-Crapaud calamite -Rainette méridionale -Crapaud commun	Moyen à assez fort	- Destruction d'habitats de refuge et de reproduction - Risque de destruction d'individus - Augmentation du risque de collision - Fragmentation des habitats - Risque de création de zones aquatiques temporaires (ornières, flaques, mares) par les engins de chantier : installation possible puis destruction de ces habitats et des individus présents - Risque de dégradation de la qualité des eaux en phase chantier et d'exploitation : destruction des pontes, larves et juvéniles	- Adaptation de la période de défrichement - Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise)	MR : Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise) MR : Programmation AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi phase chantier MR : Mise en défens de fossés MR : Limitation de la pollution des eaux (filtre à pailles, etc.) MR : Récupération d'individus d'amphibiens MR : Gestion écologique des espaces remaniés par les travaux dans l'emprise	- Sécurisation foncière d'habitats favorables - Création d'un réseau de mares - Gestion écologique des milieux favorables
Reptiles	-Couleuvre à collier -Couleuvre verte-et-jaune -Lézard des murailles	Moyen	- Destruction d'habitats de refuge et de reproduction - Risque de destruction d'individus - Augmentation du risque de collision - Fragmentation des habitats	- Adaptation de la période de défrichement - Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise)	MR : Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise) MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier MR : Mise en défens de fossés non impactés MR : Réhabilitation et gestion écologique des fossés remaniés par les travaux dans l'emprise MR : Protection des zones humides (bassins, ruisseaux, fossés) MR : Limitation de la pollution des eaux (filtre à pailles, etc.) MR : Gestion écologique des espaces remaniés par les travaux dans l'emprise	- Sécurisation foncière d'habitats favorables - Plantations de haies buissonnantes - Gestion écologique des milieux favorables
Chiroptères	-Pipistrelle commune -Grand Rhinolophe -Petit Rhinolophe -Murin(s) -Pipistrelle pygmée -Barbastelle d'Europe -Minioptère de Schreibers -Pipistrelle de Kuhl	Moyen à très fort	- Destruction potentielle d'arbres abritant des individus isolés - Risque de collision - Fragmentation des habitats situés dans l'emprise du projet et des populations	PARTIEL pour les individus : - Adaptation de la période d'abattage des arbres TOTAL pour les habitats : -Maintenance du vieux bâti au sud de la zone de projet	ME : Abattage des arbres en hiver hors période de reproduction et transit MR : Concentration du projet (réduction de l'emprise) MR : Préservation des vieux arbres MR : Adaptation de la vitesse et de la circulation des engins de chantier MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier MR : Optimisation de l'éclairage	- Sécurisation foncière d'habitats favorables - Plantations de haies buissonnantes - Gestion écologique des milieux favorables
Avifaune	- Œdicnème criard - Caille des blés - Alouette des champs - Chevêche d'Athéna - Moineau friquet	Moyen à Fort	- Destruction d'habitats de refuge et de reproduction - Risque de destruction d'individus - Augmentation du risque de collision - Augmentation du dérangement des espèces - Risque de déplacement des espèces et de désertion	TOTAL pour les individus : - Adaptation de la période de défrichement PARTIEL pour les individus : - Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise)	MR : Concentration du projet (réduction de l'emprise) MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier MR : Aménagements paysagers visant à écarter les animaux des voies de circulation (haies)	- Sécurisation foncière d'habitats favorables - Plantations de haies buissonnantes () - Mise en place de bandes enherbées et prairies (Œdicnème criard, Alouette des champs, Caille des blés) - Mise en place de nichoirs (Moineau friquet, Chevêche d'Athéna) - Gestion écologique des milieux favorables
Entomofaune	- Grand capricorne - Ocellé de la Canche - Empuse Pennée	Moyen à Fort	- Destruction potentielle d'arbres abritant des individus (Grand capricorne) - Destruction d'habitats ouverts de refuge et reproduction - Risque de collision - Fragmentation des habitats situés dans l'emprise du projet et des populations	- Adaptation de la période de défrichement - Concentration du projet (réduction de la surface d'emprise)	Concerner le Grand capricorne : ME : Défrichement hors période d'émergence des larves ; découpe et dépose particulière des arbres MR : concentration du projet (réduction de l'emprise) MR : Préservation des vieux arbres (dépôt des arbres coupés à proximité, balisage) MR : Mise en défens de quelques vieux arbres MR : Programmation et AMO/AMOE environnementale MR : Sensibilisation et suivi en phase chantier MR : Optimisation de l'éclairage	Concerner le Grand capricorne : - Sécurisation foncière d'habitats favorables - Gestion écologique des milieux favorables

Incidences sur les zones Natura 2000

L'évaluation des incidences de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme porte sur deux sites Natura :

- La Zone de Protection Spéciale « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac », située à environ 600 m à l'Est de la future zone 1AU ;
- La Zone Spéciale de Conservation « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Nesté », à l'Est, distante d'environ 800 m.

Afin d'identifier les menaces potentielles induites par la mise en compatibilité du document d'urbanisme, nous nous appuyons sur le document de synthèse des documents d'objectifs des deux sites Natura 2000 concernés (qui figure dans l'étude d'impact du projet de Parc des Expositions).

Les tableaux ci-après recensent les facteurs naturels et ceux induits par l'activité humaine qui peuvent influencer favorablement ou défavorablement l'évolution de l'état de conservation des habitats ou espèces, et évalue l'incidence de la mise en compatibilité du document d'urbanisme (PLU) de la commune d'AUSONNE sur ceux-ci.

Les espèces de la Directive Oiseaux

Espèces	Statut des populations sur le site	Etat de conservation	Facteurs influençant l'état de conservation	Effets induits par la mise en compatibilité du document d'urbanisme
Aigle botté	Migrateur	Moyen	- Fréquentation des zones de chasse de l'espèce - Coupe des vieux arbres	NEANT Ces trois espèces se cantonnent à l'axe de la Garonne, et ne fréquentent pas la future zone 1AU. La modification du PLU n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des populations.
Milan noir	Nicheur et migrateur	Moyen à dégradé	- Réduction de la surface des boisements naturels - Lignes électriques	
Balbuzard pêcheur	Migrateur de passage	Bon	- Pollution des cours d'eau - Lignes électriques	
Grande aigrette	Migrateur hivernant et de passage	Moyen à dégradé		
Aigrette garzette	Nicheur et hivernant	Moyen à dégradé	- Artificialisation des berges	NEANT Ces six espèces occupent l'axe de la Garonne, et ne fréquentent pas la future zone 1AU. La modification du PLU n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des populations. Les mesures prises pour éviter la pollution du Garossos permettent de conserver un cours d'eau de bonne qualité.
Bihoreau gris	Migrateur et nicheur	Moyen à dégradé	- Comblement des plans d'eau - Coupe systématique des vieux arbres et des taillis de saules	
Héron pourpré	Migrateur et nicheur	Moyen à dégradé	- Ouverture des milieux abritant des héronnières	
Blongios nain	Migrateur, nicheur rare	Moyen à dégradé	- Dérangement (pistes d'accès, loisirs motorisés (quads, moto...), activités nautiques,...)	
Crabier chevelu	Migrateur et nicheur très rare	Moyen à dégradé		NEANT Les constructions ou installations sur la zone 1AU suivront les prescriptions du PLU pour l'assainissement des eaux usées et pluviales. D'autre part, l'espèce n'a pas été observée sur le secteur 1AU. La modification du PLU n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des populations.
Martin pêcheur d'Europe	Nicheur sédentaire	Bon	- Pollution cours d'eau - Artificialisation des berges	
Combattant varié	Migrateur de passage	Moyen à dégradé	- Diminution des prairies humides - Dérangement (activités nautiques) - Mortalités dues à la chasse	
Sterne pierregarin	Migrateur et nicheur	Moyen à dégradé		
Mouette mélanocéphale	Migrateur et nicheur	Moyen à dégradé	- Pollution des cours d'eau - Dégradation habitats aquatiques - Dérangement (activités nautiques)	NEANT Ces deux espèces stationnent et nichent le long de la Garonne, et ne fréquentent pas la future zone 1AU. La modification du PLU n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des populations.

Les Habitats naturels

Code Natura	Code Corine	Intitulé adapté	Etat de conservation	Facteurs influençant l'état de conservation	Effets induits par la mise en compatibilité du document d'urbanisme
3150	22.411	Communautés à lentilles d'eau des eaux stagnantes ou calmes	Moyennement dégradé	<ul style="list-style-type: none">- Eutrophisation : rejets, pollutions agricoles.- Fermeture des bras morts : aménagement du lit.- Artificialisation des berges et réduction de la mobilité du lit favorable à la création des bancs (3270).- Aggravation des débits d'étiage par prélèvements et dérivation.- Abaissement de la nappe phréatique par enfouissement du lit.- Altération des fonds.- Imperméabilisation des sols.- Création de voiries supplémentaires.	<p>NEANT</p> <p>La mise en compatibilité du document d'urbanisme entraînera la réduction des zones à urbaniser. Cette modification réduira la possibilité d'anthropisation des terres. L'apport d'intrants agricoles et donc l'eutrophisation du cours d'eau sera également limité grâce à la mise en place de préconisations en parallèle à la rétrocession des terres.</p> <p>La modification du PLU n'entraînera pas de destruction d'habitats d'intérêt communautaire, elle n'aura donc pas d'impact sur l'état de conservation de ceux-ci.</p> <p>On veillera toutefois à la quantité et qualité des rejets pluviaux dans le Garossos, affluent de la Garonne.</p>
	22.414	Herbiers d'Utriculaires	Bon		
	22.42	Végétations immergées des eaux stagnantes ou calmes	Moyennement dégradé		
3260	22.432	Végétations à Callitriches et Renoncles aquatiques	Inconnu		
	24.4	Herbiers de Renoncles aquatiques	Inconnu		
3270	24.52	Végétations annuelles des dépôts d'alluvions	Bon		
6220*	34.5131	Pelouses sèches calcaires à annuelles	Moyennement dégradé		
6430	37.72	Lisières des sols humides riches en azote	Moyennement dégradé		
91E0*	44.X	Peupleraies sèches	Bon	<ul style="list-style-type: none">- Effet d'emprise lié à l'agriculture, la sylviculture ; l'urbanisation et l'aménagement d'infrastructures.- Abaissement de la nappe phréatique par enfouissement du lit.- Réduction de la mobilité du lit favorable à la création de site de sites colonisables.- Aggravation des débits d'étiages par prélèvements et dérivation.- Espèces invasives (érable négundo, buddleia, renouée du Japon).	
	44.13	Saulaies arborescentes à Saule blanc	Très dégradé		
91F0	44.4	Forêts alluviales à Chênes, Ormes et Frênes	Moyennement dégradé		

Les espèces de la Directive Habitats

Espèces	Etat de conservation	Facteurs influençant l'état de conservation	Effets négatifs induits par la mise en compatibilité du document d'urbanisme
Insectes			
Lucane cerf-volant	Correct	- Emprise sur les milieux forestiers : agriculture, sylviculture, urbanisation. - Abattage et dessouchage des vieux arbres.	NEANT L'examen de l'étude écologique menée sur la zone 1AU conclut de l'absence de zones favorables pour ces deux coléoptères. La mise en compatibilité n'aura donc pas d'incidence sur la conservation des populations d'espèces.
Grand Capricorne	Correct		
Cordulie à Corps fin	Indéterminé	- Eutrophisation : rejets, pollutions agricoles. - Fermeture des bras morts : aménagement du lit. - Artificialisation des berges et réduction de la mobilité du lit favorable à la création des bancs (3270). - Aggravation des débits d'étiage par prélèvements et dérivation. - Abaissement de la nappe phréatique par enfouissement du lit. - Altération des fonds.	NEANT La mise en compatibilité du document d'urbanisme n'entraînera pas de perte de biotope pour cette libellule. De plus, les zones transformées en espaces agricoles feront l'objet de prescriptions.
Chauves-souris			
Barbastelle	Dégradé	- Intoxication par bioaccumulation ou par contact direct, lié à l'agriculture. - Suppression des gîtes : agriculture, sylviculture. - Suppression, réduction ou altération des terrains de chasse : agriculture, sylviculture. - Réduction des populations d'insectes : toutes activités.	NEANT La mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des populations de chiroptères, aucune colonie n'ayant été répertoriée sur le secteur modifié. Les chiroptères répertoriés utilisent principalement l'axe de la Garonne et ses ripisylves.
Minioptère de Schreibers	Indéterminé		
Murin de Bechstein	Dégradé		
Murin à oreilles échancrées	Moyen pour la colonie connue		
Pt et Gd Murin	Indéterminé		
Petit Rhinolophe	Indéterminé (gîtes) Dégradé (habitats de chasse)		
Grand Rhinolophe			
Espèces aquatiques			
Bouvière	En danger ?	- Menaces écotoxicologiques (pollutions directes et diffuses) : industries, agricultures, urbanisation, effluents routiers. - Pollution de l'eau et des sédiments : industries, agricultures, urbanisation. - Connectivité annexes fluviales : aménagement du lit. - Entrave à la libre circulation : hydroélectricité, aménagement du lit. - Qualité des fonds : colmatage, frayères, modification substrat. - Modification du régime hydrologique : hydroélectricité. - Autres altérations hors site.	NEANT La mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'impact sur l'état de conservation des populations piscicoles. On veillera à la quantité et qualité des rejets pluviaux dans le Garossos, affluent de la Garonne. Les futures contruction devront faire preuve d'engagements en faveur de la qualité des rejets hydrauliques.
Lamproie de Planer	Moyen ou dégradé		
Toxostome	Moyen		
Ombre commun	Pas d'objet		
Saumon atlantique	En cours de restauration		
Grande alose	Dégradé		
Lamproie marine	Correct		

Au regard des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire présents sur les sites Natura 2000 proches, la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune d'AUSSONNE pour le projet de Parc des expositions ne présente pas d'incidence sur les sites Natura 2000 « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac » et « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Nesté ». La réduction des pollutions entrant dans les cours d'eau par le traitement en amont dans le cadre du projet est en cohérence avec les objectifs de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire occupant les zones humides. De plus, la réduction des surfaces « atificialisables » est positive pour les habitats et espèces.

Notons que l'étude d'impact du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (EPDUP) du projet de parc des expositions de Toulouse Métropole (janvier 2013) démontre que le

projet n'aura pas d'incidence sur les populations d'espèces et habitats d'intérêt communautaire répertoriés au niveau des sites Natura 2000 de l'entité « Garonne aval »

Incidences sur le milieu agricole

Le changement de zonage d'environ 42 ha précédemment situé en zone à urbaniser, en surface agricole (mixte d'espaces en prairies, friches et maintien de cultures), au Nord du Parc des expositions constitue une incidence positive de la MECDU. Il est précisé que pour ces terrains, propriété de la collectivité, il sera passé des conventions avec les agriculteurs définissant les mesures de gestion écologique à mettre en œuvre dans le cadre de la future exploitation agricole.

Incidences et mesures sur la qualité des eaux

Les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales polluées sont les principales sources de perturbation de la qualité des eaux. La MECDU aura une incidence positive en limitant les espaces pouvant être urbanisés, et le projet de Parc des expositions que permet indirectement par la MECDU prévoit la création d'ouvrages de rétention et d'écêtement des eaux pluviales et l'acheminement de ses eaux usées vers une station d'épuration dont les capacités permettent le traitement.

Incidences et mesures sur les déchets

La MECDU n'entraîne pas de hausse directe de la population sur ce secteur, par conséquent, les incidences au niveau de la production de déchets sont liées aux déchets produits par le projet de Parc des expositions (phase chantier et exploitation). Une unité de traitement des déchets est prévue dans le cadre du projet de Parc des Expositions.

Incidences et mesures sur le bruit

La MECDU n'entraîne pas d'incidence sur le bruit du trafic aérien prédominant dans le secteur. Le bruit lié au transport routier pourra quant à lui augmenter. En effet, la MECDU indirectement permettant la réalisation du Parc des Expositions, le nombre de déplacements dans la zone d'étude pourra augmenter en lien avec les visites et les dessertes créées dans le cadre du projet. Afin de limiter cet impact, plusieurs mesures sont prises dont en particulier, l'extension de la ligne T1 du tramway, permettant un report modal et une limitation de l'usage de la voiture pour se rendre au Parc des Expositions.

Incidences et mesures sur les risques naturels et technologiques

La MECDU n'a pas d'incidence sur ces risques.

Incidences et mesures sur le paysage et le patrimoine

La transformation d'une zone AU en zone agricole a pour incidence positive de préserver le caractère paysager ouvert de cette zone au Nord de l'équipement.

IV.3.5. Les effets cumulés avec d'autres projets connus

Les effets cumulés avec d'autres MECDU

Dans le cadre de la DUP du projet de Parc des Expositions, le PLU de BEAUZELLE est également soumis à une mise en compatibilité. La commune de BEAUZELLE est localisée à l'Est d'AUSSONNE.

- Les effets cumulés des deux MECDU se traduiront sur les communes d'Aussonne et de Beauzelle par :

Communes	Modification / Déclassification aux PLUs	Surface (ha)
Aussonne	1AU0 → 1AU	56,1
	1AU0 → A	41,8
Beauzelle	A → 4AU	13,4

- D'autre part, la mise en compatibilité des deux PLU permettra **une amélioration des conditions d'accessibilité de la zone** (voirie et TC); mais aussi une augmentation du trafic ;
- Concernant les incidences au titre de Natura 2000** : aucune zone Natura 2000 n'est présente sur le territoire de la commune d'Aussonne, et les périmètres les plus proches concernent la zone de protection spéciale « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac » et la zone spéciale de conservation « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Nesté », précédemment identifiées sur la commune de Beauzelle.

L'objectif de la modification du PLU sur ces deux communes est la réalisation d'un Parc des Expositions et une plateforme multimodale. L'étude d'impact du projet de Parc des Expositions (Février 2013) démontre l'absence d'incidence du projet sur les habitats et les populations d'espèces d'intérêt communautaire répertoriées sur les deux sites Natura 2000. **On peut donc en conclure que la modification du zonage sur les deux communes n'engendre pas d'incidence sur les zones Natura 2000.**

Les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes d'aménagement

Cette évaluation des effets cumulés se concentre sur les effets du projet de Parc des Expositions associés aux incidences d'autres projets ayant fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 du Code de l'environnement et d'une enquête publique ou ayant fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public. Dans le cas présent, un seul projet remplit ces conditions dans un périmètre proche : le projet de ZAC Laubis (10 ha environ).

D'après l'étude d'impact du projet de Parc des Expositions, la zone de projet de la « ZAC Laubis » est plus petite et plus fragmentée par l'urbanisation que celle du Parc des Expositions, l'impact cumulé n'est pas de nature à envisager une augmentation des impacts sur la faune et la flore de la zone du Parc des Expositions.

Les eaux usées de la ZAC de Laubis rejoindront, comme celles du Parc des Expositions, la nouvelle station d'épuration de la commune de Seilh dont la capacité nominale est largement suffisante pour accueillir ces nouveaux apports. Pour les eaux pluviales, la ZAC de Laubis prévoit la création de plusieurs noues et bassins d'écêtement. Ces eaux pluviales seront ainsi rejetées à débit régulé directement dans la Garonne.

IV.3.6. Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme permet de transposer en droit du sol la localisation prévue des composantes du projet de Parc des expositions. La mise en compatibilité reflète donc la logique générale de prise en compte de l'environnement qui a alimenté la conception d'un projet d'aménagement structurant pour l'agglomération toulousaine.

Pour la mise en compatibilité du PLU d'AUSSONNE, cette logique suppose :

- De ne pas remettre en cause l'économie générale du document et de ne pas modifier les orientations du PADD ;
- De ne pas réduire des protections édictées en raison des risques de nuisance ;
- De ne pas générer de graves risques de nuisances.

La MECDU ne remet pas en cause ces éléments.

IV.3.7. Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement, afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées

La mise en place d'indicateurs de suivi ne semble pas pertinente dans le cadre de l'évaluation environnementale d'une mise en compatibilité de document d'urbanisme, qui est par définition une procédure ponctuelle d'évolution du document d'urbanisme, visant à permettre l'implantation pérenne d'une infrastructure ou d'un projet.

Ces mesures et indicateurs de suivi sont prévus dans le cadre de la DUP et notamment de l'étude d'impact du projet de Parc des Expositions.

IV.3.8. Résumé non technique

Le présent dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'AUSSONNE porte sur la prise en compte du projet de Parc des Expositions Toulouse Métropole, qui fait l'objet d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique.

Le PLU d'AUSSONNE, approuvé le 11 octobre 2012, prend en compte l'intention du projet de Parc des Expositions mais ne permet pas, en l'état, sa réalisation. Certaines de ses dispositions doivent donc être revues pour être mises en compatibilité avec le projet.

Le PLU en vigueur a fait l'objet d'une **évaluation environnementale**. Par conséquent, seule une **mise à jour sur les secteurs concernés directement par la mise en compatibilité** (MECDU) est requise.

Cette évaluation environnementale s'inscrit ici dans le cadre plus large de la prise en compte de l'environnement par le projet de Parc des Expositions. Soumis à la procédure d'enquête publique, celui-ci a fait l'objet d'une étude d'impact et d'une notice d'incidence Natura 2000.

a. Articulation avec les documents de planification supracommunaux

La procédure de mise en compatibilité du PLU d'AUSSONNE prend en compte les différents documents supracommunaux applicables sur son territoire, à savoir :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération toulousaine (SCoT)
- Plan des Déplacements Urbains (PDU) de la grande agglomération toulousaine
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne
- Les Plans de Prévention des Risques Naturels et Technologiques
- Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Région Midi-Pyrénées
- Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées
- Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Toulouse Métropole
- Le schéma départemental des carrières de la Haute-Garonne
- Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux de Midi-Pyrénées
- Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Haute-Garonne.

b. Etat initial de l'environnement

L'état initial proposé par l'évaluation du PLU d'AUSSONNE d'octobre 2012 peut être légitimement vu comme satisfaisant pour l'évaluation environnementale de la MECDU.

c. Les incidences de la MECDU sur l'environnement et les mesures associées

La mise en compatibilité du document d'urbanisme est une **adaptation des règles d'urbanisme en vigueur pour permettre la réalisation du projet de Parc des Expositions de Toulouse Métropole**. Elle correspond à un **changement de la nature de l'occupation du sol** au droit des ouvrages et des nouvelles infrastructures.

Incidences et mesures sur le milieu physique

La MECDU d'AUSSONNE, en donnant une vocation agricole à une partie d'un secteur destiné auparavant à l'urbanisation (zone AU0), se traduit par une incidence directe positive : elle limite l'imperméabilisation des sols en réduisant la superficie des zones à urbaniser d'environ 40 ha sur le périmètre communal.

Dans la partie du secteur actuellement en AU0 et qui sera ouverte à l'urbanisation pour permettre les travaux du Parc des Expositions, une imperméabilisation des terres est à considérer. Cette incidence négative doit être relativisée car cette zone est destinée à une urbanisation future dans le PLU en vigueur. De plus, les eaux de ruissellement du Parc des Expositions seront régulées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel.

Incidences sur le milieu naturel

La transformation d'une partie du secteur 1AU0 en zone A s'accompagne d'une incidence positive directe de la MECDU (milieux non urbanisés disponibles pour la faune et la flore). Elle vise à compenser la nouvelle zone 1AU qui, à contrario, entraîne une incidence indirecte négative sur le milieu naturel. Plusieurs mesures de suppression, réduction et compensation des incidences sur le milieu naturel sont présentées dans l'étude d'impact du projet de Parc des Expositions dont notamment l'évitement de milieux favorables aux espèces à fort enjeux (Cicendie naine, chauves-souris, ...) ou encore le choix d'une période de travaux favorables aux espèces.

Incidences sur les zones Natura 2000

La mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune d'AUSSONNE pour le projet de Parc des Expositions ne présente pas d'incidence sur les sites Natura 2000 « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac » et « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Nesté ».

Le traitement des eaux du projet (« dépollution ») en amont de leur rejet dans les cours d'eau et la réduction des surfaces « artificialisables » sont positifs pour la faune et la flore.

Incidences sur le milieu agricole

Près de 40 hectares seront rendus disponibles pour une affectation agricole grâce à la modification de zonage. Des conventions seront établies avec les agriculteurs afin de préciser les mesures de gestion écologique à mettre en œuvre dans le cadre des futures exploitations agricoles.

Incidences et mesures sur les déchets

La MECDU n'entraîne pas de hausse directe de la population sur ce secteur. Les incidences au niveau de la production de déchets sont liées aux déchets produits pendant la phase chantier du projet de Parc des Expositions et lors des manifestations organisées. Une unité de traitement des déchets est prévue pour gérer les déchets de l'exploitation du parc.

Incidences et mesures sur le bruit

Le bruit du trafic aérien est prédominant dans le secteur. Le bruit lié au transport routier pourra quant à lui augmenter, du fait des déplacements supplémentaires engendrés par les manifestations, via les voies de desserte créées notamment. Afin de limiter cet impact, l'extension de la ligne T1 du tramway, permettra un report modal et une limitation de l'usage de la voiture pour se rendre au Parc des Expositions.

Incidences et mesures sur les risques naturels et technologiques

La MECDU n'a pas d'incidence sur ces risques.

Incidences et mesures sur le paysage et le patrimoine

La transformation d'une zone AU en zone agricole a pour incidence positive de préserver le caractère paysager ouvert de cette zone, au Nord de l'équipement.

d. Les effets cumulés avec d'autres projets connus

Les effets cumulés avec d'autres MECDU

Dans le cadre de la DUP du projet de Parc des Expositions, le PLU de BEAUZELLE, localisée à l'Est d'AUSSONNE, est également soumis à une mise en compatibilité.

La mise en compatibilité des deux PLU améliorera les conditions d'accessibilité de la zone (voirie et transports collectifs), mais augmentera aussi le trafic.

Aucune incidence notable n'est à prévoir sur les sites Natura 2000.

Les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes d'aménagement

Un seul projet est identifié à proximité de la zone d'étude : celui de la ZAC Laubis (10 ha environ).

L'impact cumulé de ces deux projets n'engendre pas d'impacts significatifs supplémentaires.

e. Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

La mise en compatibilité du PLU :

- Ne remet pas en cause l'économie générale du document d'urbanisme et ne modifie pas les orientations du PADD ;
- Ne génère pas de graves risques de nuisances et ne réduit pas les protections édictées en raison des risques de nuisance.

f. Définition des critères, indicateurs et modalités de suivi

Les indicateurs et les mesures de suivi sont prévus dans le cadre de la déclaration d'utilité publique (et notamment de l'étude d'impact) du projet de Parc des Expositions. Il n'y a pas lieu d'en identifier pour la présente MECDU.

IV.3.9. Description de la méthodologie

La présente évaluation environnementale a été conduite entre mars et mai 2013 et mise à jour en mai 2014.

Différentes sources et documents ont été utilisés pour réaliser cette dernière :

- Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, dont les dispositions sont codifiées au sein de l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme.
- Les documents écrits et graphiques du PLU d'AUSSONNE dont la deuxième révision a été approuvée par délibération du conseil communautaire de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012 et la modification simplifiée a été approuvée le 19 décembre 2013.
- Dossier d'enquête publique du Parc des Expositions : Etude d'impact du projet de Parc des Expositions de Toulouse.
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine, approuvé le 15 juin 2012, mis en compatibilité le 25 octobre 2013 et modifié le 12 décembre 2013.
- Plan de Déplacements Urbains de l'Agglomération toulousaine.
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne
- Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) Midi-Pyrénées
- Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Midi-Pyrénées (SRCAE)
- Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées (ORAMIP)
- Observatoire Régional de la Santé (ORS) Midi-Pyrénées
- l'Agence Régionale de Santé (ARS) Midi-Pyrénées
- Météo France.
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

- Bases de données Basol (Ministère en charge de l'environnement) et Basias (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – BRGM).
- Dossier Départemental des Risques Majeurs 31 (DDRM).
- Code du Patrimoine.
- BRGM : Aléas, risques naturels et technologiques.
- Directive européenne n° 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses, dite directive SEVESO, transposée notamment par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs liés aux ICPE.
- Site de Toulouse Métropole: carte de bruits.
- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN).
- Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'Aéroport Toulouse-Blagnac
- Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Haute-Garonne
- Schéma départemental des carrières de Haute-Garonne
- Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Toulouse Métropole
- Site internet de la DREAL Midi-Pyrénées

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée lors de la rédaction de cette étude.

